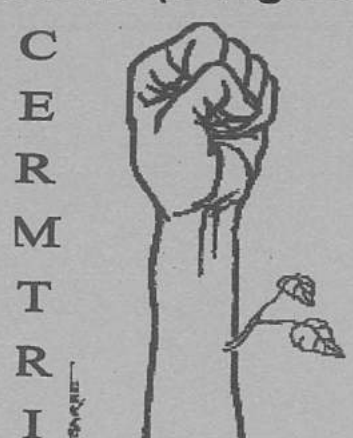
Cahiers du mouvement ouvrier

Christian Rakovsky : La question nationale en URSS (1923)
Sergi Rosés Cordovilla : Le refus du droit d'asile à Trotsky en Catalogne et en Espagne (1931)
Jean-Jacques Marie : Isaac Deutscher : un compagnon de route du stalinisme
Michel Barbe : Le massacre des Algériens (17 octobre 1961)
L. V. Geveling : La formation d'une cleptocratie moderne (le Nigeria)



C.E.R.M.T.R.I.
Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste et Révolutionnaires Internationaux

N° 48 - Quatrième trimestre 2010 (octobre-novembre-décembre) - REVUE TRIMESTRIELLE - PRIX : 8 euros

Cahiers du mouvement ouvrier

Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine, collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences de Russie

Directeur de la publication : Jean-Jacques Marie

Comité de rédaction : Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin, Marc Goloviznine, Frank Labrasca, Pierre Levasseur, Jean-Jacques Marie, Pierre Roy, Jean-Marc Schiappa.

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris
Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris
Internet : www.trotsky.com.fr
E-mail : cermtri@wanadoo.fr.

Sommaire

• Christian Rakovsky :
La question nationale en URSS (1923) ..... p. 5

• Sergi Rosés Cordovilla : Le refus du droit d'asile à Trotsky
en Catalogne et en Espagne (1931) ..... p. 15

• Jacqueline Trinquet : Une riche histoire du POUM ..... p. 31

• Michel Gandilhon : L'insubordination ouvrière
dans la région parisienne en 1936-1939 ..... p. 43

• Micheline Charpentier Morize :
Un groupe de chimistes communistes
opposants en France (années 1950) ..... p. 53

• Jean-Jacques Marie : Isaac Deutscher :
un compagnon de route du stalinisme ..... p. 63

• Michel Barbe : Le massacre des Algériens
du 17 octobre 1961 ..... p. 71

• L. V. Geveling : La formation
d'une cleptocratie moderne (le Nigeria) ..... p. 79

• C. Allain : Replacer l'URSS dans son histoire
(à propos de Moshe Lewin) ..... p. 91

• Michel Barbe, Odile Dauphin, Claudie Lescot, Serge Sebban :
Pour la défense de l'histoire ..... p. 97

• Notes de lecture ..... p. 107

• Chronique des falsifications ..... p. 117

• Perles ..... p. 123

Les Cahiers du mouvement ouvrier **ont pu acquérir une vingtaine d'exemplaires de l'ouvrage épuisé de Jean-Pierre Cassard : *Les trotskystes pendant la Deuxième Guerre mondiale* (160 pages). Nous pouvons en faire parvenir un exemplaire aux vingt premiers demandeurs au prix coûtant de 7 euros (port compris).**

CONSULTEZ LE SITE DU CERMTRI

www.trotsky.org.fr
<http://www.trotsky.org.fr>

Le n° 49 *des Cahiers du mouvement ouvrier* sera un numéro spécial consacré à la Révolution française, élaboré par un groupe de professeurs d'histoire et de membres du comité de rédaction des *Cahiers*.

• Chronique de la Révolution de 1789 à 1797
• Conférence de Raymond Morvan : Le mouvement ouvrier héritier des Lumières ?
• La Révolution vue à travers douze de ses acteurs :
— Babeuf
— Chalier
— Chaumette
— Couthon
— Danton
— Hébert
— Lindet
— Marat
— Pointe
— Robespierre
— Saint-Just
— Soubrany
• Les échos de la Révolution française à l'étranger (Pologne, Angleterre, Allemagne, Italie, Russie, etc.)
• Un historien soviétique de la Révolution française : Starosselski (pages inédites)
• La Révolution française vue par les révolutionnaires russes : Plekhanov, Lénine, Martov, Trotsky, Rakovsky et quelques autres
• Chronique des falsifications
• Interviews de spécialistes de la Révolution française

Le numéro de 176 pages : 8 euros (étudiants : 5 euros).
Abonnement annuel (4 numéros) : 30 euros.

Le CERMTRI dispose de collections pas tout à fait complètes de l'hebdomadaire *La Vérité* des années 1956, 1957 et 1958. Il peut en céder à ceux que cet hebdomadaire — alors régulièrement saisi par la justice pour son opposition à la guerre coloniale en Algérie —intéresse pour la somme de 7 euros (port compris) par groupe de 14 numéros (il y a en gros 45 numéros disponibles par an).

"CACHER AUX ENFANTS LA LUTTE DES CLASSES QUI S'EST DEVELOPPEE, SOUS DES FORMES DIVERSES, TOUT AU LONG DE L'HISTOIRE, ET QUI PREND FORME AUJOURD'HUI DANS LA LUTTE DU CAPITALISME ET DU PROLETARIAT, CE SERAIT SUPPRIMER POUR EUX UN DES ASPECTS ESSENTIELS DE L'HISTOIRE HUMAINE"

(JEAN JAURES, *La Revue des maîtres*, revue de l'enseignement primaire, 25 octobre 1908)

Consultez le blog "l'histoire défigurée, la géographie manipulée"

Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 128 pages)

Prix du numéro : **8 euros**

Abonnement annuel (quatre numéros) :

— France : **30 euros** ;

— Etranger : Europe : **35 euros** ; Asie, Amérique, Afrique : **40 euros**.

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

.....

Chèques à l'ordre du CERMTRI

(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)

A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Christian Rakovsky : Le Parti bolchevique et la question nationale (avril 1923)

Lénine, cloué sur son lit de malade et à demi paralysé, a engagé depuis décembre 1922 un combat contre le nationalisme russe, qui opprime les autres nationalités de la Russie soviétique et dont Staline est le porte-parole. Le 9 mars 1923, une nouvelle attaque le prive à jamais de l'usage de la parole. La question vient en débat au XIII[e] Congrès du Parti communiste russe, en avril 1923. Rakovsky est l'un des rares à l'aborder de front. Trotsky fait bien une allusion menaçante à la lettre de Lénine communiquée le 5 mars 1923 par Lénine lui-même *"pour mener un combat précis au congrès du parti contre la déviation, en prenant appui sur cette lettre"*. Mais sur cette "déviation" elle-même, Trotsky reste dans le vague. Staline se permet même de se moquer de Lénine, qui, dit-il, *"a oublié, il oubliait beaucoup de choses ces derniers temps (...), il a oublié la résolution adoptée au plénum d'octobre sur la Constitution de l'Union"* ! Il raille la référence faite par Trotsky à sa lettre : *"Je ne me référerai pas à Vladimir Ilitch, lui, car il n'est pas là et il n'est pas en état de me démentir si je me trompe"* (1). Il reprend en séance plénière cette allusion moqueuse et dénonce les anciens dirigeants communistes géorgiens, isolés, que Lénine voulait appuyer. Trotsky passe alors en fait un compromis avec Staline, que ce dernier se hâte de piétiner et que Trotsky justifiera plus tard par *"la crainte que tout conflit aigu au sein du groupe dirigeant ne soit interprété dans le parti comme un premier partage des dépouilles de Lénine moribond"* (2).

(1) *Izvestia TsK KPSS*, n° 4, avril 1991, pp. 169 à 171.
(2) *Gorizont*, n° 6, juin 1990, p. 49. *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 26, *op. cit.*, p 85.

"Une de ces questions qui nous promettent une guerre civile"

CAMARADES, je commencerai par répéter ce que j'ai dit dans ma déclaration sur la question nationale au plénum du comité central de février. Si nous regrettons l'absence de Vladimir Ilitch pour toute une série de raisons, l'une d'elles est bien la question nationale. Nous avons besoin de son autorité, de sa compréhension de la situation nationale et internationale. Il faudrait qu'il puisse secouer notre parti par une déclaration ferme et autorisée, et montrer que, sur la question nationale, nous commettons des fautes fatales.

J'ai des craintes pour l'avenir de notre parti

Je dois dire franchement que, quand je vois le calme avec lequel en particulier la partie russe de notre parti réagit à des arguments qui ont malheureusement un peu trop de couleur locale, j'ai des craintes pour l'avenir de notre parti. En fait, camarades, c'est une des questions qui touchent les bases de la Russie soviétique et de notre parti. **Il faut le dire ouvertement et honnêtement dans un congrès du parti : la question nationale est l'une de ces questions qui nous promettent une guerre civile si nous ne manifestons pas la sensibilité et la compréhension indispensables dans notre attitude à son égard.** Il s'agit de l'"union" entre le prolétariat russe et les soixante millions de paysans non-Russes qui exigent de participer à la vie économique et politique de l'Union soviétique sous leur drapeau national. Et ainsi, je dis que Lénine nous expliquerait la situation avec l'autorité d'un dirigeant et toute la pénétration de son génie.

Camarades, pourquoi la question nationale a-t-elle été soulevée pour la troisième fois ? Je crains que cela ne se reproduise une quatrième et une cinquième fois ; dans un an ou deux, nous discuterons encore de la question nationale. Je dois avouer que, pendant quelque temps avant le congrès, nous avons nourri l'espoir que la question nationale serait placée au centre du congrès, comme Lénine l'avait proposé. Mais elle en a été la queue.

Je commence à avoir des craintes pour le pouvoir soviétique

Nos camarades supportent impatiemment ce débat sur la question nationale. Je ne fais de reproche à personne, car sur cette question, nous sommes tous coupables. Et quand je vois combien il est dur pour nos organisations d'Ukraine, qui travaillent dans les conditions d'une lutte nationale, quand je vois combien il est dur pour nous de leur faire comprendre la signification de la question nationale, je commence à avoir des craintes pour le pouvoir soviétique. Et cette question est encore plus difficile en Russie.

De quoi s'agit-il ? Camarades, pourquoi soulevons-nous pour la troisième fois la question nationale ? Parce que, plus nous la posons et plus nous nous éloignons d'une compréhension et d'une solution communistes de la question nationale. Dans la façon dont nous abordons la question des nationalités, nous avons un préjugé, un préjugé profond et d'autant plus dangereux que c'est un préjugé communiste, parce qu'il a l'air communiste, parce qu'il a des racines dans notre programme et parce qu'il masque notre ignorance sur la question des nationalités.

Une espèce de jeu stratégique diplomatique

Je me souviens d'une remarque caractéristique du camarade Staline. Quand je rentrai de l'étranger après l'adoption du programme sur l'Union, le camarade Staline me dit : *"Vous savez, beaucoup de gens m'ont demandé : est-ce à long terme, n'est-ce pas une initiative diplomatique ?"* Oui, camarades, toute la politique des nationalités, toutes les relations internes à l'Union de notre gouvernement ont été comprises par la majorité en Ukraine et par des gens plus nombreux encore en Russie comme une espèce de jeu stratégique diplomatique : *"Au nom du ciel, nous avons déjà réglé la question nationale dans la révolution d'Octobre. Notre pays est communiste ; nous sommes tous pour l'internationalisme."*

Dites-moi, camarades, combien d'entre vous peuvent expliquer de quelle façon la révolution d'Octobre a résolu la question des nationalités ? N'oublions pas qu'en 1919, des camarades autorisés ont déclaré au congrès du parti qu'il n'y avait plus de question des nationalités, et l'un de ces camarades l'a redit ici, devant vous, avant-hier. Ce n'était pas sa première erreur — nous faisons tous des erreurs —, mais cela a été dit ; et si des camarades autorisés, les auteurs de l'*ABC du communisme* (1), avouent s'être trompés sur la question nationale, alors, que doit faire la base ?

Comme le faisaient les gendarmes du tsar ?

Et il y a une foule de camarades responsables qui considèrent la question nationale en souriant, en souriant de façon sarcastique. *"Mais nous sommes dans un pays qui a dépassé l'étape des nationalités*, comme a dit un camarade, *nous sommes dans un pays où la culture matérielle et économique s'oppose à la culture nationale. La culture nationale, c'est pour les pays arriérés de l'autre côté de la barricade, pour les pays capitalistes, et nous, nous sommes un pays communiste."* Et je dois vous rappeler les justes paroles prononcées hier par le camarade Makharadzé (2) : *"Le pouvoir d'Etat n'est pas créé pour les communistes ; il existe pour tous les ouvriers et paysans."* Nous parlons sans arrêt de l'alliance entre ouvriers et paysans. Bon, je vous demande : sur 140 millions, combien y a-t-il d'internationalistes ? Et si l'on ne prend que le Parti communiste, alors j'ignore le pourcentage d'enracinement de l'internationalisme et le pourcentage de cas où l'internationalisme coexiste avec le nationalisme. Et s'il s'agit des masses sans-parti, des masses paysannes, sous quel drapeau vont-elles accéder à la vie politique et culturelle ? Allons-nous vraiment obliger les Géorgiens à apprendre le russe, comme le faisaient les gendarmes du tsar ? Cela se passait à l'époque du tsarisme et personne ne peut y revenir. **Allons-nous vraiment envoyer les tchékistes pour vérifier que les non-Russes apprennent le russe ?**

Après tout, la langue indigène et l'école indigène mènent à la conscience nationale, et la conscience nationale conduit à désirer savoir où va le rouble du

(1) Les auteurs de l'*ABC du communisme* étaient Boukharine et Préobrajensky. Au congrès, le premier avait été chargé par Lénine de plaider contre Staline le dossier des communistes géorgiens maltraités (Staline avait protégé Ordjonikidze, qui avait frappé un dirigeant communiste de Géorgie). Quant à Préobrajensky, il avait déjà formulé ses critiques contre la concentration de pouvoirs excessifs aux mains de Staline.

(2) Filip I. Makharadzé (1868-1941) était l'un des plus anciens des bolcheviks géorgiens, militant depuis 1891. La question géorgienne était sous-jacente à tous les débats sur la "question nationale".

paysan. Avant, il nous a fallu prendre au paysan pour défendre le pays contre les seigneurs et les généraux, et les paysans donnaient sans s'interroger parce qu'ils savaient pourquoi. Mais quand la guerre civile a été finie et qu'on a commencé à faire les comptes, chacun a voulu savoir ou allaient ses roubles, combien il ou elle en donnait et combien on en touchait. Et, étroitement lié avec la conscience nationale, apparaît ce sentiment d'égalité dont parle Lénine dans sa lettre. Et du fait des siècles de domination tsariste, les nationalités font à nouveau l'expérience de ce sentiment d'égalité de façon plus profonde et plus forte que nous ne le pensons.

Les soixante millions de paysans non-Russes qui maintenant s'y sentent étrangers

Aussi, je dis que quand nous avons ces masses devant nous, quelle est la question à laquelle le parti est confronté ? Il est confronté à la question de savoir comment trouver cette alliance entre notre internationalisme prolétarien et communiste, et le développement national de larges couches de masses paysannes avec leurs aspirations à une vie nationale, à leur propre culture nationale, à leur propre État national. C'est essentiellement à travers le développement national des républiques et des territoires — certains ricanent à leur sujet — séparés, autonomes et indépendants, c'est essentiellement à travers ces nouvelles républiques que nous amènerons au pouvoir soviétique et au Parti communiste les soixante millions de paysans non-Russes qui maintenant s'y sentent étrangers. C'est précisément là la tâche du parti. Je me permettrai de dire que le préjugé communiste qui existe chez tant de communistes ne nous est pas propre et a existé chez bien des socialistes. Je puis vous rappeler un passage de la correspondance de Marx avec Engels, un passage très caractéristique que Vladimir Illitch a aussi utilisé dans ses vieux articles. Je vais vous le lire.

Discutant de la guerre austro-hongroise dans une lettre à Engels datée du 20 avril 1866, Marx écrivait : « *Hier, a eu lieu une réunion du conseil de l'Internationale sur la guerre actuelle (...). Comme on s'y attendait, on en est venu à la question des "nationalités" et de notre attitude à leur égard (...). Les représentants de "Jeune France" (non-ouvriers) ont assuré que toutes les nationalités et même les nations étaient des* "préjugés surannés" *(...). Les Anglais ont beaucoup ri quand j'ai commencé mon discours en disant que notre ami Lafargue et d'autres, qui en ont fini avec les nationalités, nous ont parlé en français, c'est-à-dire dans une langue qui est incompréhensible aux neuf dixièmes des présents dans la réunion. J'ai suggéré également que, par négation des nationalités, il semblait, presque inconsciemment, comprendre leur absorption par la nation française modèle.* »

Je vous demande, camarades communistes russes, combien de fois vous avez expérimenté semblables sentiments dans vos rapports avec d'autres nations ? J'ai entendu des camarades dire que la langue ukrainienne était une invention des Galiciens. Au bout du compte, n'est-ce pas un sentiment de chauvinisme de grande nation qui rampe ainsi à travers tout le peuple russe, qui n'a jamais connu l'oppression nationale, mais, au contraire, a opprimé pendant des siècles ? Il est regrettable que je ne voie pas ici sur la liste ceux des camarades qui, au plénum, sur la question nationale, ont exprimé ces mêmes opinions que Lafargue (3) avait soutenues il y a soixante ans.

Je demande une prolongation de quinze minutes *(Des voix : "Dix minutes" ou "Cinq minutes")*. Je n'ai pas encore dit le plus important.

(Le président : "Mettons au vote — quinze, dix ou cinq ? Qui est pour quinze minutes ? Pour dix ?" La majorité est pour dix.)

Camarades, de quoi s'agit-il ? A mon avis, le préjugé communiste est encore une explication insuffisante. Je pense que Staline en est resté au bord d'une ex-

(3) Paul Lafargue (1842-1911) était en 1866 représentant de l'Espagne au conseil général de l'Internationale, mais également membre de sa section londonienne "La Jeune France", qui avait vivement critiqué l'accent mis par Marx sur la question polonaise.

plication de la véritable situation sur la question nationale. Je serais allé plus loin et j'aurais demandé : pourquoi posons-nous cette question pour la troisième fois ? Pas seulement en relation avec la Nep ou avec la situation internationale créée par le commencement de la Nep ? Il y a une autre raison, plus importante.

La discordance entre notre parti et notre appareil d'Etat

Je le répète : **il existe une deuxième raison, plus importante, à savoir la discordance qui se crée tous les jours, et qui s'agrandit toujours plus, entre notre parti et son programme, d'un côté, notre appareil d'Etat, de l'autre.** C'est la question centrale, la question cruciale. Nous disons souvent qu'il faudrait que le parti dirige et nous l'étayons en ajoutant quelques faits de second ordre.

Mais il existe un seul fait pour renforcer cent fois la conviction que notre parti devrait diriger fermement notre Etat. Et c'est précisément le fait que, souvent, particulièrement sur la question nationale, nos camarades du parti ne sont pas guidés par une psychologie prolétarienne de parti, mais par ce qu'on pourrait appeler, pour le dire de façon modérée, la psychologie des organes d'Etat. Et ces organes centraux de l'Etat, qu'est-ce qu'ils représentent ? Dans ses articles, Vladimir Illitch en a donné une description appropriée. **Ils sont un mélange d'une administration tsariste et d'une administration bourgeoise, vernies d'un coup de pinceau soviétique et communiste, mais superficiellement et rien de plus.**

Vous allez me dire que ce sont des communistes qui sont à la tête des organes soviétiques. Mais ce dont il s'agit, c'est que ces communistes cèdent à la psychologie de leur propre appareil et deviennent eux-mêmes étroits d'esprit. Je vous recommanderais de lire la préface d'Engels à *La Guerre civile en France,* sa description générale de la bureaucratie.

Du point de vue du confort des fauteuils de leurs bureaux

Nos autorités centrales commencent par considérer l'administration du pays tout entier du point de vue du confort des fauteuils de leurs bureaux. Naturellement, c'est fatigant d'administrer vingt republiques ; comme ce serait bien si tout ça était unifié et s'il suffisait de presser sur un bouton pour administrer le pays tout entier. Du point de vue bureaucratique, ce serait plus simple, plus facile, plus agréable.

La lutte contre notre administration centrale

Si je devais vous raconter l'histoire de la lutte que les républiques sont obligées de mener contre notre administration centrale, ce serait l'histoire d'une lutte pour survivre. Combien de ces appareils centraux connaissent la Constitution soviétique ? J'ai reçu du Sovnarkhoz un document : *"Au président de la République socialiste soviétique ukrainienne."* J'en ai reçu un du comité central : *"A tous les comités de gouvernement, de district, et aux comités centraux des républiques autonomes."* L'appareil du comité central ne va pas plus loin : pour lui, rien d'autre n'existe en dehors des républiques autonomes. Je ne parle même pas de la lutte que nous sommes obligés de mener contre l'appareil bureaucratique. Camarades, je ne suis pas intéressé ici par le seul sort de l'Ukraine, je parle de toutes ces fautes parce que la justesse ou la fausseté de la ligne sur la question nationale se reflète directement sur le rôle révolutionnaire de notre parti. Que s'est-il passé après la création de l'Union des républiques ? "Union" : de nombreux organes centraux ont compris que cela voulait dire qu'ils pouvaient peser de tout leur poids sur les républiques individuelles. Je pourrais prendre bien des exemples pour l'illustrer. Par exemple, le commissariat du peuple à l'Agriculture — et le commissariat au peuple d'ici — a signé un accord international

au nom de l'Ukraine, bien que personne ne lui en ait donné le droit. Même à la fondation de la Constitution de l'Union, ils n'avaient pas ce droit. Et qu'arrive-t-il encore ? Je vais vous donner quelques faits supplémentaires. Dès qu'on a eu voté la Constitution de l'Union, les commissariats ont commencé à centraliser. Une dépêche de presse des *Izvestiia* a indiqué qu'on crée des secrétariats pour diriger les républiques dans les commissariats russes suivants : économie nationale, travail, finances.

Cela signifie que ce sera pire que jamais

Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que ce sera pire que jamais et que ce n'est que quand le secrétariat du comité central a commencé à les contrôler qu'ils se sont abstenus de faire ce pour quoi ils avaient été créés. Vous allez me dire, camarades, qu'il y a un comité central, mais je dois dire que la tragédie réside pour nous dans le fait que le point de vue de l'étroitesse — pour lequel la direction du pays n'est pas une question politique, internationale ou intérieure, mais une question de commodité —, ce point de vue exerce une telle pression sur le comité central qu'il constitue parfois un obstacle.

On a quelques événements typiques extraordinaires. Au plénum du 24 février du comité central, on a décidé : *"Il est confirmé dans la procédure du parti qu'avant d'établir des organes normaux de l'Union, on ne modifierait pas le système existant des rapports entre organes soviétiques."* On a décidé cela en février. Pas de changement dans les rapports mutuels. En mars, on se trouve en présence de toute une série d'actes législatifs signés par l'URSS. Soit dit en passant, le plus typique était celui sur le comité des concessions. Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire que le comité des concessions va s'occuper de la richesse de toutes les républiques, de l'acier d'Ukraine, du charbon, du pétrole, du manganèse, etc., des zones périphériques. C'est cela, le comité des concessions. Bien sûr, sur le fond, je ne suis pas opposé à la création d'un comité des concessions de toute l'Union, et même je la réclamerais. Mais pas en restant indifférent à la façon dont il est décidé de le créer.

Le secrétariat du comité central nous a répondu que le congrès pan-Union des soviets avait décidé que les fonctions de construction de l'Union seraient placées de façon temporaire sous le contrôle du comité exécutif russe, dans lequel il n'y a pas une seule république ou une seule nationalité représentées et qui peut maintenant trancher de tout ce qui touche à la richesse des républiques. Mais je demande si le comité central exécutif pan-Union connaissait la résolution du comité central ? Je ne sais pas ce que le secrétariat va répondre, mais le fait qu'il n'en a pas été question dans la première réponse est une preuve manifeste.

Bien que nous ayons eu dans le passé bien des preuves indiscutables que nos organes centraux soviétiques cédaient à une "psychologie d'étroitesse d'esprit", on leur a donné dix et même vingt fois plus de droits qu'auparavant dans la Constitution de l'Union. Au lieu de limiter leurs droits et de les restreindre, on leur donne au contraire, comme une récompense, une décoration, une prime pour ce gâchis qu'ils ont fait dans la question nationale au détriment de la politique du parti et de l'Etat, au détriment de notre politique étrangère (et j'ai une quantité de matériaux sur la façon dont notre politique est perçue à l'étranger), on leur donne encore plus de fonctions. Après décembre, après le premier congrès des soviets de l'Union, ils sont devenus maîtres de notre vie à tous. Il n'existe pas d'initiative qui puisse être prise par les républiques nationales dont on puisse dire d'avance qu'elle serait autorisée. Le comité exécutif d'un district connaît mieux ses droits que les républiques nationales.

La façon dont nous avons construit l'Union n'était pas juste

Ma position, camarades, c'est que la façon dont nous avons construit l'Union n'était pas juste. Vous le savez, ce n'est pas seulement mon opinion, c'est aussi

celle de Lénine. J'ai mis en garde contre l'énorme erreur que l'on se préparait à faire en septembre, dans un mémorandum particulier au comité central. Camarades, quelle est la conclusion de tout cela ? La conclusion, c'est que nous pouvons écrire dix résolutions supplémentaires, mais que, sauf qu'il faudra les classer dans les bibliothèques et les archives, il n'en sortira rien. Il nous faut résoudre cette question dans la pratique. Le camarade Staline a déjà déposé ici un autre amendement en faveur d'un système à deux chambres.

Enlever aux commissariats de l'Union les neuf dixièmes de leurs pouvoirs

Mais il faut aller plus loin de façon décisive, il nous faut enlever aux commissariats de l'Union les neuf dixièmes de leurs pouvoirs et les donner aux républiques nationales. *(Applaudissements.)* Camarades, comme je dépose le premier amendement, permettez-moi de l'expliquer. Le camarade Staline, dans son premier discours, pas celui, tout à fait opposé, d'aujourd'hui, mais son premier discours, dans lequel il a manifesté beaucoup d'attention à la question nationale, a indiqué qu'en plus des circonstances intérieures, il y a aussi des circonstances de nature extérieure, et il a indiqué en même temps la signification colossale que la question nationale aura dans la révolution qui vient, du fait de l'inévitable confrontation entre les nations d'Orient et les Etats impérialistes d'Occident. On pourrait ajouter aussi un autre aspect, peut-être insignifiant, mais qui oblige à traiter la question nationale intérieure avec un soin particulier, c'est la question nationale en Occident. Mais malheureusement, le camarade Staline n'y a même pas fait référence. Rien n'est dit sur l'Occident et l'Orient ; aujourd'hui, en commission, Staline a dit que peut-être, si l'on ajoutait un amendement sur l'Occident, cela affaiblirait les aspects orientaux, comme si ces aspects étaient inclus dans les thèses. Mais cet aspect n'est pas dans les thèses.

Quelqu'un nous reprochera notre hypocrisie

Pour cette raison, camarades, je juge nécessaire que, dans ces thèses — sous une forme ou sous une autre, je ne veux pas discuter ici de la question de savoir à quelle thèse il faut ajouter, c'est l'affaire de Staline ou du comité central —, il soit mentionné ce que Vladimir Illitch nous a dit et répété dans le passé, et que nous avons discuté ici, à savoir que, si nous devons devenir le centre de la lutte des nationalités opprimées en dehors des frontières de l'URSS, il nous faut, à l'intérieur, dans les frontières de l'URSS, prendre une position juste sur la question nationale. Car si nous parlons d'autodétermination nationale sur le front extérieur, mais ne la permettons pas à l'intérieur, alors, de toute évidence, quelqu'un nous reprochera notre hypocrisie. Je vous rappelle les paroles de Vladimir Illitch : *"Nous ne pouvons pas nous permettre la moindre erreur dans ce domaine, parce que, tout en sapant notre sincérité principielle* — ce sont ses propres paroles —, *cela peut aussi saper notre lutte de défense des nationalités opprimées contre l'impérialisme."*

"Réaliser une solution juste à la question nationale dans les frontières de l'Union soviétique"

C'est pourquoi je propose que vous incluiez la thèse qui suit.

Aujourd'hui, en commission, c'était trop long, nous l'avions pris à nos thèses ukrainiennes, mais je l'ai raccourci et je propose ce nouveau texte modifié : *"La signification révolutionnaire colossale qui transforme les luttes des nations*

orientales et des colonies pour leur libération du joug des Etats impérialistes et aussi la reconstitution de mouvements européens de libération dans diverses provinces occupées rend plus nécessaire encore pour le parti d'assumer la responsabilité de réaliser une solution théorique et pratique juste à la question nationale dans les frontières de l'Union soviétique.

Ce n'est que l'accord le plus strict entre notre politique sur la question nationale à l'intérieur et la politique que nous propageons sur la question nationale dans notre ligne du parti et de l'Etat hors de nos frontières qui peut donner à l'Umon soviétique et au Parti communiste l'autorité morale et la sincérité principielle qui feront d'eux, au sens le plus large, la base de la lutte du prolétariat mondial contre l'impérialisme."

(Staline intervient, demandant le rejet de l'amendement. Il est rejeté.)

Camarades, mon deuxième amendement a une bien plus grande signification, bien que le premier ait eu aussi une grande importance. Le deuxième amendement concerne notre situation intérieure.

Aucune garantie à nous, républiques individuelles

Nous considérons — et je parle ici au nom des camarades ukrainiens — que la plus grosse erreur a été commise aujourd'hui dans le groupe où l'on a accepté la formulation de Staline sur le système à deux étages. Avant tout, camarades, pour éviter de perdre du temps, nous sommes les partisans les plus décidés du système à deux étages. Aussi, ce n'est pas la question, mais quelque chose d'autre. Pourquoi a-t-on créé un système à deux étages ? Afin de donner des garanties aux républiques individuelles. C'est là la base du système à deux étages. Mais dans la résolution qui a été adoptée aujourd'hui, non seulement le système à deux étages ne nous donne aucune garantie à nous, républiques individuelles, mais au contraire, en réalité, il renforce encore plus le système déjà existant, un système qui opère de la façon suivante : sur les 360 députés au comité central de l'Union, 280, sinon plus, viennent de la RSFSR (4) et 80 du reste des républiques indépendantes toutes ensemble.

Qu'est-ce que la commission a accepté aujourd'hui ? Que, dans ce qu'on l'on appelle le second étage des nationalités — notez bien ce mot —, les nationalités participeront avec un nombre de voix égal. Ainsi, chacune des républiques et régions autonomes de la RSFSR aura quatre voix. La région centrale en aura quatre, l'Ukraine quatre et la Biélorussie quatre. A quoi arrive-t-on ? En réalité, la RSFSR aura 64 ou 70 voix, l'Ukraine et la Biélorussie quatre chacune. Oui, vraiment, la position du camarade Staline se révèle très confortable, et pourtant il dit : *"Je reconnais* toutes *les nationalités et vous ne voulez pas reconnaître les Kirghizes."*

(Des voix : "C'est vrai.")

Si c'est vrai, alors permettez-moi de vous dire : je suis prêt à signer ce projet très radical de Staline s'il est disposé à ce que Kirghizie, Turkestan et toutes les républiques autonomes deviennent des républiques indépendantes. Alors, chacune pourra entrer dans le second étage sur un pied d'égalité.

A quoi aboutissons-nous, en réalité ?

Mais à quoi aboutissons-nous, en réalité ? Pourquoi créons-nous un second étage ? Pour que chaque république individuelle puisse recevoir, en fonction de ses besoins et de ses capacités fiscales, de l'aide de l'allocation centrale. Mais les républiques autonomes ont une seule allocation dans la RSFSR, un seul Conseil des ministres général de la RSFSR, un seul commissariat central de la RSFSR — elles sont automatiquement liées à la RSFSR. Ainsi, il arrivera que, dans une seule pièce au comité central exécutif de l'Union, ils poursuivront tous la même ligne

(4) La RSFSR (Rossisskaia Soisialistitcheskaia Federativnaia Sovietskaia Respublika), ou République socialiste soviétique fédérée de Russie, réunissait les territoires et populations proprement russes et, de loin, l'unité la plus puissante parmi les républiques socialistes et leur Union.

unique, puis, dans la seconde pièce, ils diront qu'ils sont des républiques indépendantes et individuelles. Non, permettez-moi, si elles sont indépendantes, alors elles doivent l'être réellement, c'est-à-dire couper leurs liens avec la fédération. Je considère comme absolument nécessaire, étant donné les différences de niveau de développement politique et culturel, et pour défendre la fédération, qu'il n'y ait pas dans le second étage des nationalités, mais des unités étatiques. Il y a longtemps que nous avons dit à Staline que nous ne voulions pas avoir le même nombre de voix que la RSFSR. Non, nous sommes bien plus humbles. Nous serions satisfaits si la RSFSR se contentait de n'avoir pas plus de deux cinquièmes des voix dans le second étage et si ces deux cinquèmes étaient divisés entre les républiques. C'est certes son affaire, mais si la RSFSR voulait donner un exemple de libéralisme et de nationalisme démocratique, que Staline utilise contre notre système à deux étages comme argument, alors elle devrait créer, en dessous de son propre comité central exécutif de l'Union, un second étage où elle inviterait ces républiques.

Si nous nous opposons résolument aux propositions du camarade Staline, ce n'est pas parce que nous avons moins d'attachement que d'autres à l'égalité. S'il faut parler librement et franchement, il n'est pas nécessaire de créer un second étage et il n'est pas nécessaire de dire que cela va développer une base pour la garantie des droits des républiques individuelles. C'est pourquoi je soutiens l'amendement suivant : *"Aucune unité étatique unique participant au second étage ne peut avoir plus de trois cinquièmes des voix."*

NDLR : Les intertitres et les passages mis en gras sont de la responsabilité de la rédaction.

Sergi Rosés Cordovilla : Le refus du droit d'asile à Trotsky par la IIe République et la Generalitat en 1931 : un épisode inconnu de son dernier exil

En avril 1931, lorsque, à Madrid, la IIe République fut proclamée et qu'à Barcelone Francesc Macià proclama *"la République catalane comme Etat de la Fédération ibérique"*, Trotsky était déjà en exil en Turquie depuis plus de deux ans. Exilé en 1928 à Alma-Ata, au Kazakhstan, près de la frontière chinoise, Trotsky fut finalement expulsé du territoire soviétique par la clique de Staline en février 1929, entamant ainsi un périple de plus de onze ans qui le mènerait en Turquie, en France, en Norvège et au Mexique, où il serait assassiné par le stalinien catalan Ramón Mercader.

Sur ces onze années et demie de son dernier exil (1), Trotsky en passa presque quatre et demie en Turquie, principalement dans l'île de Prinkipo, dans la mer de Marmara, près d'Istanbul. Bien que les lieux que l'on associe le plus à la dernière étape de Trotsky soient la France et surtout le Mexique, c'est en réalité en Turquie qu'il passa le plus grand nombre d'années lors de son dernier exil.

L'exil turc ne fut pas spécialement menaçant pour Trotsky, mais, dès le début, sa volonté fut de s'établir dans une localité européenne, au *"centre de la lutte de classes"*, et particulièrement en Allemagne, en Grande-Bretagne et en France (2). Mais ni les autorités allemandes ni celles des autres pays où Trotsky essaya de s'installer lorsqu'il fut expulsé d'URSS ne voulurent lui accorder le droit d'asile. Trotsky passa donc quatre ans et demi, jusqu'en juillet 1933, entre Istanbul, Buyukada (l'île de Prinkipo) et Kadikoy.

Cependant, il poursuivit ses tentatives de sortir de Turquie et s'installer en Europe. On connaît déjà ses tentatives en 1930 et 1931 de se rendre en Tchécoslovaquie, à l'occasion de soins médicaux, mais elles se révélèrent infructueuses, car le gouvernement tchécoslovaque ne lui accorda même pas un permis de séjour temporaire pour un repos dans une station thermale (3). Mais sa demande d'asile politique auprès du gouvernement provisoire de la IIe République espagnole et de la Généralité de Catalogne en mai 1931 a été presque totalement ignorée — ou du moins non mentionnée — par ses biographes (4). Non pas que le fait n'ait pas été commenté par Trotsky lui-même : dans sa *"Réponse à un correspondant de l'Associated Press"*, du 14 juillet 1931, Trotsky terminait sa déclaration au journaliste en parlant de sa demande de visa pour l'Espagne :

"Il va sans dire que je suis avec le plus grand intérêt le développement des événements en Espagne. Le ministre des Affaires étrangères, Lerroux, a indiqué qu'il ne voyait pas de raison de me refuser le visa. Cependant, le gouvernement provisoire, présidé par Alcalá Zamora, a jugé plus prudent de différer la décision jusqu'à l'élec-

(1) Traduction de l'article en catalan *"La negació del dret d'asil a Trotsky per la II República i la Generalitat en 1931: un episodi desconegut del seu darrer exili"*, publication prévue dans la revue *Balance : cuadernos de historia del movimiento obrero internacional y de la Guerra de España*, n° 35 (octobre 2010).

(2) Pour la demande d'asile en Allemagne, voir le dernier chapitre de son autobiographie *Ma vie*, *"La planète sans visa"*, ou également *"Déclaration à la presse"* et *"Une leçon de démocratie que je n'ai pas reçue"*, dans Trotsky Léon, *Ecrits*, tome 1, 1929-1930.

(3) Voir ses lettres à Alois Neurath et au Dr Czech dans les *Œuvres* de Trotsky publiées sur Internet. L'historiographie connaissait déjà ce fait : voir par exemple les œuvres de Pierre Broué *Trotsky* (Paris, Fayard, cop. 1988, p. 602) et *Léon Sedov, fils de Trotsky, victime de Staline* (Paris, Les Editions ouvrières, cop. 1993, p. 92).

(4) Nous n'avons trouvé aucune référence à cette question dans les biographies de Trotsky par Isaac Deutscher, Dmitri Volkogonov, Jean-Jacques Marie et Robert Service. Seul Broué a montré qu'il connaissait cette question, mais il ne l'a mentionnée que dans une phrase laconique, sans la traiter : lorsqu'il relata les tentatives de Trotsky de touver un asile dans divers pays, il écrivit simplement *"l'Espagne ne répondit pas"*, sans autre explication (*Trotsky*, Paris, Fayard, cop. 1988, p. 602).

tion des Cortes et la formation du nouveau gouvernement. Naturellement, je présenterai de nouveau ma demande dès la formation du gouvernement."

Mais, malgré cette information précise, cette question est restée ignorée dans les études biographiques sur Trotsky et nous ignorons tout de l'épisode de la demande de visa pour l'Espagne effectuée en 1931. La seule référence que nous avons trouvée est une mention partielle dans une note de l'article de Pepe Gutiérrez *"Trois peintres mexicains : Diego, Frida et Siqueiros"*, où il est dit que *"la vieille garde du POUM nous a raconté à diverses reprises les efforts d'Andreu Nin pour trouver un asile politique à Trotsky en Catalogne dès l'instauration de la IIe République, en utilisant ses relations — qui dataient d'un voyage à Moscou — avec le président idéaliste de la Généralité catalane, Francesc Macià. Macià invoqua alors comme justification le fait que son gouvernement n'était pas compétent pour les questions de visas"* (5). Malheureusement, Gutiérrez-Alvárez en parle par ouï-dire, mais ne donne aucune référence précise pour cette information, qui, de toute façon, se réfère à la demande faite auprès de la Généralité de Catalogne (sans mentionner celle faite auprès du gouvernement espagnol) et qui ne dit rien du rapport avec la déclaration faite par Trotsky à l'Associated Press.

(5) Gutiérrez Pepe, *"Tres pintores mexicanos : Diego, Frida y Siqueiros"*, pp. 177-178. Voir Trotsky León, Breton André et Rivera Diego, *Manifeste pour un art révolutionnaire et indépendant.*
Cet article peut être également trouvé sur le site en espagnol *Kaosenlared* (http://www.kaosenlared.net/noticia/gran-negador-8-diego-frida-siqueiros-ante-caso-trotsky) et dans *Marxismo en Red* (http://www.marxismo.org/?q=node/708).

"Ici, c'est pas l'Hospitalité, c'est la Généralité"

La République en Espagne

Le 12 avril 1931, les élections municipales virent le triomphe des candidats républicano-socialistes, et la défaite des monarchistes. Le roi Alphonse XIII abdiqua et quitta le pays, et, le 14, furent proclamées simultanément la IIe République espagnole à Madrid et la République catalane à Barcelone (aussitôt son président, Francesc Macià, fit marche arrière, suite aux coups de téléphones bien sentis de Madrid, et il s'empressa de la situer dans le cadre de la République espagnole). Trotsky, attentif à l'évolution de la situation mondiale et aux nouvelles perspectives révolutionnaires qui pouvaient s'ouvrir dans tous les pays, accorda une attention particulière aux événements d'Espagne. Ses articles, ses brochures et sa correspondance avec l'Organisation communiste d'Espagne (OCE) et en particulier avec Andreu Nin, revenu de Moscou en septembre 1930, sont copieux et montrent un suivi précis de ce qui se passait en Espagne, dans la perspective d'un dépassement du cadre bourgeois de la révolution qui avait commencé. Par exemple, les brochures *La révolution espagnole et la tactique des communistes*, et *La révolution espagnole et ses dangers*, que Nin traduisit et que l'OCE publia aussitôt, sont de cette même année 1931.

Mais le commencement de la révolution politique en Espagne ne signifia pas

seulement la possibilité d'un triomphe prolétarien dans un pays européen, mais aussi, au niveau personnel, la possibilité de quitter l'exil en Turquie et de mettre un pied en Europe, dans un pays où la classe ouvrière était entrée en scène, qui était secoué par de terribles conflits de classes, et qui, de plus, était frontalier avec la France. Grâce aux sources documentaires et de presse, il est possible de reconstruire la ligne générale de cette tentative faite par Trotsky de trouver refuge en Espagne. Il ne nous a pas été possible de retrouver tous les documents échangés par Trotsky directement avec le gouvernement espagnol (6), mais aussi bien dans les *"Leon Trotsky Exile Papers"* conservés à la Houghton Library de l'université Harvard, que dans le Fons President Francesc Maciá conservé dans le Arxiu Nacional de Catalogne, un total de cinq documents relatifs à cette affaire sont conservés. De même, la consultation de la presse espagnole quotidienne pendant l'année 1931 apporte des éléments importants pour connaître le développement des faits et pouvoir établir quelques-unes des raisons du refus final du visa (7).

Trotsky, attentif aux occasions qui se présentaient, se hâta d'écrire dès le 2 mai, deux semaines seulement après la proclamation de la République. Le fait qu'il se soit adressé au gouvernement central rentrait dans le cadre de la normalité, mais d'autre part, le fait qu'il s'adresse aussi à un gouvernement autonome montre sa connaissance de la complexe problématique nationale, fruit de son expérience soviétique. On ne peut pas écarter l'éventualité que Trotsky se soit souvenu de la visite que, six ans auparavant, Macià lui-même avait effectuée à Moscou, à la recherche d'armes pour son projet d'invasion de la Catalogne : Macià avait insisté pour rencontrer Trotsky, mais celui-ci, qui était à Leningrad, ne put le recevoir. Macià dut exposer ses plans d'abord à Boukharine, et ensuite à Zinoviev (8).

Qu'Andreu Nin ait joué un rôle dans cet épisode, comme l'expliquaient les vieux militants du POUM, cela semble tout à fait probable : Nin, dirigeant de l'OCE, avait servi d'interprète pendant le séjour de Macià à Moscou en 1925 et il était donc l'intermédiaire idéal entre Trotsky et Macià. Malheureusement, l'essentiel de la correspondance entre Nin et Trotsky fut volée par le NKVD (9) et celle qui est conservée à la Houghton Library et à la Hoover Institution de l'université de Stanford ne semble conserver aucune lettre de ces dates-là, raison pour laquelle il est impossible de connaître actuellement la portée de son intervention, si tant est qu'elle ait eu lieu.

Une initiative extérieure un an auparavant ?

La consultation de la presse permet de découvrir l'existence de ce qui semble être une ou même deux initiatives personnelles d'Emilio Junoy pour trouver un asile à Trotsky en Espagne. Apparemment, Junoy — un politicien républicain pragmatique, ancien lerrouxiste passé au catalanisme, puis au soutien à Cambó et à Primo de Rivera, ex-sénateur de la monarchie — prit l'initiative de demander au gouvernement espagnol en 1930 et même en 1929 un permis de séjour pour Trotsky.

A l'occasion de la demande de Trotsky de 1931, le journal de Madrid *El Sol* publia le 5 mai un petit article intitulé *"Trotsky et l'Espagne"*, dans lequel on pouvait lire ceci :

"Léon Trotsky renouvelle sa demande de venir en Espagne et d'y résider. Il y a

(6) De la même manière, les Archives générales de l'administration gardent six caisses du consulat espagnol à Istanbul, où il est possible que se trouve l'un des documents échangés par Trotsky et les autorités espagnoles (ref. ES.28005.AGA/ 1.1.2.1.1.2.46.164).

(7) La presse espagnole couvrit cette information, mais elle ne l'intéressa que pendant une semaine.

(8) Macià ne réussit pas à obtenir les armes qu'il recherchait, mais cela ne l'empêcha pas de mettre à exécution ses plans d'intervention armée, qui se soldèrent par l'échec des "Evénements de Prats de Molló" un an plus tard.

(9) Reed Dale et Jakobson Michael, *"Trotsky papers at the Hoover Institution : one chapter of an archival mystery story". The American historical review*, v. 92, n° 2 (apr. 1987), pp. 369 i 371 ; et Broué Pierre, *"Les archives de Trotsky"*. Voir : *Une Histoire en révolution : du bon usage des archives de Moscou et d'ailleurs*. Sous la direction de Serge Wolikow (Dijon), Editions universitaires de Dijon, 1996, p. 118.

longtemps que l'exilé de Constantinople a exprimé ce désir. L'intermédiaire de cette demande fut l'infortuné Emilio Junoy, qui la fit parvenir au ministère d'Etat, occupé à l'époque par le duc d'Albe. La démarche échoua totalement. La monarchie ne voulut pas offrir un asile à l'homme qui a du mal à trouver en Europe un refuge pour son existence d'homme malade."

Il semblerait donc, selon l'affirmation catégorique de *El Sol*, que Trotsky ait demandé asile dans l'Espagne d'Alphonse XIII, par l'intermédiaire d'Emilio Junoy. Quand exactement ? En 1929, sous la dictature de Primo de Rivera ? En 1930, sous la "dictablanda" *("dicta-molle", par opposition à la "dicta-dure" — NDT)* du général Berenguer ? Il y a peu d'informations à ce sujet, limitées à deux journaux, et il semble qu'aucun des documents des "Exile Papers" d'Harvard ne s'y rapporte.

La consultation rétrospective de la presse permet de jeter une lumière sur cette question. La première information qui s'y rapporte fut publiée également par *El Sol* (7 mars 1930) et on y expliquait qu'Emilio Junoy avait envoyé une lettre au ministre d'Etat, le duc d'Albe, lui demandant une autorisation d'entrée et de séjour pour raisons de santé, et que le duc d'Albe avait opposé un refus, sans que les motifs en soient précisés. L'information ne mentionnait nullement que Trotsky ait été à l'origine de cette démarche, et, par conséquent, l'affirmation formulée par *El Sol* un an plus tard sur une initiative dont il aurait été l'auteur semble plutôt erronée.

L'information ne fut pas spécialement mentionnée dans la grande majorité de la presse, à l'exception de *El Día Gráfico* et de quelques journaux locaux, qui publièrent le lendemain cette même information qu'avait publiée *El Sol*. Seul *El Día Gráfico* apportait une information nouvelle en disant que *"déjà, à l'époque de la dictature, notre admirable ami Emilio Junoy avait fait une démarche pour que l'ex-dictateur Trotsky puisse entrer en Espagne. Ces démarches furent faites à la demande d'une amie intime de Trotsky. Elles ne furent pas couronnées de succès."* C'est-à-dire que Junoy aurait fait une première tentative en 1929 ("l'époque de la dictature" de Primo de Rivera qui coïncide avec l'exil de Trotsky), à la demande d'une amie de Trotsky.

"La demande" d'une "amie intime" de Trotsky est sans doute une fantaisie de journaliste, mais, étant donné que Junoy est mentionné à deux reprises et dans deux journaux différents comme demandeur d'un asile pour Trotsky en mars 1930, il est probable que ce politicien catalan ait effectué quelque démarche de sa propre initiative au moins cette année-là. De fait, Junoy avait déjà intercédé auprès du président français, Georges Clemenceau, pour essayer de sauver la vie de Mata-Hari en 1917, et, quelques mois après cette probable démarche en faveur de Trotsky auprès du duc d'Albe, il avait essayé d'obtenir la libération, en août 1930, du dirigeant du BOC/FCCB Joaquín Maurín, alors prisonnier à Barcelone, par une démarche personnelle chez le gouverneur civil. Etant donné que le gouvernement de Primo de Rivera était tombé juste un mois avant, que le 5 février une amnistie avait été décrétée et que le gouvernement de la "dictamolle" du général Berenguer — avec ses promesses de revenir au parlementarisme — venait de se mettre en place deux semaines auparavant, une initiative de Junoy en mars 1930 en faveur de Trotsky auprès du nouveau ministre d'Etat semble correspondre au caractère de ce vieux politicien bourgeois pragmatique et partisan des relations directes et personnelles.

L'information est reprise par la presse

Quoi qu'il en soit, Trotsky était sans doute étranger à ces initiatives de Junoy en 1929 et 1930. L'année suivante, en revanche, à peine deux semaines après la proclamation de la II[e] République espagnole, Trotsky sollicita personnellement une autorisation de se rendre en Espagne. D'où partit l'initiative, cela n'est pas clair : est-ce que tout partit d'une nouvelle inexacte dans les journaux allemands et suisses, et que Trotsky profita alors des

déclarations initiales du ministre d'Etat Alexandre Lerroux pour déposer une demande formelle ? Un journaliste allemand parvint-il à s'informer du projet avant que Trotsky n'envoie les télégrammes à Madrid et à Barcelone ? Le fait est que, selon la documentation que nous avons pu retrouver, l'information dans la presse précède la demande de Trotsky.

La première annonce en Espagne sur ce sujet fut publiée le 29 avril dans les journaux catholiques *El Debate* et *La Época*, qui donnaient comme source une information qui, disaient-ils, provenait de Madrid, mais via Nauen et Berlin, et qui avait été publiée la veille dans les journaux allemands (sans préciser lesquels). *El Debate*, dans une dépêche provenant de Nauen, indiquait que Trotsky avait sollicité auprès du gouvernement espagnol l'autorisation de résider en Andalousie et que le gouvernement avait favorablement accueilli cette demande, mais que, s'il décidait d'accorder cette autorisation, Trotsky devrait s'abstenir de toute activité politique ; le journal ajoutait cependant : *"Nous reprenons sous toute réserve cette information publiée dans la presse allemande et que nous n'avons pas pu confirmer"* et en profitait pour exercer une pression modérée contre cette demande en disant qu'*"il est difficile d'ajouter foi à la deuxième partie de la dépêche. Trotsky a été considéré comme indésirable par presque toutes les nations d'Europe et a reçu des réponses négatives de divers gouvernements, y compris celui de l'Angleterre travailliste."* *La Época* publia la même dépêche, mais en donnant Berlin comme source. Egalement *La Noche* et l'édition du soir de *El Heraldo de Madrid* du même jour publièrent l'information, mais tandis que *La Noche* ne se référait qu'à celle publiée dans *El Debate*, *El Heraldo de Madrid* — comme l'avait déjà fait *El Debate* — signalait aussi qu'il s'agissait d'une information non confirmée. Tandis que *El Heraldo de Madrid* et *La Noche* se contentaient de donner l'information, *El Debate* — comme nous l'avons déjà vu — et surtout *La Época* passaient ensuite de l'information à l'opinion. *La Época*, qui déjà annonçait la couleur en titrant *"Va-t-on tolérer que Trotsky vienne vivre en Espagne ?"*, prenait position de façon virulente contre l'attitude apparemment favorable du gouvernement face à cette demande, étant donné que, dans le même numéro de ce journal, étaient publiées des déclarations de Lerroux, qui, interrogé sur ce sujet, se déclarait personnellement favorable à l'octroi du permis de séjour :

"Les journalistes suisses disent que Trotski pense solliciter une autorisation de séjourner en Espagne.

— *Sur cette question,* ajouta le ministre, *moi qui toute ma vie ai été persécuté et qui connais un grand nombre de prisons espagnoles où j'ai longuement séjourné, ce n'est pas d'aujourd'hui, mais depuis longtemps que je considère que cette assignation à résidence est illégitime. Et si j'étais à la place du gouvernement, je n'hésiterais pas à accepter en prenant, comme je l'ai déjà dit, les précautions qui s'imposent eu égard à la reconnaissance diplomatique de l'Union soviétique. Il faut garder le même point de vue quand on est sur les barricades que quand on n'y est plus"* (10).

Il importe ici de signaler que, dès le premier jour de la publication de l'information, l'un des éléments fondamentaux pour rejeter finalement la demande de visa fut celui de l'instauration de relations diplomatiques avec l'Union soviétique (qui ne deviendraient officielles que deux ans plus tard, en juillet 1933). Dans les déclarations de Lerroux publiées par *El Heraldo de Madrid*, c'est Lerroux lui-même qui établit le rapport (à ce moment-là de façon positive) : *"S'il ne tenait qu'à moi, j'ouvrirais les portes à Trotsky et à l'ambassadeur de Russie."*.

Le lendemain, le 30 avril, la même information parut dans la quasi-totalité des journaux espagnols, mais présentée comme certaine et sans les réserves émises par *El Debate* et *El Heraldo de Madrid*, et sans apporter aucun élément nouveau, en se contentant de répéter ce que les

(10) "Conseil des ministres". *La Época* (29 avril 1931), p. 4 ; selon *ABC* du lendemain, Lerroux irait plus loin en affirmant que *"mon impression, absolument personnelle, est que tout ce qui est fait avec Trotsky est excessif"* (*ABC*, 30 avril 1931, p. 25).

premiers journaux avaient annoncé la veille : l'information donnée par les journaux allemands d'une demande supposée de Trotsky, ainsi que les déclarations favorables de Lerroux à ce sujet, et de l'instauration de relations diplomatiques avec l'URSS. L'élément nouveau de ce jour-là ne fut pas l'information elle-même, mais la rapidité avec laquelle la fraction catholique de la droite espagnole réagit devant elle : tandis que la majorité des journaux se contenta d'informer, dès le premier jour *La Época* et —de façon plus modérée — *El Debate* prirent une position hostile, et le lendemain un autre journal catholique, *El Siglo futuro*, en fit autant avec l'article *"Trotsky en Espagne"*, qui exprimait *"sa protestation la plus énergique contre la simple éventualité que l'Espagne ouvre ses frontières à un hôte aussi indésirable"* et considérait comme une *"catastrophe"* et *"un suicide"* le fait d'accueillir *"le juif errant"* (11). S'il est vrai que *El Siglo futuro* apparaît comme un porte-parole de la droite catholique ultra, et que *La Época* et *El Debate* prétendaient l'être d'une "droite civilisée" qui s'inclinait devant le nouveau régime républicain, la parenté entre ces trois journaux est plus qu'évidente, tant par la simultanéité de leur opposition à la demande (c'est le cas des trois journaux) que par la méthode employée pour s'y opposer : le journal le plus "civilisé" (*El Debate*) et le plus ultra (*El Siglo futuro*) reproduisirent le même jour exactement les mêmes neuf paragraphes de la brochure de Trotsky *La révolution espagnole et la tactique des communistes* pour exposer la pensée de ce dernier. Cependant, cette campagne de la droite catholique n'aura, à notre avis, que peu de poids dans cette affaire, et les causes du refus du visa de Trotsky seront plutôt dues à trois autres facteurs que nous exposerons plus loin.

La demande au gouvernement de la République

Il ne nous a pas été possible de consulter la presse allemande et suisse où, semble-t-il, l'information parut d'abord, et que les journaux espagnols indiquèrent comme source. Nous ne pouvons pas savoir si les journaux allemands publièrent une simple rumeur ou s'il y avait une action volontaire de la part de l'entourage de Trotsky pour entamer le processus de la demande. Le télégramme que nous avons pu consulter, adressé à Macià, est daté du 2 mai, et les journaux espagnols indiquèrent que les télégrammes de Trotsky à Alcalá Zamora et à Macià avaient été envoyés simultanément. Cela semblerait indiquer qu'après la publication de l'information en Allemagne et en Suisse, et sa reprise en Espagne, et en considération des déclarations initiales favorables de Lerroux, Trotsky aurait agi rapidement en envoyant les télégrammes le 2 mai.

Quoi qu'il en soit, ce qui est certain, c'est que, le 2 mai, Trotsky envoya un télégramme via Berlin adressé au "Ministre Président Macià", dans lequel il disait simplement : *"Prière accorder visa entrée en Espagne avec famille" (en français dans le texte — NDT)*. La presse, comme nous l'avons indiqué, donna l'information le lendemain et, devant le fait que l'information n'était plus une simple rumeur, mais un acte confirmé, les réactions hostiles de la presse catholique s'amplifièrent. *El Debate* (3 mai) publiait en première page un long réquisitoire contre la possibilité de développement du communisme en Espagne, accusant le gouvernement de faiblesse s'il reconnaissait l'URSS et s'il acceptait la venue de Trotsky, concluant qu'*"on ne vainc pas l'ennemi en lui ouvrant amicalement les portes de la forteresse que l'on veut défendre"* ; *La Época* en faisait autant le lendemain avec l'article *"Bolcheviques, bolchevisants : le danger, c'est le communisme"*, en demandant au gouverne-

(11) *« Aucun de ces pays n'a voulu ouvrir ses portes à Trotski. Personne n'a voulu le recevoir. Nous non plus. Nous n'avons pas besoin de la venue de ce "juif errant", comme précurseur du bolchevisme espagnol (...). Personne ne doute de la catastrophe qui s'abattrait sur notre malheureuse nation si elle accueillait cet hôte russe (...). Que les Espagnols examinent s'il n'est pas suicidaire que les frontières de notre pays s'ouvrent à ce propagandiste errant russe »* (*El Siglo futuro*, journal catholique, 30 avril 1931).

ment une politique préventive contre le communisme en Espagne (*"la meilleure façon dont le gouvernement pourra consolider la République est de lutter contre le communisme"*), et se demandant de façon rhétorique s'il était par conséquent prudent d'accorder à Trotsky le permis de résidence et d'établir des relations — commerciales ! — avec l'URSS.

La date de la réponse au télégramme n'est pas claire et pourrait se situer deux jours après, le 4, ou bien quatre jours après, le 6. La note originale de Macià n'est pas datée, et, sur le télégramme reçu par Trotsky et conservé à Harvard, on ne lit que l'année, mais ni le jour ni le mois : le guide des "Leon Trotsky Exile Papers" de la Houghton Library donne comme date du télégramme le 6 mai, mais les codes du télégramme lui-même sembleraient indiquer le 4, ainsi que les informations sur ce sujet et sur les déclarations de Lerroux et Macià recueillies par la presse espagnole le 4 et le 5.

La confusion entre la demande et la réponse se retrouva aussi dans la presse. Du 4 au 6, on trouve la publication simultanée — jusqu 'au même jour dans le même journal — les informations sur les télégrammes de Trotsky, sur les déclarations de Lerroux et Macià, les décisions du Conseil des ministres et du Conseil de la Généralité, et une information provenant de l'agence United Press qui annonçait que la demande n'avait jamais été faite. Sur ce dernier point, la confusion est même triple si l'on considère qu'en dépit de ce que les journaux qui s'y référaient ont donné comme source de l'information l'agence United Press, *La Voz* et *ABC* attribuaient l'inexistence de la demande à un démenti du consul espagnol ; *El Debate* l'attribuait au fait que quelques pays — sans préciser lesquels — auraient refusé les visas de transit, et enfin *Solidaridad Obrera* l'attribuait à Trotsky lui-même, qui aurait démenti cette demande. Si nous retenons la version qui donne comme source le démenti du représentant espagnol en Turquie — qui fut la première à être publiée et qui paraît dans deux journaux différents —, la première réaction du gouvernement espagnol aurait été de gagner du temps avant de décider de la réponse. D'après la première version de l'information, donnée par *La Voz*, *"le ministre d'Espagne en Turquie"* avait déclaré le matin (heure locale) de ce même 4 mai que Trotsky n'avait pas demandé, ni directement ni indirectement, l'autorisation de se rendre en Espagne, et qu'il n'avait fait que des démarches préalables pour un voyage terrestre en Espagne, auquel il aurait renoncé lorsque certains pays par lesquels il devait transiter lui refusèrent le visa. Un représentant du gouvernement espagnol, donc, selon cette version, aurait démenti la nouvelle de l'envoi des télégrammes que tous les journaux avaient déjà annoncée, et il semblerait, au vu de ce qui allait ensuite se passer, que seule la volonté de gagner du temps avant de donner une réponse de la part du gouvernement espagnol expliquerait ce démenti initial. On ne peut pas exclure cependant que la version publiée par *Solidaridad Obrera* disant que Trotsky lui-même avait démenti cette demande ait été correcte, étant donné que, à propos du visa pour la Tchécoslovaquie, celui-ci écrirait dans une lettre privée à Alois Neurath qu'il voulait éviter un rejet public de sa demande (12).

Cependant, l'évidence de l'existence des deux télégrammes ne pouvait être cachée, et tous les journaux reproduisirent sur ce sujet tant les déclarations de Lerroux d'avant le Conseil des ministres que les décisions prises après celui-ci (13).

(12) *« Bien que je reste plutôt pessimiste à propos du visa tchécoslovaque, je serais tout de même heureux d'être convaincu de mon erreur. Je vous prie de considérer cette lettre comme un "pouvoir" formel pour entreprendre toutes les démarches ouvrant la voie au dépôt par mes soins d'une demande en bonne et due forme auprès du gouvernement. Mais je répète à nouveau qu'en tout état de cause, je voudrais éviter d'avoir à affronter un refus public » (en français dans le texte, NDT)* (Trotsky Léon, *"A propos du visa tchèque"* (16 juin 1931). Dans http://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1931/06/19310616b.htm). Dix jours après, Trotsky écrira au Dr Czech, ministre des Affaires sociales tchécoslovaque, pour lui demander un permis de résidence de quatre mois pour une cure à Karlsbad, et emploiera des termes similaires.

(13) *"Le Conseil des ministres s'est réuni cet après-midi : la question électorale, la nomination des ambassadeurs et divers autres sujets"* (*La Voz*, 4 mai 1931, p. 12) ; *"Le Conseil des ministres d'hier : nomination d'ambassadeurs"* (*ABC*, 5 mai 1931, pp. 25-26) ; *"La demande d'entrée*

Interrogé par les journalistes avant le Conseil des ministres, Lerroux déclarait que la décision à propos de la demande de Trotsky devait être traitée en Conseil des ministres et que, comme Trotsky n'était pas du tout une puissance, l'affaire devait, de plus, suivre la voie normale. Le plus intéressant, cependant, était ce que le ministre d'Etat déclarait aussitôt après — et qu'il avait déjà indiqué dans ses premières déclarations du 29 avril : si l'on voulait avoir de bonnes relations avec l'URSS, ce sujet doit faire l'objet d'une consultation (14). Cette modification de la position de Lerroux avait-elle répondu simplement à une rectification devant une situation réelle et non fictive ? Pouvait-elle indiquer aussi une divergence à l'intérieur du gouvernement à l'égard de la décision à adopter face à une demande ni souhaitée ni prévue, une divergence d'opinions entre les anciens radicaux comme Lerroux et d'autres éléments du gouvernement tel le président Alcalá Zamora lui-même, ainsi que quelques socialistes ? Ces deux aspects ont certainement joué dans la décision finale, mais probablement la principale raison est dans la volonté de la part du gouvernement espagnol d'établir des relations avec l'URSS, et dans la conviction qu'une réponse positive à la demande de Trotsky pouvait aller jusqu'à mettre en jeu ces relations diplomatiques.

Les journaux du 5 élargirent cette information et annoncèrent les résolutions prises durant le Conseil des ministres tenu la veille, dans l'après-midi. Entre autres sujets, on avait étudié la demande de Trotsky et il avait été décidé de reporter la suite à donner étant donné la composition et les intentions du gouvernement dont on faisait valoir qu'il s'agissait d'un gouvernement provisoire qui avait comme but de préparer les élections parlementaires. Logiquement, on peut penser que le gouvernement espagnol devait avoir transmis au consul espagnol à Istanbul, le 2 ou le 3, des instructions visant à démentir la demande de Trotsky jusqu'au moment où l'on parviendrait à une résolution. Cette résolution fut prise dans l'après-midi du 4, et apparemment elle reportait la décision finale à la constitution du nouveau gouvernement appelé après les élections. Dans les faits, cependant, c'était un déni net du droit d'asile, comme en témoigne le correspondant du *Times* à Madrid : *"The Provisional Government has not definitively refused to admit Trotsky, but its action comes to the same thing seeing that it refuses for the present to consider his petition for admission"* (15). A son tour, cette résolution de reporter la décision signalait l'existence d'opinions divergentes à l'intérieur du gouvernement entre cer-

---

en Espagne de Trotsky est reportée" (*El Debate*, 5 mai 1931, p. 1) ; *"Note non officielle"* (*El Debate*, 5 mai 1931, p. 2) ; *"Le Conseil des ministres : (...) toute décision relative à l'entrée de Trotzky en Espagne à nouveau reportée"* (*El Día gráfico*, 5 mai 1931, p. 17) ; *"Conseil des ministres"* (*Diario de Barcelona*, 5 mai 1931, pp. 36-37) ; *"Note non officielle : (...) la résolution sur la demande de Trostky* (sic) *est reportée"* (*La Época*, 5 mai 1931, p. 2) ; *"Le Conseil des ministres"* (*Heraldo de Madrid*, 5 mai 1931, p. 8) ; *"Le Conseil des ministres"* (*El Imparcial*, 5 mai 1931, p. 3) ; *"Note non officielle"* (*El Imparcial*, p. 4) ; *"Le Conseil des ministres"* (*El Sol*, 5 mai 1931, p. 3) ; *"Le Conseil des ministres d'hier"* (*Solidaridad Obrera [organe de la CNT-FAI — NDT]*, 5 mai 1931, p. 4) ; *"Le Conseil des ministres"* (*La Vanguardia*, 5 mai 1931, pp. 26-27) ; *"Le Conseil des ministres"* (*La Veu de Catalunya*, 5 mai 1931, p. 6) ; *"Trotsky ne viendra pas en Espagne : pour le moment, il ne sera pas autorisé à résider dans notre pays : une décision du Conseil"* (*La Voz*, 5 mai 1931, p. 1) ; *"Le Conseil des ministres"* (*La Voz*, 5 mai 1931, p. 2) ; *"Trostky* (sic) *n'est pas admis"* (*Diario de Las Palmas*, 6 mai 1931, p. 3).

(14) *"A-t-on déjà à Madrid la demande faite par Trotsky depuis Istanbul à propos de son désir de résider en Espagne ?*

— Cela doit faire l'objet d'un traitement. Comme il n'est pas une puissance, la demande doit passer par la voie normale ; il est naturel de procéder à une consultation si nous voulons être en bons termes avec la Russie.

— Le but du gouvernement est-il d'être en bons termes avec la Russie ?

— Le gouvernement est très libéral, et son désir est être en bons termes avec tous."

"Le Conseil des ministres s'est réuni cet après-midi : la question électorale, la nomination des ambassadeurs et divers autres sujets" (*La Voz*, 4 mai 1931, p. 12). Les journaux restants donnèrent, soit sous forme de résumé ou de transcription, cette même déclaration (voir note 41) ; celle recueillie par *El Imparcial* était également très explicite : *"Comme* (Trotsky) *n'est pas une puissance, répondit M. Lerroux, cela doit passer par la voie normale, puisque si nous, de notre côté, voulons être en bons termes avec la Russie, il est primordial que la Russie soit en contact avec nous"* (*"Le Conseil des ministres", El Imparcial*, 5 mai 1931, p. 3).

(15) *"Spanish unrest", The Times* (11 mai 1931, p. 12).

tains ministres partisans d'octroyer le visa et certains opposés à le faire, pour des raisons tant idéologiques que d'ordre diplomatique (16).

La demande à la Généralité de Catalogne

Pour ce qui est de la réponse de Macià, celui-ci ne reporta pas la décision, mais déclara que l'affaire n'était pas de sa compétence et la transmit au gouvernement espagnol. Dans son télégramme, Macià informa Trotsky que le pouvoir d'octroyer le droit d'asile était de la compétence du gouvernement de la République, et ajouta des salutations tout en regrettant de ne pouvoir rendre effective sa demande :

"Faculté visa passeports appartient exclusivement au Gouvernement République. Nous regrettons vivement ne pas pouvoir agréer votre prière que nos sentiments d'hospitalité et cordialité sympathique envers tous les proscrits du monde rendraient tout à fait agréable" (17) *(en français dans le texte — NDT).*

Les bons sentiments manifestés dans le télégramme ne cachent absolument pas qu'en réalité, le président de la Généralité se lavait les mains d'une affaire qui ne lui convenait pas sous le prétexte d'un défaut de juridiction, car il est clair que dans l'hypothèse d'une volonté positive de la part de la Généralité, celle-ci aurait pu intercéder auprès du gouvernement espagnol afin d'accorder le droit d'asile, et de le faire savoir à Trotsky dans le même télégramme.

Les déclarations de Macià lui-même indiquent clairement l'hypocrisie manifeste dont fit preuve ce président mythifié et "idéaliste" de la Généralité et de son Conseil. Le 4 mai, le même jour où le gouvernement espagnol reportait la décision concernant le permis de résidence pour Trotsky, Macià avait été interrogé par les journalistes sur cette affaire, comme l'avait été Lerroux. Les journaux du lendemain publièrent les déclarations de Macià, lequel expliqua ce qu'il avait déjà transmis à Trotsky par télégramme, à savoir que le Conseil de la Généralité ne pouvait lui concéder le visa par défaut d'attributions et qu'il profitait de l'occasion pour lui transmettre ses sympathies à l'égard des hommes poursuivis pour leurs idées, et tout spécialement les siennes, si avancées. Tout aussitôt, cependant, Macià déclarait que, pour ne pas empiéter sur des attributions qui n'étaient pas les siennes, le Conseil de la Généralité avait poussé à l'extrême sa "délicatesse" et n'avait transmis aucune indication au gouvernement espagnol en la matière, afin d'éviter une "situation délicate" ou "embarrassante" (18). C'est-à-dire que

(16) En dépit du fait que le report de la décision, après l'attitude initiale favorable de Lerroux, aurait dû activer la perspicacité de la presse, seul le correspondant du *Times* à Madrid signala l'existence de cette divergence d'opinions dans le gouvernement, par rapport à la majorité des ministres opposés à l'octroi du visa (*"Spanish hospitality to exiles : Trotsky a special case"*, *The Times*, 5 mai 1931, p. 14). *La Época* et *El Debate*, à leur tour, mirent à profit cette décision de poursuivre leur campagne contre l'octroi du permis à Trotsky et, tout en applaudissant la décision du gouvernement, ils s'en prirent à ce dernier avec une critique des raisons avancées, qui, selon eux, ne prenaient pas en compte le facteur principal qui était d'éviter la révolution communiste (*"Ecos del día"*, *La Época*, 5 mai 1931, p. 1 ; *"Trotsky ne vient pas"*, *El Debate*, 6 mai 1931, p. 1 ; *El Diario de Barcelona* se joignit à cette campagne dans son éditorial du 7 mai 1931 : *"Les soviets contre l'Espagne"*).

(17) Document portant la cote 07.05.01.1302 (Le Fonds Francesc Macià des Archives nationales de Catalogne, *op. cit. En catalan — NDT*) : le texte du télégramme conservé à la Houghton Library est le même , mais avec deux fautes d'orthographe en plus.

(18) *"Informations de la Généralité catalane : déclarations de M. Macià"*, *ABC*, 5 mai 1931, p. 23 ; *"Trotsky s'est adressé au gouvernement de Catalogne : la demande de Trotsky"*, *El Debate*, 5 mai 1931, p. 3 ; *"Le président nie toute friction entre lui et les autorités de Catalogne, et ajoute que le séjour de Trotsky dépend du pouvoir central"*, *El Día Gráfico*, 5 mai 1931, p. 5 ; *"Le gouvernement de la Généralité de Catalogne : déclarations de M. Macià"*, *Diario de Barcelona*, 5 mai 1931, p. 9 ; *"La Généralité catalane : à propos de la demande de Trotsky"*, *La Época*, 5 mai 1931, p. 3 ; *"Déclarations de M. Macià"*, *El Noticiero Universal*, 5 mai 1931, p. 4 ; *"La demande de Trostky* (sic)", *La Veu de Catalunya*, 5 mai 1931, p. 3 ; *"Trotsky ne viendra pas en Espagne : pour le moment, il ne sera pas autorisé à résider dans notre pays : une décision du Conseil"*, *La Voz*, 5 mai 1931, p. 1 ; *"A nouveau sur les déclarations de Macià, sur M. Company* (sic) *et la demande de résidence de Trostky* (sic)", *Diario de Las Palmas*, 5 mai 1931, p. 5. Quatre journaux omirent l'information sur la non-inter-

l'on faisait savoir à Trotsky que la Généralité ne pouvait rien faire pour lui mais qu'il avait toute sa sympathie, en même temps qu'on n'intercédait pas vis-à-vis du gouvernement espagnol pour appuyer la demande de ce dernier : depuis le 14 avril, Macià et le Conseil de la Généralité ne cessaient d'être "délicats" à l'égard du gouvernement espagnol...

Le silence des organisations ouvrières

Et les organisations ouvrières ? On est surpris par le silence presque absolu qui fut celui de la presse ouvrière, dont on pouvait supposer d'avance qu'elle était plus favorable à cette demande de résidence en Espagne faite par Trotsky. *Solidaridad Obrera*, le journal anarcho-syndicaliste, ne publia que trois informations sur le sujet (19), qui se contentèrent de reproduire les notes des agences : aucun commentaire ; et moins encore une quelconque campagne. *La Batalla*, l'hebdomadaire du Bloc Obrer i Camperol (Bloc ouvrier et paysan), ne mentionna absolument pas l'information et choisit le silence sur le sujet. Mais plus difficile à expliquer est le silence de *Comunismo*, la revue théorique de l'OCE.

A peine âgée d'un peu plus d'un an d'existence, l'OCE devait éditer sa première revue, le mensuel *Comunismo*, précisément ce mois de mai 1931. Revue théorique et non journal d'agitation, *Comunismo* contenait cependant une section, *"Notes et commentaires"*, qui reprenait un certain nombre de faits parmi les plus intéressants de l'actualité politique. Mais aucun des numéros couvrant la période de l'épisode où Trotsky faisait sa demande de résidence en Espagne ne reprit la moindre référence sur ce sujet (20). Pourquoi ? Si l'on peut pencher pour l'indifférence, voire le boycott, pour la CNT et le BOC, cela ne peut évidemment pas s'appliquer à l'OCE. Le silence sur le sujet fut-il une question tactique émanant de Trotsky lui-même ? Nous avons déjà vu que *Solidaridad Obrera* avait fait savoir que Trotsky lui-même aurait démenti publiquement cette demande. Si cela était vrai, cette attitude pourrait expliquer le silence de la revue (mois de mai et juin), mais cette tactique, juste ou non, n'avait plus aucun sens dans les numéros ultérieurs, lorsque l'affaire était déjà publique. Pour des raisons qui nous échappent, *Comunismo* considéra ne pas devoir traiter le sujet, mais nous ne connaissons pas non plus de document de Trotsky demandant à ses camarades espagnols de se charger de l'affaire.

La seule référence de Trotsky que nous avons trouvée sur l'opportunité de faire de la publicité sur cette affaire se trouve dans une de ses lettres à son fils Lev Sedov, écrite la deuxième quinzaine de juin, où il écrit que *"sur le visa espagnol, si le pire empire,* Aktion *pourrait imprimer quelque chose de sorte qu'on puisse d'ici l'envoyer en Espagne aussi vite que possible"* (21) *(en français dans le texte — NDT)*. C'est-à-dire qu'il fallait rendre la demande publique et réaliser une sorte de campagne, même très modeste. On observe ici un changement d'attitude par rapport au démenti que — toujours selon *Solidaridad Obrera* suivant en cela l'United Press — Trotsky aurait opposé à ses télégrammes du 2 mai, ou à sa demande de visa pour la Tchécoslovaquie : il s'agirait maintenant de faire de la publicité à sa demande à partir de médias de son mouvement ou proches. Le changement d'attitude s'ex-

vention vis-à-vis du gouvernement espagnol : *"Le président nie toute friction entre lui et les autorités de Catalogne, et ajoute que le séjour de Trosky dépend du pouvoir central"*, *La Noche*, 5 mai 1931, p. 7 ; *"La Généralité catalane continue à agir : la venue de Trotsky"*, *El Siglo futuro*, 5 mai 1931, p. 4 ; *"Palais de la Généralité : déclaration du président"*, *La Vanguardia*, 5 mai 1931, p. 9 ; et *"The New ambassadors"*, *The Times*, 6 mai 1931, p. 4.

(19) *"Le Conseil des ministres d'hier"*, *Solidaridad obrera*, 5 mai 1931, p . 4 ; et *"Léon Lrotzky* (sic) *n'a pas demandé l'autorisation du gouvernement espagnol pour venir en Espagne"*, *Solidaridad obrera*, 6 mai 1931, p. 5.

(20) Ont été consultés les *"Notes et commentaires"* des numéros 1 à 4 de *Comunismo*, correspondant aux mois de mai à septembre 1931.

(21) Trotsky Léon, *"Questions diverses"* (23 juin 1937). Voir http://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1931/06/19310623b.htm. *Die Aktion* était une revue expressionniste éditée par Franz Pfemfert, qui était aussi éditeur et traducteur de Trotsky en Allemagne.

pliquerait sûrement par le fait qu'au mois de juin, la volonté de Trotsky d'obtenir le visa pour l'Espagne était déjà du domaine public, alors que ce n'était pas encore le cas au moment d'envoyer les télégrammes, au mois de mai.

Il est certes difficile d'évaluer les résultats qu'aurait pu connaître une campagne menée par les forces ouvrières anarchistes et communistes indépendantes en faveur du droit d'asile pour Trotsky, mais certains facteurs font penser qu'une politique d'agitation sur ce sujet aurait été plus positive que le silence. L'Espagne venait d'enterrer une dictature et d'inaugurer un régime politique qui se présentait comme le paradigme des libertés démocratiques.

En pleine phase émergente de révolution politique, trouver de l'écho dans la classe ouvrière sur un de ces droits — le droit d'asile — pour un révolutionnaire comme Trotsky aurait été relativement facile si l'on avait organisé une campagne en bonne et due forme.

Le combat pour le trotskysme exigeait certainement des efforts continués, mais l'intérêt et la sympathie pour Trotsky étaient grands dans l'Espagne de ce moment-là. Nous en avons un exemple dans la production éditoriale : les maisons d'édition espagnoles publièrent entre 1930 et 1931 une vingtaine d'œuvres de Trotsky, plus qu'elles n'en avaient éditées durant toutes les années de la révolution russe (22).

Un autre exemple est donné par Trotsky lui-même dans une autre lettre à Sedov, du 27 juillet, où il lui transmet l'information reçue du dirigeant de l'OCE Henri Lacroix, selon laquelle, à Santander, Trotsky avait recueilli soixante-dix-huit voix lors des élections parlementaires, des élections auxquelles ni l'OCE ni Trotsky bien sûr ne se présentaient (23)...

Dans cet ordre d'idées, et tout en répétant qu'il est difficile de savoir quel aurait été le résultat d'une campagne en faveur du droit d'asile pour Trotsky, il semble clair que le silence sur ce point de la part des forces communistes indépendantes et anarchistes apparaît comme l'un des facteurs-clés dans la non-obtention du visa.

La réponse officielle

Le 6 mai, parvint à Trotsky la réponse officielle du gouvernement espagnol par l'entremise du diplomate Juan Saval, lequel, depuis la *"légation de l'Espagne en Turquie"*, lui transmit une lettre sur ordre du président du gouvernement provisoire de la République (c'est-à-dire Alcalá Zamora) (24). Et le diplomate, qui un mois auparavant était le représentant de la monarchie espagnole et maintenant représentait les intérêts de la République (25), faisait savoir à Trotsky ce qui avait été déjà publié dans la presse, à savoir que le gouvernement provisoire, comme gouvernement provisoire qu'il était, devait reporter la décision d'accorder le droit d'asile, raison pour laquelle cette demande ne pourrait trouver d'issue avant la constitution d'un gouvernement définitif :

"D'ordre de Monsieur le Président du Gouvernement Provisoire de la République Espagnole, j'ai l'honneur de vous faire savoir qu'il a reçu votre télégramme sollicitant l'autorisation pour vous rendre en Espagne en compagnie de votre famille et que, étant donné la composition du Gouvernement Provisoire de la République et sa mission, il considère qu'il doit ajourner, pour le moment, la résolution de cette demande" (en français dans le texte — NDT).

De l'excuse du défaut de juridiction allégué par Macià, on passait à son hypocrisie de manifester des sympathies à Trotsky sans faire la moindre démarche en sa faveur, et de celle-ci on passait à un apparent report prometteur qui n'était en réalité qu'un rideau de fumée pour mieux travestir le déni impitoyable du droit démocratique d'asile de la part du gouvernement espagnol avec l'argument de la

(22) Bibliographie des textes de et sur Trotsky édités en Espagne élaborée par l'auteur du présent article, pour une future publication.
(23) Trotsky Léon, *"Lettre à Léon Sedov"* (27 juillet 1931). Voir http://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1931/07/19310727a.htm.
(24) *Leon Trotsky exile papers : Guide*, réf 5339 : *"Spain. Consulate in Istanbul, 6 May 1931."*
(25) Les changements formels se succédaient rapidement : dans cette lettre, sur l'écusson de la monarchie, on a apposé par-dessus un timbre qui annonce *"République espagnole"*.

composition et de la mission d'un gouvernement provisoire. La "révolutionnaire" IIe République espagnole vieille de quelques trois semaines n'avait pas le moindre scrupule à se débarrasser de l'un des droits démocratiques fondamentaux, mais avec le souci que cette flagrante contradiction n'entache pas la réputation du "gouvernement provisoire" : une fois de plus, la contradiction inhérente à tout régime démocratique-bourgeois entre libertés formelles et intérêts de la classe dominante s'était à nouveau manifestée, même si, à cette occasion, on avait tenté de la cacher sous des messages aimables et porteurs d'espoir.

En fait, la non-concession du droit d'asile en Espagne pour Trotsky et sa famille n'est pas surprenante, vu que, dans la situation que connaissait le pays, il était évident que la présence d'un dirigeant révolutionnaire comme lui pouvait menacer les tentatives de la bourgeoisie républicaine de conduire la révolution espagnole à l'intérieur du cadre de la démocratie bourgeoise digne de ses homologues des régimes européens occidentaux. L'aspect le plus digne d'attention de ce refus, donc, n'est pas le refus, mais les raisonnements qui furent tenus et le peu d'honnêteté dans la justification du déni de ce droit.

La situation ne laissait pas d'avoir un aspect ridicule, et un Trotsky acerbe mettra à profit cette série d'excuses comme métaphore de la situation que connaissait l'Espagne, métaphore qu'il utilisera dans deux travaux : *La Révolution espagnole et ses dangers*, et même dans l'*Histoire de la révolution russe*. En montrant comment le gouvernement provisoire républicain espagnol se comportait comme le gouvernement provisoire issu de la révolution de février 1917, avec promesses de larges mesures contre le chômage et les latifundia, mais sans oser entreprendre une quelconque action concernant les grandes inégalités sociales, Trotsky écrit :

"Macià se cache derrière le gouvernement de Madrid, lequel, à son tour, se cache derrière les Cortès constituantes. Comme si la vie s'arrêtait dans l'attente de ces Cortès ! Et comme s'il n'était pas évident que les prochaines Cortès ne seront pas autre chose qu'une reproduction élargie du bloc républicano-socialiste, qui n'a pas d'autre souci que tout reste en l'état !" (26). Exactement ce qui se passait pour sa demande...

La deuxième demande

Mais comme "la vie ne s'arrêtait pas dans l'attente de ces Cortès", et tout en sachant qu'avec les nouvelles Cortès et le nouveau gouvernement les choses seraient "comme avant", ces refus ne firent pas reculer Trotsky. Dans les déclarations du 14 juillet à l'Associated Press que nous avons mentionnées auparavant (27), nous avons déjà vu que Trotsky annonçait son intention de renouveler sa demande une fois constitué le gouvernement émanant des Cortès après les élections du 28 juin, dont le résultat était que la majorité républicano-socialiste s'était succédé à elle-même.

Nous avons signalé aussi que Trotsky avait écrit à Sedov pour que quelque chose soit publié et diffusé sur cette affaire (28), mais l'initiative ne devait pas être réservée à une campagne de presse, et la demande fut renouvelée directement. Le secrétaire de Trotsky, Jan Frankel, écrivit au gouvernement espagnol le 3 août pour renouveler la demande, tout en rappelant que les circonstances avancées dans la réponse du gouvernement espagnol du 6 mai avaient maintenant changé (29). Cette lettre, le cinquième et

(26) Trotsky Léon, *La révolution espagnole et ses dangers*. Traduction directe du russe (*en espagnol — NDT*) par Andrés Nin. (Il existe une édition postérieure, avec le titre *La révolution espagnole et les dangers qui la menacent*, dans : *La revolución española, 1930-1940*. Edition, prologue et notes de Pierre Broué, Barcelona : Fontanella, 1977. Dans l'*Histoire de la révolution russe*, il y a un petit changement dans la traduction : *"Comme si la vie s'était arrêtée pour les attendre ! Et comme s'il n'était pas clair à l'avance que les prochaines Cortès ne seront pas autre chose qu'une reproduction élargie du bloc républicano-socialiste, essentiellement préoccupé que tout reste en l'état !"* (Trotsky Léon, *Historia de la revolución rusa*, première édition [traduction directe du russe par Andrés Nin], Madrid : Cenit, 1932)
(27) Voir note 4.
(28) Voir note 9.
(29) *Leon Trotsky exile papers* : guide, réf. 12423, *"Spain. Consulate at Istanbul, recipient. T. L. from (Jan Frankel) ; Istanbul, 3 Aug. 1931"*.

dernier document que nous avons pu découvrir sur cette affaire, constitue le document le plus intéressant par le fait qu'il ne se limite pas à la simple demande de visa d'entrée en Espagne, mais qu'il expose les conditions dans lesquelles Trotsky le fait.

Frankel communique au gouvernement espagnol quatre *"circonstances essentielles"* en vue de rendre plus facile la décision de ce dernier dans un sens positif :

1. Trotsky est un homme politique qui exprime sa pensée par le moyen de livres et d'articles, dont un nombre important ont été publiés en Espagne ; cette circonstance ne dépend pas du lieu de résidence de Trotsky.

2. Trotsky ne prévoit pas de participer à la vie politique espagnole, ne prendra pas part à la vie des organisations et ne fera pas de meetings, etc. Il pense consacrer son temps, comme il le fait déjà en Turquie, à des travaux scientifiques. On peut ajouter qu'il ne connaît pas la langue espagnole.

3. Trotsky ne pense pas vivre dans aucune grande ville espagnole, et propose les Baléares ou tout autre lieu "isolé" ayant un climat favorable pour sa santé et celle de sa femme.

4. Finalement, il assure au gouvernement espagnol que celui-ci ne doit pas manifester de préoccupation particulière pour sa sécurité personnelle, pas plus en tout cas que celle qu'il a à l'égard des autres étrangers qui bénéficient de son hospitalité.

Conscient de ce que les dirigeants républicains et socialistes seraient effrayés par son éventuelle présence en Espagne, Trotsky tenta d'atténuer les inquiétudes en exposant les mêmes conditions qu'il avait déjà communiquées aux gouvernements allemand et tchécoslovaque, en essayant d'être convaincant sur le fait que sa présence en Espagne n'affecterait ni le panorama politique du pays (points 1-3) ni les caisses de l'Etat et n'impliquerait pas de dispositifs policiers spéciaux (point 4). Parmi les points proposés par Trotsky, de toute évidence, le 2 et le 3 sont les plus intéressants, puisqu'ils indiquent le degré de censure et d'éloignement que Trotsky était disposé à s'imposer à lui-même pour pouvoir quitter la Turquie et s'installer en Europe.

En premier lieu, Trotsky déclare qu'il ne prendra pas part à la vie politique espagnole et ne participera pas à la vie d'aucune organisation. Dans sa situation de révolutionnaire public et reconnu, et de citoyen étranger dans un pays qui lui accorde l'asile, cette communication faite au gouvernement semble pensée autant pour faciliter cet asile que pour protéger l'OCE de possibles attaques gouvernementales ou en provenance d'autres organisations, afin de couper court au prétexte que cette organisation était dirigée par un conspirateur étranger. Cependant, nous pensons que cela ne signifie aucunement qu'il y renonce effectivement : comme le montre toute la trajectoire de son dernier exil, Trotsky ne s'immisça jamais dans la vie interne des organisations trotskystes locales, mais ne se priva pas non plus d'écrire ni de donner son opinion — de manière tant publique qu'interne — sur tous les sujets qui préoccupaient ces organisations.

Pour ce qui est du choix de l'exil — avec les Baléares comme première option —, celle-ci semble être en accord avec la déclaration antérieure, recherchant à nouveau à ne donner aucune excuse au gouvernement espagnol à propos de la "dangerosité sociale" que l'on pourrait attribuer à la présence de Trotsky en territoire espagnol. Cependant, le choix des Baléares indique aussi, à notre avis, un désir caché de Trotsky d'être relié à des centres de lutte de classes : les Baléares ne peuvent être mises sur le même pied, en ce sens, que les lointaines Canaries, puisque, avec de bonnes liaisons maritimes, les Baléares sont à moins d'un jour de Barcelone et de la France.

La Deuxième République espagnole et la Généralité de Catalogne dans la "planète sans visa"

Trotsky resta ici sur la même ligne qu'il avait rendue publique lorsqu'il sollicita l'asile à l'Allemagne en 1929 :

"Il est hors de doute que le droit démocratique d'asile ne consiste pas en ce qu'un gouvernement n'offre l'hospitalité qu'à ses partisans, car cela a été également fait par Abdul Hamid. Elle ne consiste pas non plus en ce que le gouvernement admette en son sein les bannis, sous réserve de l'accord du gouvernement qui les chasse. Le droit d'asile consiste — théoriquement — en ce que le gouvernement accueille et abrite même ses ennemis, à la seule condition qu'ils respectent les lois du pays. Il était évident que moi je ne pouvais entrer en Allemagne que comme ennemi irréconciliable du gouvernement social-démocrate" (30).

Lorsque le gouvernement allemand commença à mettre des obstacles, Trotsky fut encore plus explicite :

"Je me propose de vivre complètement isolé en dehors de Berlin, de ne jamais intervenir dans des assemblées publiques et de me limiter à mes travaux de publiciste, dans le cadre de ce qu'acceptent les lois allemandes" (31).

C'est-à-dire les mêmes conditions qu'il s'imposa à lui-même lors de sa demande d'asile à l'Espagne.

Le résultat, cependant, fut le même que celui avec l'Allemagne. Les quatre conditions que s'étaient imposées Trotsky, pensées pour faciliter sa demande, n'atteignirent pas leur objectif, puisque le gouvernement espagnol n'octroya ni à Trotsky ni à Natalia Sedova le droit d'asile en Espagne. Nous ignorons s'il y eut une communication officielle en réponse à cette dernière demande, bien que, probablement, le gouvernement espagnol ait utilisé la méthode du "silence négatif" (32). Quoi qu'il en soit, il est certain que la demande de 1931 faite par Trotsky pour s'établir en Espagne fut refusée sous différents prétextes hypocrites, tant par la Généralité de Catalogne que par le gouvernement de la IIe République espagnole.

Par rapport à l'insuccès de sa demande de résidence en Allemagne en 1929, Trotsky indiqua la pression soviétique comme étant la cause du refus du gouvernement allemand (33). Pour ce qui est du cas espagnol deux ans après, nous croyons que la pression soviétique directe se combina à d'autres facteurs de politique intérieure et que, par conséquent, les raisons de ce refus devraient être cherchées, d'abord, dans la volonté des gouvernements espagnol et catalan de ne pas "importer" un révolutionnaire communiste dont la présence aurait pu modifier le cours démocratique-bourgeois dans lequel ces derniers voulaient canaliser la révolution espagnole commençante ; ensuite, très certainement le facteur soviétique a joué, mais pas seulement à cause de la décision du gouvernement soviétique d'isoler complètement Trotsky et de lui interdire l'exil dans un des pays européens ou d'Amérique du Nord, mais aussi à cause du désir du gouvernement espagnol de ne pas gêner un processus d'établissement de relations avec l'URSS, comme le montrent les déclarations de Lerroux sur ce sujet ; et enfin, dans l'absence totale de réponse positive du mouvement ouvrier espagnol dans le soutien à la demande de Trotsky.

Et comme réflexion finale, d'un intérêt tout particulier pour les lecteurs péninsulaires, il faut souligner que, même par ricochet, cet épisode dans la vie de Trotsky montre clairement les limites des mythifiées *"république démocratique de travailleurs de toutes sortes" (sic — NDT)* (34) et Généralité républicaine, même selon les paramètres des droits purement démocratiques : lorsque, après juillet 1936, le POUM pose la question du visa de Trotsky pour aller à Barcelone, la bourgeoisie de gauche catalane et espagnole refera — alors avec un autre prétexte : la situation de guerre — ce qu'elle avait déjà fait cinq ans auparavant.

Sergi Rosés Cordovilla
Barcelone, mai 2010

(30) *Ma vie*, *op. cit.*, p. 598.
(31) *Ibidem*, p. 599.
(32) Nous n'avons découvert aucun autre document sur ce sujet dans le guide des exile papers, mais Broué, comme nous l'avons déjà indiqué, affirma que *"l'Espagne ne répondit pas" (Trotsky, op. cit.)*, et Trotsky lui-même écrivit en octobre, suite à des "informations" que la presse internationale avait publiées selon lesquelles le gouvernement turc l'avait arrêté, que *"peut-être s'agit-il d'une manœuvre pour rendre plus difficile l'obtention d'un visa d'entrée en Espagne ou ailleurs"* (Trotsky Léon, *"Lettre à F. Pfemfert"*, 19 octobre 1931). Voir

http://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1931/10/19311019b.htm), ce qui indique que jusqu'à ce moment-là, il n'avait pas reçu de réponse.
(33) Voir, par exemple, ses textes *"Une leçon démocratique non reçue"*, dans Trotsky Léon, *Ecrits*, tome 1, 1929-1930 ; ou bien *"Accord impossible avec le gouvernement allemand"*, tome 3, 1932.
(34) Article 1er de la IIe République espagnole.

Macià : *"Hé, l'ami ! Dis donc, ici, c'est pas l'Hospitalité, c'est la Généralité."*
Publié dans *La Voz* (7-V-1931), P.1. Bibliothèque nationale d'Espagne.

Jacqueline Trinquet : *Le POUM dans la révolution espagnole*, de Reiner Tosstorff

L'ouvrage dont nous présentons quelques passages a été écrit par Reiner Tosstorff, professeur d'histoire contemporaine à l'université Johannes Gutenberg, de Mayence. Il a été réalisé à partir d'une thèse de rectorat publiée en 1987 et éditée par la suite en version allemande en 2006 sous le titre *Die POUM im spanischen Bürgerkrieg*. Il a été traduit en catalan en 2009 et la version catalane a été éditée enrichie des dernières recherches de l'auteur.

Cet ouvrage présente de nombreux intérêts, non seulement par le sujet lui-même, une période de l'histoire du mouvement ouvrier marquée par le soulèvement du prolétariat espagnol en 1936, mais aussi parce qu'il résulte de la part de son auteur de recherches nombreuses, approfondies, qu'il nous livre de façon vivante, parfois inédite, détaillée, en n'omettant jamais de citer la source de ces récits : diverses archives du mouvement ouvrier, des correspondances, des journaux de divers pays concernant les événements de la révolution espagnole.

Dans le cadre de ce *Cahier*, il n'était pas possible de présenter l'ouvrage dans son intégralité. Nous nous sommes attachés à aborder seulement quelques passages : l'histoire du POUM à partir de sa création, les discussions qui ont traversé ses rangs, mais aussi ceux d'autres formations sur le plan international concernant la création d'une nouvelle Internationale, et, de façon plus succincte, ses rapports avec le trotskysme.

Nous avons également choisi de présenter un des aspects moins connus de l'orientation politique du POUM : la création d'une fédération syndicale autonome, en dehors de la CNT et de l'UGT, la FOUS.

Nous avons laissé de côté d'autres thèmes intéressants de l'ouvrage : la présentation des deux figures politiques du POUM : Andreu Nin et Joaquim Maurin, le POUM et la révolution sociale, le rôle militaire du POUM, le procès du POUM... Ils pourraient être abordés à l'occasion d'un autre article dans les *Cahiers du mouvement ouvrier*.

Par ailleurs, les *Cahiers du mouvement ouvrier* ont déjà publié plusieurs articles sur le POUM (1) ou sur des événements de la révolution espagnole auxquels le POUM a été étroitement mêlé : N° 1 : *"Le procès du POUM (1938)"*. N° 9 : Marc Goloviznine : *"Le journal d'Antonov-Ovseenko en Espagne"*. N° 10 : *"Le procès du groupe bolchevique-léniniste espagnol"*. N° 11 : Wilebaldo Solano : *"Les journées de mai 1937 à Barcelone"*. N° 18 : J. A. Pozzo : *"La CNT et la dissolution du comité central des milices"*. N^os^ 19 et 20 : Pierre Chevalier : *"La Cerdagne, la guerre d'Espagne et le POUM"*. N° 28 : *"Trotsky et le POUM"* (choix de textes). N° 34 : Roland Corominas : *"Chronologie de la révolution espagnole"*. Luiz Gonzalez : *"Les journées de mai à Barcelone"*. N^os^ 34 et 35 : J. A. Pozzo : *"Le pouvoir révolutionnaire en Catalogne de juillet à octobre 1936"*.

La rédaction propose ces anciens numéros au prix de 4 euros (port compris).

Quelle nouvelle Internationale ?

Qu'était-ce que le POUM ?

Pour répondre à la question *"Qu'était-ce que le POUM ?"*, Reiner Tosstorff revient à sa fondation en 1935, résultat de la fusion de deux formations politiques qui avaient été expulsées du Parti communiste espagnol (PCE) à la fin des années 1920. Il écrit : *« D'une part, il s'agissait des partisans de Léon Trotsky, dont on se servira plus tard pour justifier l'usage de l'étiquette de trotskystes". Andreu Nin en avait été la personnalité la plus connue : il avait été secrétaire général de la CNT au début des années 1920, où il avait été le porte-parole de la tendance probolchevique. De 1922 à 1928, il séjourna à Moscou comme secrétaire général adjoint de l'Internationale syndicale rouge (ISR) ; il était, de ce fait, connu sur le plan international. A son retour en Catalogne, Nin n'organise pas seulement les trotskystes espagnols, mais il s'est fait un nom comme intellectuel, entre autres choses, grâce à ses traductions de littérature russe et soviétique. L'autre organisation était le Bloc obrer i camperol (BOC), une formation communiste dissidente principalement active en Catalogne. Et dans ce cas également, son dirigeant le plus significatif, Joaquim Maurin, et nombreux de ses camarades provenaient de la CNT, d'où ils avaient été expulsés par les anarchistes à cause de leur position favorable à la révolution d'Octobre »* (pp. 19-20).

Reiner Tosstorff présente l'orientation du POUM : "(Le POUM) *pensait que les nombreux problèmes de la révolution bourgeoise qui restaient à résoudre, comme la répartition des terres, la séparation de l'Eglise et de l'Etat ou l'émancipation des nationalités (la Catalogne, le Pays basque, la Galice) ne pouvaient plus être résolus par la bourgeoisie ; et également que celle-ci, par crainte pour son pouvoir et face au mouvement ouvrier, finirait par faire alliance avec le fascisme. Les républicains petits-bourgeois, disait-il, avaient capitulé. En revanche, le prolétariat affronterait et irait jusqu'au bout dans la tâche de convaincre la petite bourgeoisie, et en particulier les paysans, de s'allier à eux quatre (...). Le POUM, les formations qui l'avaient précédé faisaient partie du mouvement d'unité (l'Alliance ouvrière) en 1934, critiquaient les positions sectaires des communistes et l'opportunisme des socialistes, ainsi que la dérive stalinienne du Parti communiste, qui, jusqu'en 1934, avait critiqué toute idée de front unique, pour ensuite, prenant un tournant de 180 degrés, travailler pour trouver l'appui des forces bourgeoises modérées, en essayant de freiner, par conséquent, les mouvements des masses. Contre l'Internationale (Comintern), qui suivait de façon servile tous les tournants de la politique soviétique et qui, par conséquent, avait cessé d'être un facteur révolutionnaire, le POUM exigeait la création d'une nouvelle Internationale. Il était affilié au Bureau international des partis socia-*

listes de gauche des années 1930, le Bureau de Londres, et certains de ses membres maintenaient des contacts avec Trotsky et son mouvement pour la IV^e^ Internationale" (pp. 20-21).

Nous reviendrons plus loin, avec l'auteur, sur ce dernier point, car cette question de l'Internationale suscita de nombreuses discussions au sein du POUM.

Eclatement de la guerre civile

Reiner Tosstorff retrace l'intervention du POUM, dès les premiers jours de l'éclatement de la guerre civile, lorsque les ouvriers, notamment à Barcelone, se dressèrent et s'organisèrent pour faire face au soulèvement militaire, ce qui fit échouer le coup d'Etat militaire, non seulement à Barcelone, mais également à Madrid, Valence et d'autres grandes villes. Et le POUM adopta, comme la CNT, la position politique suivante : la stratégie militaire faisait partie de la révolution, de la même façon que les usines occupées par les ouvriers, les terres collectivisées, et c'est pourquoi, à la place de l'armée , les organisations ouvrières mirent en place des milices.

Les républicains démocrates, eux, voulaient simplement introduire quelques réformes sociales modérées et tournaient résolument le dos à la révolution sociale.

Quant aux socialistes, ils étaient divisés ; d'un côté, l'aile droite de la social-démocratie classique, et, de l'autre, l'aile gauche dirigée par le leader syndicaliste Largo Caballero.

Le Parti communiste, dès les premiers jours de la guerre, défendait l'alliance avec les républicains, obéissant à la ligne dictée par Staline contraire à une radicalisation du mouvement qui mettrait en péril les accords passés avec les bourgeoisies des Etats français et anglais, et de ce fait agissaient pour le rétablissement total de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie mis à mal par le mouvement révolutionnaire.

Les journées de mai 1937 : l'épreuve du feu

L'auteur présente les journées de mai 1937 à Barcelone en rappelant que cet événement survint au milieu d'une violente campagne menée par le PCE contre le POUM. Celui-ci fut exclu en décembre 1936 du gouvernement de Catalogne, il fut déclaré organisation "fasciste-trotskyste". L'auteur revient sur le sens de cette campagne : *« La campagne avait un objectif plus large que celui seulement de détruire ce parti. Le PCE tentait d'éliminer les derniers bastions du pouvoir révolutionnaire en Catalogne et, aussi, l'influence des anarchistes, qui jusqu'alors s'étaient maintenus en dehors des affrontements entre "marxistes". Au début de 1937, le Parti communiste exigea la dissolution des "patrouilles de contrôle", les milices révolutionnaires de Barcelone, ainsi que l'intégration des milices du front d'Aragon dans l'armée régulière. Bien qu'on se garde de demander l'exclusion des anarchistes du gouvernement catalan dans un souci de rapport de forces, la base du pouvoir de l'activité révolutionnaire à partir du 19 juillet est maintenant très menacée. Le pas suivant consistait à attaquer les entreprises collectivisées par les ouvriers »* (p. 31).

Voici le récit des journées de mai 1937 : *"Au printemps, l'éclatement d'une lutte ouvrière n'était qu'une question de temps. Les affrontements étaient de plus en plus fréquents et la situation économique empirait à cause de la rareté des denrées et de l'inflation. Tous les partis avaient renoncé à organiser des rassemblements à l'occasion du 1er Mai à Barcelone. L'affrontement décisif eut lieu le 3 mai. Le chef communiste de la police, Rodriguez Salas, occupa avec des unités policières régulières et sans aucune résolution du gouvernement l'immeuble de la centrale téléphonique, qui, depuis le 19 juillet, était gérée par un comité ouvrier (...). Dans ce comité, la CNT, en tant que syndicat le plus fort de l'entreprise, occupait le premier plan. Les ouvriers interprétèrent cette action policière comme une attaque contre les*

conquêtes révolutionnaires. Le signal fut donné dans toute la ville » (pp. 31-32.)

Ensuite, l'auteur décrit la riposte ouvrière, faisant allusion aux pages consacrées par George Orwell dans son *Hommage à la Catalogne* à cet épisode : *"Partout s'élevèrent des barricades où des anarchistes et des poumistes s'unirent dans un front commun spontané et luttèrent contre les forces de l'ordre du gouvernement, les nationalistes catalans et, surtout, contre le PSUC* (1). *Les anarchistes et les poumistes ne cessaient de reléguer leurs rivaux dans les édifices du gouvernement du centre de la ville. Le rapport de force leur était, sans aucun doute, favorable* » (p. 32).

Reiner Tosstorff analyse l'issue de ce combat, les réactions politiques des anarchistes, l'orientation du POUM et l'action des diverses forces politiques en présence : *"Pendant ce temps-là, le gouvernement central du socialiste Largo Caballero était entré en action en envoyant une délégation des syndicats socialistes et anarchistes. Il était confiant en une solution négociée, tandis que le gouvernement exigeait maintenant des mesures plus drastiques. Les dirigeants anarchistes firent une allocution à la radio demandant de déposer les armes et de défaire les barricades. Mais les bases anarchistes, qui avaient accepté beaucoup de compromis rendant des mois, se révoltèrent. Il était prévisible que les anarchistes et les poumistes en tireraient une victoire militaire"* (p. 32).

Face à cette révolte ouvrière, le gouvernement central se donna les plus grands moyens pour l'écraser, notamment en envoyant 5 000 gardes d'assaut, qui entrèrent à Barcelone le 7 mai. Ils se heurtèrent violemment à la résistance ouvrière. Et l'auteur rappelle que, pourtant, l'ordre avait été donné par les organisations elles-mêmes — la CNT et également le POUM — de cesser tout combat : *"Le POUM aussi donne l'ordre de cesser le combat, même s'il demande aux ouvriers de garder leurs armes et exiger des garanties pour éviter une vague de répression"* (p. 33).

L'échec de ce combat, comme le souligne Tosstorff, eut des conséquences énormes pour le cours de la révolution espagnole, d'abord pour la Catalogne, qui perdit sa position exceptionnelle.

Le Parti communiste profita de la nouvelle situation pour amplifier sa campagne contre le POUM. Il demanda l'interdiction du POUM, Largo Caballero refusa : il fut alors destitué du gouvernement grâce à une large coalition allant des républicains, de l'aile droite de son parti aux communistes, et il fut remplacé par le socialiste (aile droite) Negrin. Les anarchistes furent écartés du gouvernement, ce fut la fin des collectivisations.

L'écrasement de la révolution

Ces événements entraînèrent une répression accrue du POUM : le 16 juin, ses dirigeants sont arrêtés et, dans les jours suivants, des centaines de ses membres, le parti fut déclaré illégal.

A partir de là *"on allait exclure ses représentants des institutions de la république et dissoudre sa division au front d'Aragon. Derrière tout cela, il y avait le bras instigateur des services secrets soviétique, dont le représentant en Espagne, Alexandre Orlov, qui s'était préparé à cette action depuis longtemps, comme on peut le démontrer aujourd'hui avec précision sur la base des informations des archives du KGB"* (p. 34).

Dans le développement de cette situation, s'organisa l'assassinat d'Andreu Nin : « *Suivant le modèle soviétique, où la torture était une pratique habituelle, ils voulaient qu'il* (Nin) *"avouât" que le POUM, et lui à sa tête, avait conspiré en Espagne sur l'ordre de Hitler. Mais Nin (...) n'avoua pas. Une campagne internationale de solidarité commence alors. Comme conséquence, les ministres non communistes commencent à se préoccuper de l'endroit où il est ; Orlov et ses acolytes l'assassinèrent ; dans le même temps, le gouvernement parvenait à garantir la "sécurité" des autres prisonniers* » (p. 35).

L'auteur évoque le procès du POUM qui eut lieu à Barcelone en octobre 1938 ; à aucun moment, les militants ac-

(1) PSUC : Parti socialiste unifié de Catalogne, entièrement contrôlé par les staliniens.

cusés ne cédèrent aux pressions policières, voire aux tortures qui voulaient les faire avouer, toutes les "preuves" contre eux furent réfutées ; ils furent condamnés à quelques années de prison pour leur prétendue tentative de rébellion au cours des journées de mai 1937. L'accusation d'être les complices de Franco avait disparu et leur attitude antifasciste fut reconnue.

L'auteur explique l'issue du procès et l'attitude des militants accusés, non seulement par l'importance de la solidarité internationale, mais aussi par le fait que, malgré sa dissolution, le POUM continua à publier son journal clandestinement et organisa des actions de propagande, ce qui démontre selon lui que *"l'ambiance révolutionnaire surgie du 19 juillet 1939 n'était pas totalement éteinte"* (p. 36), et il cite les paroles de Palmiro Togliatti, dirigeant du Comintern, envoyé à Moscou pour contrôler le PCE, qui, à son retour à Moscou en 1938, aurait informé *« que l'influence "trotskyste" (c'est-à-dire celle du POUM et aussi celle des anarchistes) sur les ouvriers de Barcelone n'avait pas été totalement liquidée »* (p. 37).

Le chapitre se conclut par l'évolution du POUM après la victoire de Franco en 1939 : l'exil en France et en Amérique, la lutte de certains militants dans la clandestinité, l'organisation d'actions, avec les anarchistes dès 1945 ; au début des années 1950, le POUM cesse d'être une force active. Dans l'exil, *"une petite formation de propagande, qui perd de plus en plus d'importance parce que depuis* (l'exil) *ils ne surent pas se connecter avec les jeunes générations de combattants antifranquistes"* (p. 38).

Discussions, divergences et oscillations autour de la création d'une nouvelle Internationale

Nous avons vu que Reiner Tosstorff fait allusion (p. 21) au fait que le POUM *"exigeait la création d'une nouvelle Internationale"* ; il revient plus en détail sur cette question au chapitre VI, intitulé *"Le POUM : axe d'une nouvelle Internationale ?"*

L'auteur rappelle l'entrée du POUM au Bureau de Londres à la suite des décisions prises lors de son congrès de fondation, en 1935, qui affirmaient qu'*"aussi bien la II^e^ que la III^e^ Internationales avaient trahi le mouvement ouvrier international, et que, par conséquent, il fallait combattre pour une rénovation marxiste révolutionnaire"* (p. 197).

A partir de là surgit la discussion sur la nécessité de créer une nouvelle Internationale.

Dans sa brochure, publiée au printemps 1936, *Qu'est-ce que le POUM et que veut-il ?*, le POUM revenait sur ce point : *« Il fallait* (la) *construire sur la base de partis socialistes révolutionnaires nationaux solides. Par conséquent, la place que devait y occuper le Bureau de Londres n'était pas celui de noyau de la future Internationale, mais simplement celui d'un "centre de convergence" pour toutes les forces socialistes, situé, pour ainsi dire, encore au-devant du noyau d'une nouvelle Internationale »* (pp. 197-198).

L'auteur explique que le SAP (Parti ouvrier socialiste allemand) (2) avait une influence prépondérante à la direction du Bureau de Londres et développait une position peu favorable à la IV^e^ Internationale, tandis que les anciens membres de la Gauche communiste se taisaient. Tosstorff écrit : *"En ce qui concerne la promesse que Nin et Molins avaient faite à un délégué du secrétariat international (SI) du mouvement trotskyste en août 1935 de défendre les positions de la Quatrième Internationale au sein du POUM, celle-ci avait été dépassée par les événements"* (p. 198).

La situation créée par la révolution espagnole poussait le POUM à mettre à nouveau à l'ordre du jour la question de la création d'une nouvelle Internationale, car *"il n'est pas exagéré d'affirmer qu'actuellement, d'une certaine façon,*

(2) SAP : Parti constitué par l'aile gauche du SPD (Parti social-démocrate allemand).

l'avenir du prolétariat mondial est en jeu" (*Avent*, n° 11, 30 juillet 1936) (p. 199).

Dans cette situation, le POUM pensait qu'il avait la responsabilité d'être le point de départ d'une nouvelle Internationale : *"Le POUM, parti de la révolution prolétarienne espagnole, peut assumer le rôle de canalisateur de la reconstruction du mouvement ouvrier international dans un nouvel organisme mondial. Nous sommes conscients de l'immense responsabilité qui repose sur nous et des répercussions que, dans ce sens, peut avoir notre mouvement. N'oublions pas, et y compris nous nous proposons, d'assumer la tâche principale dans la construction de la nouvelle Internationale"* (*La Batalla*, n° 14, 18 août 1936) (p. 199).

Les discussions s'enlisent

L'auteur reprend divers numéros de l'organe du POUM, *La Batalla* ; il cite également des passages de bulletins intérieurs du parti et met en évidence les divergences et les oscillations contenues dans les discussions concernant la nécessité d'une nouvelle Internationale. La discussion portait sur l'attitude à adopter à l'égard de la IV[e] Internationale. Ainsi, à la séance du comité central de décembre 1936, Gorkin, le rapporteur sur cette question en tant que secrétaire international, affirma *"qu'il ne s'agissait pas de fonder une nouvelle Internationale, mais d'en poser les fondements. Ce point serait précisé au cours d'une conférence qui devait avoir lieu à Barcelone et sur laquelle on s'était mis d'accord à Bruxelles. Bien que cette opinion représentât l'immense majorité des présents au comité central, des voix se firent entendre également qui se manifestèrent en faveur de la politique antérieure de Maurin et du BOC, contraire à une nouvelle Internationale. Et certains délégués, même, exigèrent une distanciation claire vis-à-vis du trotskysme. Mais malgré cela, dans ses conclusions finales, Gorkin constatait qu'il était tout à fait possible que la conférence de Barcelone serait de même nature que celle de Zimmerwald pour la fondation de la III[e] : c'est-à-dire qu'il s'y constituerait la plateforme politique sur laquelle allaient s'unir tous les partis et organisations indépendantes"* (pp. 200-201). Cette discussion, indique l'auteur, se trouve dans le *Bulletin intérieur*, n° 2, du 30 janvier 1937, et dans *La Batalla*, n° 118, du 17 décembre 1936. Il était clair que le POUM s'inspirait du modèle des bolcheviks. Mais les divergences continuaient de s'affirmer au sein du Bureau de Londres, en particulier de la part du SAP, qui s'opposait clairement à la création d'une nouvelle Internationale.

La solidarité internationale autour du POUM

La solidarité internationale s'organise essentiellement par l'intermédiaire du Bureau de Londres. L'auteur insiste sur le rôle joué par l'Independent Labour Party (ILP) et Marceau Pivert. Par ailleurs les partis membres du Bureau de Londres prirent position contre la politique de non-intervention.

Les manifestations de solidarité sont nombreuses et rapides. Ainsi, dès la victoire du Front populaire, des réfugiés allemands et italiens arrivèrent en Espagne, essentiellement à Barcelone, et participèrent à la riposte populaire dès le 19 juillet. Un des groupes qui se fit le plus remarquer était constitué de 20 à 25 militants italiens, en partie trotskystes ; le militant du SAP Johann Frei mourut durant ces premiers combats.

L'auteur détaille et énumère alors les différents groupes politiques ou personnalités qui apportèrent leur soutien, par l'envoi notamment de groupes, à la lutte du POUM, au front d'Aragon, à Barcelone et même à Madrid. Et il cite le récit des Thälmann : *"Il passait une foule de journalistes, de représentants politiques du monde entier ; tous les groupes issus de l'opposition socialiste et communiste s'y retrouvaient ; le SPA représenté par*

Max Diamant et Willy Brandt, des fonctionnaires partisans de Brandler, des communistes des conseils hollandais, des trotskystes des Etats-Unis, de France, d'Angleterre, d'Amérique du Sud, des maximalistes italiens, des anarcho-syndicalistes, le Bund juif, tous y étaient" (voir les extraits de Clara Thälmann et Paul Thälmann, *Revolution, für die Freihet*, p. 137) (p. 207).

Ces militants étrangers se retrouvèrent par exemple dans la Colonne Lénine au front d'Aragon, composée de nombreux miliciens étrangers, dont le commandant était le militant bordighiste italien Russo ; sans oublier l'unité d'élite de la Division Lénine, également avec une forte participation étrangère, formée au début de 1937.

Dans la partie suivante, Reiner Tosstorff aborde la manière dont le POUM organise ce soutien apporté par les formations étrangères ; dans un premier temps, le responsable désigné par le comité exécutif du POUM est le militant trotskyste italien Fosco, militant qui se mit dès son arrivée en Espagne au service du POUM, établit des liens étroits avec Nin et Andrade, tentant d'orienter le POUM vers un tournant trotskyste (voir le rapport que Fosco va publier après son séjour à Barcelone, *"Renseignements sur l'activité des B-L en Espagne"*, *Bulletin intérieur d'information du PCI*, n° 2, 15 octobre 1938), mais cette collaboration s'achève début octobre 1936 sous l'influence croissante des partis du Bureau de Londres.

L'auteur attire l'attention sur l'importance des publications du POUM au niveau international ; il cite les différentes initiatives internationales qui permettent de faire connaître les positions du POUM par rapport à la révolution espagnole.

Ces publications, comme par exemple la revue *La Revolucion espanola*, parurent dans différentes langues, et il donne bien d'autres exemples qui démontrent l'intérêt porté par tous ces militants à l'échelle internationale.

Cette diffusion d'informations était liée directement, pour le POUM, à la discussion qui se menait au sujet de la nouvelle Internationale et des préparatifs concernant la conférence.

La conférence de Bruxelles, ou la suite des difficultés

Le congrès organisé par le Bureau de Londres qui se tint du 31 octobre au 2 novembre 1936 ne devait être à l'origine qu'un congrès contre la guerre. Mais comme le fait remarquer Tosstorff, il fut entièrement marqué par la révolution espagnole :

"156 délégués de 15 pays politiquement représentaient essentiellement le Bureau de Londres et d'autres partis qui lui étaient proches. Il y en avait également à titre individuel. Le POUM n'envoya qu'une délégation qui représentait directement le parti. Bien que quatre semaines avant, La Batalla *ait fait un appel à toutes les organisations ouvrières pour qu'elles y envoient des représentants, nous pouvons supposer que les autres délégués espagnols étaient aussi des militants du POUM qui représentaient des organisations sous son influence ; la délégation espagnole se composait de représentants du comité exécutif (Jordi Arquer, Josep Rovira et Julian Gorkin), de la JCI, des comités régional et local de Barcelone, Lerida et Valence, du secrétariat de la Femme et de toute une série de syndicats de Barcelone et des régions, plus quelques athénées, différentes unités militaires et le frère et la supposée veuve de Maurin"* (extraits tirés de *La Batalla*, n° 76, 29 octobre 1936, et du compte rendu du congrès socialiste-révolutionnaire de Bruxelles) (p. 214).

Le premier rapport fut présenté par Fenner Brockway, de l'IPL, qui appela, face à la faillite de la II[e] et de la III[e] Internationales concernant la révolution espagnole, à la création d'une nouvelle Internationale. Et c'est ainsi que l'auteur résume la conclusion de son rapport : *"Ce qu'avait représenté la révolution russe pour la création de la Troisième Internationale, la révolution espagnole allait la représenter pour la naissance d'une Quatrième"* (p. 215).

Quant à Gorkin, le second rapporteur, il revint sur la situation en Espagne, jus-

tifia, selon les arguments habituels du POUM, la participation au gouvernement de Catalogne et conclut en faisant une proposition : *"Que le POUM organise en mai 1937 un autre grand congrès pour préparer les bases pour un nouveau mouvement"* (p. 215) .

Le déroulement du congrès est marqué par une grande hétérogénéité, qui s'exprime dans les discussions à l'intérieur des diverses commissions ; ainsi Reiner Tosstorff relève les opinions différentes concernant la politique de non-intervention ou la définition de l'Union soviétique, savoir s'il fallait encore la défendre, ainsi que d'autres divergences occultées dans des thèmes généraux et qui allaient apparaître peu de temps après.

Par ailleurs, il y fut décidé, en particulier grâce aux interventions des délégués du SAP, mais également de Gorkin, qu'à la conférence de Barcelone *"ne seraient invitées ni les sections trotskystes ni la Quatrième Internationale"* .

Les divergences apparurent en particulier entre le POUM et le SAP sur divers points. Ainsi le SAP, mais également l'ILP, firent pression sur le POUM pour que celui-ci ne mette pas en péril *"l'unité anti-fasciste" "et pour qu'il mette un peu de côté ses affrontements avec les communistes"*. Par ailleurs, le souhait du POUM d'aller vers une nouvelle Internationale qui inclurait des organisations socialistes et communistes indépendantes provoqua une réaction du SAP : il exigea une *"claire distanciation par rapport au trotskisme"*.

Les tensions à l'intérieur du Bureau de Londres

Bref, les tensions s'aggravèrent à l'intérieur du Bureau de Londres et le POUM se trouva isolé : les conflits qui s'exprimaient depuis longtemps autour du Front populaire se renforcèrent au fur et à mesure de l'évolution de la révolution espagnole elle-même. L'auteur conclut ce chapitre en écrivant : *"Naturellement, le POUM devait prendre ses distances par rapport aux défenseurs du Front populaire, comme actuellement le SAP ou l'ILP, tandis que ce même parti, parce qu'il défendait la révolution espagnole, était en train de livrer une bataille défensive contre "son" Front populaire »* (p. 224).

Etant donné cette situation, les contacts internationaux du POUM se déplacèrent vers des groupes qui étaient à l'extérieur du Bureau de Londres.

« Il s'agissait en grande partie de groupes (ou bien aussi de personnes à titre individuel) qui provenaient du mouvement trotskyste et étaient entrés en conflit avec la majorité, en grande partie à cause de leur soutien au POUM. Victor Serge en est un exemple, et plus spécialement aussi le parti de Henk Sneevliet en Hollande, le RSAP. Un cas exceptionnel fut celui de Kurt Landau : peu de temps après son arrivée à Barcelone, il devient militant du POUM, et en même temps acquiert une position dominante sur le plan international du parti, bien qu'il n'exerçât jamais une tâche à la direction (...). Après 1933, il avait développé le concept d'un "nouveau Zimmerwald", un amalgame de tous les groupuscules communistes dissidents (...). »

L'auteur développe de façon détaillée la collaboration concrète de Kurt Landau, sa relation avec Andrade (ancien dirigeant de l'ICE), son travail d'organisateur à l'intérieur du POUM ; il pensait qu'il n'était pas question d'aborder dans l'immédiat la formation d'une nouvelle Internationale, mais *"de créer un bloc international de lutte des organisations révolutionnaires (...) sur la base de trois critères : le rejet du Front populaire, la lutte révolutionnaire contre la guerre et la défense de l'Union soviétique conjointement avec la lutte contre le stalinisme"*.

C'est ainsi qu'il organisa la préparation de la conférence que le POUM voulait tenir à Barcelone, en précisant la liste des participants ou des invités, impulsant l'édition d'une revue internationale du POUM en français en juin 1937, pour préparer la conférence. Seul un numéro fut publié, le deuxième devait paraître précisément au moment de l'interdiction du POUM par le gouvernement.

L'auteur souligne les contradictions de la politique du POUM, qui s'incarnaient à travers deux orientations. D'un côté, Gorkin, qui privilégiait les contacts avec le Bureau de Londres, et, de l'autre, Andrade, qui allait plutôt du côté des groupes révolutionnaires indépendants situés à la gauche du Bureau de Londres et comptait sur le soutien de Landau.

Ses divergences internes donnaient à la politique du POUM un caractère oscillant, et, de ce fait, la préparation de la conférence internationale fut chaotique. Elle fut ajournée à plusieurs reprises, de janvier à avril 1937, puis début mai, pour finir le 19 juillet. Aucune thèse officielle du POUM ne figurait dans le premier numéro préparatoire. Dans ces conditions, *"le processus pour la construction d'une Internationale resterait inachevé. Dès le début de la répression, le parti allait s'orienter à nouveau en direction du Bureau de Londres"* (p. 233).

Les rapports du POUM avec le trotskysme

Reiner Tosstorff revient sur les rapports du POUM avec le trotskysme, la question sans doute la plus connue. Il écrit : *"La participation à la coalition de Front populaire aux élections de février 1936 avait provoqué la rupture de Trotsky et du secrétariat international avec les anciens militants de l'ICE"* (3) (p. 233). Et l'auteur cite les différents documents dans lesquels Trotsky explique sa position contre la participation du POUM aux élections de Front populaire, puis contre sa participation au gouvernement de Catalogne.

Le texte détaille les différents aspects de la discussion que Trotsky entretint avec le POUM : une délégation du SI, sous la direction de Jean Rous, donne des éléments de la situation à Barcelone. Trotsky expliqua qu'il était disposé à venir en Catalogne si le POUM pouvait obtenir un permis de séjour et qu'il était d'accord pour écrire dans *La Batalla* ; il disait également en août 1937 : *"En ce qui concerne Nin, Andrade et les autres, ce serait criminel de se laisser guider, maintenant, dans les grandes batailles, par les souvenirs de la période précédente. S'il y a des divergences de programme ou de méthodes, après cette expérience, ces divergences ne devraient en rien empêcher un rapprochement sincère et durable. L'expérience future fera le reste"* (lettre du 16 août publiée dans la *Révolucion espanola*) (pp. 63 à 67). *"Cette lettre, qui était destinée à Fosco, fut interceptée par les services secrets italiens à Barcelone et ne fut découverte que des décennies plus tard par un historien italien dans des archives"* (p. 235).

Trotsky ne put pas aller en Espagne, comme le rappelle Reiner Tosstorff. L'auteur retrace le parcours des rapports de Trotsky et du POUM, par l'intermédiaire d'articles, de lettres qui paraissent souvent dans *La Batalla*, et il souligne aussi la censure exercée par Gorkin sur le seul texte écrit par Trotsky pour le journal du POUM. Trotsky y critiquait le soutien apporté par Pivert au gouvernement Blum.

L'auteur revient aussi sur les nuances d'appréciation qui pouvaient exister parmi les trotskystes et il expose les points de vue de Fosco, qui, tout en partageant les critiques faites quant à l'orientation politique du POUM, affirmait que celui-ci était l'embryon d'un parti révolutionnaire et que par conséquent il fallait y entrer pour en modifier son évolution politique. En revanche, pour Rous, *"la tactique des trotskystes passait par une scission du POUM dans un court délai. Pour y parvenir, il présenta la proposition aux anciens militants de l'ICE au comité exécutif du POUM, ceux-ci la repoussèrent catégoriquement"* (p. 240).

La rupture décisive intervint lors de la participation du POUM au gouvernement de Catalogne : *"La participation directe à un gouvernement de Front populaire était, aussi bien pour Trotsky que pour la Quatrième Internationale, un motif clair pour établir une ligne de rupture"* (p. 240).

Le groupe bolchevique-léniniste tenta alors d'entrer comme fraction dans le POUM, mais Nin leur répondit au nom

(3) ICE : Opposition de gauche espagnole qui se fondit dans le POUM en 1935.

du comité exécutif en refusant toute entrée en fraction, en acceptant l'entrée à titre individuel. Cette initiative échoua donc ; le groupe devint alors la Section bolchevique-léniniste d'Espagne (Quatrième Internationale), dont l'axe était de créer un nouveau parti contre le POUM.

Suit un développement relatant l'intervention de ce groupe se réclamant de la Quatrième internationale, comment il réussit parfois, à travers des discussions intenses, à attirer certains militants du POUM, en particulier parmi le POUM de Madrid.

Ce qui est sûr, c'est que les rapports avec le POUM n'ont cessé de se tendre. Tosstorff souligne : *"Ce qui était surprenant dans cette situation, c'était que les anciens militants trotskystes à l'intérieur du POUM se montrent passifs face à ces affrontements"* (p. 248). Puis, il donne la parole à Nin : *"Ce n'allait être qu'après les journées de mai 1937 que Nin répliquerait pour la première et (la seule) fois dans un article pour* Juillet, *dans lequel il résumait systématiquement ses arguments pour défendre la politique du POUM. A partir de la question de la dualité des pouvoirs dans la révolution espagnole, il reprochait aux trotskystes de tenter de transférer de façon schématique la situation russe avec les soviets et la dualité des pouvoirs. En Espagne, cependant, la situation était complètement différente. Les syndicats y jouaient un rôle important, celui d'organisations politiques. Les comités, aussi bien locaux que le comité central, n'étaient que des organisations antifascistes, mais non pas des organes de double pouvoir. C'est pourquoi, il n'y avait aucune dualité de pouvoir et, par conséquent, le comité central des milices n'aurait pas pu non plus affronter la Généralité. Par ailleurs, il développait sur la position du POUM pour la création d'organes de pouvoir révolutionnaire le mot d'ordre d'une Assemblée constituante de comités ouvriers, paysans et de soldats. Dans la situation actuelle, après les journées de mai, seuls des comités de défense de la révolution pouvaient surgir les organes du pouvoir révolutionnaire (...). Puis, peu après, ce fut la détention de Nin et l'interdiction et la persécution de tout le parti. C'est ainsi que s'achevèrent les derniers espoirs que le POUM avait de pouvoir influencer de manière décisive la reconstruction d'un mouvement ouvrier révolutionnaire après une révolution victorieuse en Espagne. L'effet direct fut le durcissement des affrontements entre le POUM et les trotskystes"* (pp. 248-249).

De la brève et curieuse existence de la Fédération ouvrière unitaire syndicale (FOUS)

Dans le chapitre III consacré à la présentation d'Andreu Nin et de son rôle dirigeant, l'auteur revient sur un des points un peu oubliés de l'orientation du POUM : la création, sous l'impulsion précisément de Nin, d'une nouvelle centrale syndicale, la Fédération ouvrière unitaire syndicale (FOUS), en mai 1936. Nin en devient le secrétaire général.

Nin et le POUM accueillent avec optimisme la création de cette nouvelle centrale. Reiner Tosstorff rapporte, à ce sujet, ce qu'écrit Nin dans *La Batalla* pour justifier cette initiative : *"L'UGT n'a pas été et ne sera jamais rien en Catalogne. Et la CNT a perdu définitivement son hégémonie"* (*La Batalla*, n° 251, 15 mai 1936). Il est certain, comme le souligne Reiner Tosstorff, que l'expérience de Nin comme ancien secrétaire du comité national de la CNT et comme secrétaire adjoint de l'Internationale syndicale rouge lui a conféré une autorité certaine à l'intérieur du POUM.

Après le 19 juillet 1936, moment où éclate la guerre civile, l'existence de la FOUS se présente pour Andreu Nin différemment. Reiner Tosstorff écrit : *"Nous pouvons facilement supposer qu'après le 19 juillet, Nin n'avait guère le temps de se consacrer à l'orientation pratique des tâches syndicales de la FOUS, parce qu'il était occupé par d'autres activités. Maintenant, ce qui est certain, c'est qu'il s'impliqua dans la*

décision adoptée en août de dissoudre la centrale syndicale.

La FOUS avait été marginalisée à partir du 19 juillet (...). En plus d'avoir été marginalisée et malgré l'entrée de quelques syndicats autonomes peu importants, la FOUS eut à faire face à l'énorme croissance de l'UGT en Catalogne. La tentative de construire une unité syndicale au-delà des centrales traditionnelles était devenue totalement irréelle. Dans les hautes sphères du POUM, de longues discussions eurent lieu sur cette situation. Finalement, au début du mois d'août, le comité exécutif de la FOUS propose une fusion avec l'UGT en Catalogne. Dans les semaines qui suivirent, le POUM et la FOUS ne parvinrent pas à la tenue de cette conférence tant souhaitée pour la fusion et le POUM n'a d'autre issue que la dissolution de la FOUS" (pp. 94-95).

Nin explique longuement, dans *La Batalla* (n° 45, 23 septembre 1936), dans un article intitulé *"Pourquoi les syndicats de la FOUS entrent-ils à l'UGT ?"*, les raisons pour lesquelles les syndicats de la FOUS entrent dans l'UGT. Voici comment R. Tosstorff résume la justification de Nin : *"La position adoptée au moment de la fondation de la FOUS par rapport à l'unité syndicale avait été correcte, mais la révolution avait engendré une nouvelle situation La FOUS était encore relativement peu connue, et le mouvement ouvrier s'était polarisé entre la CNT et l'UGT. Avant le 19 juillet, l'UGT en Catalogne est insignifiante, et, en plus, réformiste. Maintenant, l'éclatement du mouvement ouvrier résultant de la révolution en avait modifié fondamentalement la base et avait provoqué l'entrée massive de syndiqués sans changer cependant l'esprit réformiste de la direction. Dans l'opposition existant entre la CNT et l'UGT, c'était la CNT qui représentait de plus en plus les intérêts révolutionnaires. C'est pourquoi on devait se syndiquer à l'UGT pour la pousser dans la même direction. Un autre argument était celui auquel le POUM s'était toujours opposé avant le 19 juillet : l'exigence que les anarchistes se syndiquent à la CNT et que les marxistes le fassent à l'UGT. Et il concluait en disant que la direction réformiste avait beau lutter pour maintenir sa position, le triomphe de la révolution était garanti grâce au soutien des masses"* (p. 95).

Comme l'indique l'auteur à la fin de ce chapitre, tous les syndiqués de la FOUS intègrent l'UGT après l'explication donnée par Nin dans les pages de *La Batalla* et au cours de réunions, tournant ainsi le dos aux masses anarchistes de la CNT. Les explications données par Nin provoquèrent, au sein de la direction de l'UGT sous le contrôle des militants du PSUC, de sévères protestations, qui s'exprimèrent notamment dans l'organe du PSUC de Catalogne, *Treball*, et se traduisirent dans les semaines et les mois qui suivirent par des exclusions et par l'interdiction de tenir des réunions.

Reiner Tosstorff conclut ce chapitre en disant notamment : *"Par ces derniers faits* (les exclusions — NdT), *il était ainsi démontré que l'estimation de la situation que le POUM avait faite quand il fonda son syndicat en Catalogne — une CNT qui se désintégrait, un stalinisme et une social-démocratie qui étaient toujours inexistants, par conséquent une force d'attraction croissante de la FOUS envers les syndicats autonomes — s'était convertie complètement en son contraire avec l'éclatement révolutionnaire qui suivra le 19 juillet"* (p. 96).

Jacqueline Trinquet

Michel Gandilhon : L'insubordination ouvrière dans la région parisienne : 1936-1938

Dans la seconde partie de son ouvrage consacré aux luttes ouvrières contre la rationalisation du procès de travail pendant la période des Fronts populaires espagnol et français (1), Michael Seidman aborde la question des luttes dans la région parisienne et montre en quoi elles diffèrent de celles qui ont cours en Catalogne au même moment (voir *"La CNT, les ouvriers, Taylor"* dans *Les Cahiers du mouvement ouvrier,* n° 47).

Alors que dans la région du nord-est de la péninsule ibérique l'arrivée au pouvoir de la gauche et le soulèvement militaire de juillet 1936 ont provoqué une contre-insurrection armée impulsée par les anarcho-syndicalistes de la CNT, suivie d'une vague de collectivisation d'une profondeur exceptionnelle, en France, la victoire électorale de la coalition de gauche aux législatives du mois de mai, si elle donne lieu à une vague d'occupations d'usine sans précédent dans l'histoire sociale française, débouche sur un mouvement qui demeure cantonné dans un cadre compatible avec le maintien de l'ordre politique bourgeois. Dès lors, l'historien américain tente d'expliquer les raisons sociales et économiques, liées notamment aux différences de niveaux de développement entre les capitalismes français et espagnol, de ses trajectoires différentes, tout en essayant de montrer les similarités à l'œuvre des deux côtés des Pyrénées dans le rapport des ouvriers au "travail". Si la partie dédiée à Barcelone renouvelait de manière originale l'image de la CNT, celle consacrée à Paris tranche avec les représentations convenues, voire folkloriques, sur le Front populaire pour s'attacher à la description minutieuse d'un mouvement qui ne se limite pas à l'euphorie festive des mois de juin et juillet 1936, mais qui va durer plus de deux ans et exprimer une résistance acharnée de la classe ouvrière à l'ordre capitaliste taylorien et à la guerre qui vient (2).

---

(1) *Ouvriers contre le travail, Barcelone et Paris pendant les Fronts populaires,* Michael Seidman, Senonevero, 360 pages, 15 euros.

(2) Les *Cahiers du mouvement ouvrier* ont consacré un numéro spécial, le n° 30, à juin 36 (disponible au prix de 4 euros, port compris). On y trouve en particulier des images de la grève générale dans la région parisienne, dans les Côtes-du-Nord, à Marseille, en Bourgogne, dans le Dauphiné, le programme du Front populaire et la liste complète des 99 organisations signataires du programme du Front populaire (la lecture de cette liste ne peut que susciter des réflexions sur la nature de la coalition : on y trouve ainsi, d'un côté, l'intergroupe de l'Union socialiste, qui rassemble le Parti socialiste de France, le Parti républicain socialiste et le Parti socialiste français de Marcel Déat, et, de l'autre, l'Etoile nord-africaine de Messali Hadj, que le gouvernement de Front populaire, grand défenseur de l'empire colonial français, dissoudra quelques mois plus tard !).

"L'empiètement ouvrier sur le sacro-saint droit de propriété"

La force du capitalisme français

Pour comprendre le contexte économique et social dans lequel s'inscrivent les luttes ouvrières en France, et spécialement dans la région parisienne, dans les années 1930, Michael Seidman s'attache à la description du développement du mode de production capitaliste dans l'entre-deux-guerres. Le tableau qu'il dresse tranche avec les tendances dominantes d'une certaine historiographie française, plutôt encline à mettre en évidence le « retard » français (1) en matière de développement économique, retard qui expliquerait d'ailleurs pour partie le fait que la crise de 1929-1931 ait plutôt moins touché la société française que les autres. Ainsi, la France aurait été protégée du cataclysme de la crise mondiale par son fort secteur rural et le malthusianisme d'une bourgeoisie à dominante rentière, repliée à l'abri de ses possessions coloniales.

Si ce tableau comporte bien évidemment sa part de vérité, il n'en reste pas moins extrêmement réducteur. Il tend à occulter, en effet, la modernité de l'appareil industriel et le dynamisme exceptionnel du développement économique que connaît la France après la Première Guerre mondiale. Ce développement, qui s'accélère après la grande crise de 1921, consécutive notamment aux grandes luttes ouvrières de 1919-1920 et au passage de l'économie de guerre à l'économie dite de « paix », dure environ jusqu'en 1931. Il est marqué par la place de plus en plus centrale acquise dans le capitalisme français par des secteurs comme l'aéronautique, la chimie, la production électrique et l'automobile dans lesquels la France compte parmi les nations les avancées au monde. Cette modernisation de l'appareil productif va de pair avec l'introduction de plus en plus massive de l'organisation scientifique du travail, dite taylorienne, et un intérêt marqué, de la part des élites entrepreneuriales, pour les déclinaisons pratiques que réalise à Detroit Henry Ford dans les grandes usines automobiles. Si la région parisienne est en pointe dans ce processus, il n'en diffuse pas moins sur le reste du territoire français avec, notamment, les deux grands pôles de développement industriel et technique que sont le Nord et la région Rhône-Alpes.

L'historien américain souligne également la modernité politique de la III[e] Ré-

(1) L'illustration de la persistance de ces représentations est par exemple très visible dans la quatrième de couverture du (bon) livre de Jacques Kergoat consacré à la France du Front populaire publié par les éditions La Découverte en 1986 et réédité en 2003, où est évoquée *« (...) une France provinciale et rurale, qui semble se réveiller d'un long sommeil tranquille et [qui] découvre avec stupeur les nouvelles contraintes de ce temps de crise »*.

publique et notamment le règne d'une bourgeoisie « éclairée » ayant résolu la question religieuse par la loi de séparation de 1905 et su développer un système scolaire performant. La situation en France contraste donc fortement avec la « misère » espagnole, caractérisée par un faible développement économique et par la prégnance de secteurs comme le textile, typique de la première révolution industrielle, aux méthodes de travail archaïques, très faiblement insérés sur le marché mondial. Elle contraste également sur le plan politique, avec le poids idéologique d'une Eglise catholique hostile aux idées des Lumières et opposée à l'alphabétisation des masses, et des relations sociales marquées par le refus de la reconnaissance des organisations ouvrières. Ces différences entre la France et l'Espagne influencent bien évidemment les stratégies respectives des mouvements ouvriers de ces deux pays par rapport à leur propre bourgeoisie. Elles expliquent aussi les différences de physionomie entre les deux mouvements. Alors qu'en Espagne, et en Catalogne notamment, le syndicalisme, sous sa forme révolutionnaire et violente, incarné par la CNT, est hégémonique dans les années 1920, en France, le poids du réformisme est plus fort, d'autant plus que l'union sacrée de 1914 a signé la faillite stratégique du syndicalisme révolutionnaire et l'intégration de la CGT aux rouages de l'Etat en guerre (2).

Dégradation de la situation de la classe ouvrière en France

Si la situation du capitalisme français après la Première Guerre mondiale est relativement brillante, celle de la classe ouvrière, en revanche, est marquée par une dégradation incontestable, tant sur le plan des conditions de travail que sur le plan salarial, dégradation qui déterminera en retour la violence des réactions qui surgiront, notamment à partir de 1934, quand le mouvement ouvrier reprendra l'offensive. Si les raisons *politiques* de cette situation sont bien connues — défaites des grèves des métallurgistes et des cheminots en 1919 et 1920, division du mouvement syndical entre un pôle réformiste et un pôle « révolutionnaire » influencé par la révolution d'Octobre, puis à partir de 1924 par le stalinisme le plus sectaire (CGTU) — les soubassements économiques et techniques liés aux transformations du procès de travail le sont beaucoup moins. Les années 1920 sont marquées, en effet, par l'approfondissement de l'introduction des méthodes tayloriennes en France, notamment dans la métallurgie et les mines, lesquelles ont des répercussions décisives sur la classe ouvrière, sur sa composition et ses conditions de travail notamment.

Michael Seidman montre bien les modifications induites en termes de déqualification du travail ouvrier avec l'émergence de la figure de l'ouvrier spécialisé (OS), qui deviendra hégémonique au fil du temps (3), dans un contexte de standardisation des tâches impliquant une intensité croissante du travail. La physionomie des usines connaît alors des changements décisifs avec la tendance à la séparation croissante du travail intellectuel, incarné par les ingénieurs des bureaux d'étude, et du travail manuel réduit à l'exécution de gestes simplifiés à l'extrême, arraisonnés à la dictature du temps mesuré par le chronomètre. Entre les directions techniques et les ouvriers s'interpose par ailleurs une couche de contremaîtres dédiée à la surveillance du personnel et à l'application des procédures créées dans les bureaux d'étude, et notamment le respect des temps normalisés. L'usine moderne s'apparente à une armée avec ses officiers (les ingénieurs), ses sous-officiers (les contremaîtres) et les simples soldats (les ouvriers). Sou-

(2) Sur l'intégration de l'appareil de la CGT à l'union sacrée en 1914, voir le livre classique d'Alfred Rosmer, *Le Mouvement ouvrier et la Première Guerre mondiale*, réédité aux éditions d'Avron en 1993.

(3) Ainsi, chez Renault, le pourcentage des ouvriers hautement qualifiés passe de 46,3 % en 1925 à 32,5 % en 1939. Voir *Les hommes de Renault-Billancourt, Mémoire ouvrière de l'île Seguin 1930-1992*, ouvrage collectif dirigé par Pierre Milza et Emile Témime, éditions Autrement, 2004.

vent d'ailleurs, les directions d'entreprise puisent dans le vivier des militaires démobilisés pour fournir l'encadrement des prolétaires et traquer la moindre forme d'insubordination, qu'elle prenne la forme de la fameuse *flânerie* — que stigmatisait déjà Taylor en son temps — ou de l'agitation syndicale, qui est d'ailleurs, à cette époque, impitoyablement traquée.

Pour la classe ouvrière, le tableau est encore plus sombre si l'on considère que les hauts gains de productivité engendrés par le processus de rationalisation en cours sont intégralement confisqués par le patronat. Celui-ci profite du rapport de forces favorable induit par les défaites politiques de l'après-guerre et l'initiative productive et technique impulsée par les nouvelles méthodes de management pour accroître le taux d'exploitation et les profits. Comme l'écrit Antoine Prost dans son ouvrage *Autour du Front populaire,* la taylorisation ne s'accompagne pas en France d'une politique salariale fordiste et la rationalisation est utilisée pour augmenter la production sans augmenter les salaires (4).

Ce point est d'ailleurs insuffisamment pris en compte par Michael Seidman quand il explique le refus du travail exprimé par beaucoup d'ouvriers. En effet, si ce refus est largement fondé sur la détestation du *travail en miettes*, la dictature du chronomètre et la tutelle tatillonne des petits chefs, il est évident que l'absence de partage des gains de productivité sous la forme d'augmentations de salaires et de diminution du temps de travail — la journée de huit heures est introduite en 1919 mais la durée hebdomadaire s'élève à 48 heures — est un facteur important de l'insatisfaction ouvrière. C'est une des raisons qui expliquent notamment le fait que, durant les grèves de mai-juin 1936, les deux usines automobiles situées à Asnières et Strasbourg appartenant au groupe Ford aient été épargnées par les occupations et les agitations des années 1937 et 1938 : la semaine de quarante heures y avait été instaurée en 1927 et les salaires horaires étaient supérieurs de 30 % à ceux en vigueur dans le reste de l'industrie automobile (5). Dans ce cas, il semble bien qu'une politique managériale relativement éclairée avait suffi à maintenir une certaine paix sociale.

Quoi qu'il en soit, si le rapport de force est largement défavorable à la résistance ouvrière à l'exploitation rationnalisée, des expressions de refus apparaissent tout au long des années 1920, qui annoncent les grandes grèves de 1936, 1937 et 1938. A l'époque, dans la région parisienne, ce sont les usines Citroën qui sont en pointe dans la lutte contre les effets les plus néfastes du taylorisme avec des grèves importantes en 1922 et 1925 (6). Les conflits tournent principalement autour des cadences, de la fixation des temps, jugés insuffisants par les ouvriers, et l'exigence du renvoi des chronométreurs. Ils se soldent par des défaites, symptomatiques du rapport de force en vigueur à l'époque : les grévistes sont licenciés tandis que les meneurs sont fichés sur des listes noires. Dans un tel contexte, la politique d'implantation du Parti communiste, entamée à partir de 1925 par le biais des cellules d'entreprise, peine à se développer tandis que les effectifs de la CGTU, tout au long des années 1920, chutent inexorablement (264 085 adhérents en 1934 contre 431 000 en 1926).

La contre-offensive ouvrière

On peut dire que la conflictualité sociale touche le fond en France dans les années 1932-1933. Aux facteurs liés à la répression patronale, s'ajoutent les effets dévastateurs de la crise dite de 1929 qui commence à toucher significativement la France en 1931 et en 1932 : la production industrielle chute d'environ 30 % entre 1929 et 1932. La pression interne

(4) Voir notamment le chapitre « *Les grèves de juin 1936 revisitées* », Seuil, coll. L'univers historique, 2006.
(5) Voir le livre fondamental d'Aimée Moutet consacré à la rationalisation dans l'industrie française de l'entre-deux-guerres, *Les logiques de l'entreprise*, publié par les éditions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales en 1997.
(6) La première grande grève ouvrière contre les chronométrages eut lieu aux usines Renault dans la région parisienne en 1912.

qui s'exerce dans les usines à l'encontre des ouvriers est renforcée par le poids d'une armée de réserve industrielle sans cesse croissante, qui pèse sur les luttes. Si les chiffres du chômage en France dans les années 1930 n'atteignent pas les sommets américain ou allemand — 900 000 chômeurs au printemps 1936 — , ils sont extrêmement élevés dans les régions industrielles, notamment la région parisienne, frappées de plein fouet par l'effondrement du commerce mondial et la politique du franc fort menée par le gouvernement de l'époque. L'ensemble du département de la Seine compte, en mars 1936, 33,7 % des chômeurs français recensés et 45,6 % des chômeurs français secourus, alors qu'elle rassemble 13,5 % de la population active (7). En outre, à partir de 1932, le gouvernement dirigé par le parti radical, grand vainqueur des élections législatives de cette année, qui sera au cœur du dispositif politique du Front populaire, se lance dans une politique d'expulsion massive des prolétaires immigrés afin « de protéger la main d'œuvre nationale » tandis que les grandes entreprises automobiles comme Renault ou Citroën tendent à licencier en priorité les ouvriers d'origine étrangère. Pour ceux qui continuent à travailler, l'heure, selon les termes d'Antoine Prost, est à la « *surexploitation systématique, l'intensification des cadences et au renforcement des contraintes disciplinaires* » (8).

Deux facteurs à partir de 1935 vont venir contrarier cette situation peu favorable aux revendications ouvrières. D'une part, un facteur lié à la situation économique qui s'améliore quelque peu à partir de 1935 et surtout un facteur politique qui voit le Parti communiste tourner la page de la politique sectaire, dite *classe contre classe*, assimilant la social-démocratie au fascisme, pour proposer l'unité d'action à cette dernière dans le cadre d'une politique englobant aussi les radicaux et les franges « progressistes » de bourgeoisie, petite ou grande. Ce revirement politique radical, plus dicté par des considérations répondant au souhait de Staline de se rapprocher des démocraties occidentales que par un souci de favoriser les luttes ouvrières, aura pour effet en permettant, en mars 1936, avec la réunification de la CGT, de créer une dynamique politique et sociale incontestable en faveur des luttes.

Ce contexte plus favorable va permettre à certaines fractions de la classe ouvrière de reprendre l'offensive et d'une manière qui va surprendre complètement les appareils politiques et syndicaux. C'est en effet une vague de luttes sans précédent qui démarre à partir du 10 mai 1936. Cette vague part de la province (Le Havre, Toulouse) et du secteur de pointe de l'industrie aéronautique. Les revendications sont centrées sur la réintégration d'ouvriers licenciés pendant les manifestations du 1er Mai qui, il est bon de la rappeler, à cette époque, n'était pas un jour férié et donnait lieu à des grèves et des manifestations. Cette première vague, victorieuse, s'arrête assez rapidement pour laisser place à une deuxième qui, à partir du 24 mai, va toucher la région parisienne et notamment l'industrie automobile et l'aéronautique. Une troisième vague, après la signature des accords de Matignon le 7 juin, touchera des secteurs comme l'industrie du bâtiment ou le grand commerce de détail et s'étendra à la province où les agitations se poursuivront jusqu'au mois de juillet. Ces trois vagues de luttes se caractérisent par l'innovation des méthodes de combat et notamment l'occupation du lieu de travail. Si des tentatives isolées avaient été faites avant 1936 en vue de lancer des occupations, celles-ci avaient été circonscrites rapidement par la violence de la réaction de l'appareil de l'Etat, qui n'hésitait pas à envoyer les forces de l'ordre afin d'empêcher l'empiétement ouvrier sur le sacro-saint droit de propriété. En mai, juin et juillet 1936, le mouvement est tellement massif, pas loin de deux millions de travailleurs impliqués, 12 000 entreprises concernées, que l'Etat ne peut l'empêcher. Pour arrêter le mouvement et éviter surtout qu'il ne se radicalise, le nouveau gouvernement dirigé par Léon Blum prend l'initiative de convoquer le patronat et les organisations syndicales

(7) Voir *Banlieue rouge 1920-1960*, ouvrage coordonné par Annie Fourcaut, éditions Autrement, 1992.
(8) *Autour du Front populaire, op. cit.*

afin de répondre dans les délais les plus courts aux revendications de la classe ouvrière. Le 7 juin, un accord est trouvé (hausse de salaires de 7 à 15 %, conventions collectives et élections de délégués) tandis que la majorité parlementaire, appuyée également, soit dit en passant, par de grandes fractions de la droite, votent la loi dite des quarante heures instaurant la semaine de quarante heures et deux semaines de congés payés. Aucune de ces mesures ne faisaient partie du programme du Front populaire.

De tous ces événements, une certaine historiographie complaisante a voulu faire une communion festive unissant le peuple d'en bas et ses organisations « légitimes » dans le cadre d'une unité nationale antifasciste reconstituée sur le dos des « deux cents familles » et des monopoles. Si toute une production historique influencée soit par le pivertisme, le trotskysme, voire le gauchisme (9), a bien, et à juste titre, souligné le caractère contre-révolutionnaire du dispositif politique baptisé Front populaire, personne, ou presque, avant Michael Seidman ne s'était intéressé vraiment à ce qui se passait dans les ateliers des usines occupées. Pourtant, le travail de l'historien américain permet de nuancer largement l'image idyllique des occupations d'usine rythmées par les parties de cartes et les bals. Si cette réalité est indéniable et exprime la joie incontestable des ouvriers de la dignité reconquise et de la rupture avec un quotidien marquée par un travail aliénant, certaines réalités, comme les violences commises contre les contremaîtres haïs ou les jaunes, les dégradations de l'outil de travail, notamment dans les usines Renault, permettent aussi de comprendre l'ampleur de la détestation ouvrière à l'égard de la réalité productive de l'époque et surtout pourquoi le mouvement, loin de s'interrompre, comme le voulaient Maurice Thorez et l'appareil dirigeant du Parti « communiste », s'est prolongé, non seulement après les accords de Matignon, mais bien après dans la durée, jusqu'en novembre 1938. Décrivant dans un article de *La Révolution prolétarienne* du 10 juin 1936 l'état d'esprit des ouvriers de l'usine dans laquelle elle travaille, Simone Weil témoigne : « *Ils savent bien qu'en dépit des améliorations conquises le poids de l'oppression sociale, un instant écarté, va retomber sur eux. Ils savent qu'ils vont se retrouver sous une domination dure, sèche et sans égards.* » C'est cette domination qu'une large fraction de la classe ouvrière va s'acharner à combattre dans les ateliers, et ce, dès la rentrée de septembre 1936.

Le pouvoir ouvrier dans les ateliers

Cette résistance ouvrière au retour à la normalité du caporalisme d'usine rythmé par l'accélération des cadences va s'appuyer sur le rapport de force construit par la grève générale par le bas menée lors du printemps et de l'été 1936. Ce rapport de force s'exprime concrètement par un raz de marée d'adhésions à la CGT, dont le nombre d'adhérents passent, en quelques semaines, de 700 000 à quatre millions, et à certaines cellules d'entreprise du PCF. Ainsi, à Renault, les effectifs de la CGT réunifiée passent en quinze jours de 700 à 25 000 dans une entreprise qui comptait à l'époque 32 000 personnes. La cellule du PCF passe, quant à elle, de 120 membres en mai 1936 à 6 000 membres en septembre 1936. En outre, Michael Seidman montre bien que les ouvriers vont pouvoir s'appuyer aussi sur l'institution des délégués d'usine, mis en place grâce aux négociations de Matignon, sur lesquels le patronat pensait pouvoir s'appuyer pour contrer l'influence syndicale. Ceux-ci, au grand dam des chefs d'entreprise, vont devenir, du fait du rapport de force imposé par le radicalisme des salariés, de véritables *shop stewards*. Elus au scrutin secret dans les usines, l'écrasante majorité des délégués proviennent de la CGT et incarnent la figure de l'ouvrier combatif sur lequel les travailleurs peu-

(9) Voir respectivement Daniel Guérin, *Front populaire, révolution manquée*, Julliard, 1963 ; Jacques Danos et Marcel Gibelin, *Juin 36*, Les Bons Caractères, 2006 ; Jean Barrot, Philippe Borczuk et Philippe Riviale, *La légende de la gauche au pouvoir*, Tête de feuilles, 1973.

vent s'appuyer à tout moment, y compris même contre les directions syndicales. Forts de la légitimité que leur confère leur mode d'élection, relativement protégés par la législation sociale, ils deviennent le relais des aspirations ouvrières dans l'usine et même, dans des secteurs comme l'automobile, l'aéronautique ou le bâtiment, l'incarnation du pouvoir ouvrier dans les ateliers et les chantiers. Face en effet à la tentative des directions d'entreprise, relayées par l'armée des contremaîtres, de réaffirmer l'ordre patronal, ils constituent un contre-pouvoir souvent offensif, qui s'exprime le plus souvent par le contrôle sur les embauches et la formation professionnelle, la contestation des chronométrages, le refus de l'élévation des cadences, l'intimidation à l'égard de la maîtrise et l'organisation des débrayages sauvages, qui se multiplient dès la rentrée de 1936 dans certaines usines. Dans son étude sur la rationalisation de l'industrie française pendant l'entre-deux-guerres *(voir la note 5)*, Aimée Moutet fait état de soixante-dix débrayages sauvages aux usines Renault de Billancourt rien que pour la période septembre-octobre 1936.

Il est fréquent aussi que les ouvriers qui contreviennent par des rythmes de travail trop élevés aux cadences préalablement fixées par les délégués soient fermement rappelés à l'ordre. Face à cette montée de ce qu'Antonio Gramsci appelait l'*« insolence ouvrière »*, le patronat, appuyé par le gouvernement et les bureaucraties syndicales, tente de reprendre la main. Pour les entreprises, confrontées au renchérissement de leurs coûts de production provoqué par les hausses de salaire et la diminution du temps de travail, il s'agit en effet de remettre les ouvriers au travail afin d'augmenter les gains de productivité et les profits. Pour le gouvernement, qui tente de faire appel au sentiment patriotique des ouvriers, soucieux de développer la production d'armement face aux menaces de guerre, il s'agit aussi de voir l'ordre et la discipline régner à nouveau dans les ateliers tout en évitant la confrontation directe avec ce qui constitue une grande partie de sa base sociale. Cependant, comme le montre Seidman, dans le secteur de l'armement, et notamment dans l'industrie aéronautique, de plus en plus mobilisée pour l'effort de guerre — dès 1937, le gouvernement dirigé par Blum veut porter la semaine de travail à 45 heures —, qui compte beaucoup d'entreprises nationalisées, le rapport de force en faveur des ouvriers est encore plus favorable.

Quoi qu'il en soit, à partir de septembre 1936 et tout au long des années 37 et 38, la grande question sociale et politique du moment est, comme le résume très bien Antoine Prost : *« Qui commande dans les ateliers ? »* (10) Dans l'entreprise patiente et méthodique de retour à la normale, le patronat peut compter sur la direction de la CGT, incarnée par Léon Jouhaux — lequel déclare le 13 avril 1937 que *« les grèves ne doivent pas être déclenchées à tout propos et à tout moment, faute de quoi les grévistes n'auraient pas droit à la solidarité confédérale »* —, et l'appareil stalinien qui plaide, dans le cadre politique de l'alliance entre la France et l'URSS dirigée contre l'Allemagne, pour une politique ambitieuse de réarmement, laquelle nécessite ordre et discipline. Mais là encore, les réalités de la lutte de classes sont les plus fortes : la « « guérilla » dans les usines pour le contrôle ouvrier des cadences et le maintien du pouvoir politique acquis par les délégués se poursuit. Pire même, le printemps 1938 voit se répéter des mouvements généralisés d'occupation d'usine, surtout dans la région parisienne, dont la motivation principale est la hausse des salaires dans une période où l'inflation est forte.

La défaite ouvrière

A partir de 1938, toutefois, la politique du gouvernement à l'égard de l'insubordination ouvrière se durcit considérablement. D'une part, la crise économique et l'inflation exigent de relancer une production nettement entravée par les agitations et de bloquer les salaires. Dans un contexte où il existe une pénurie de main-d'œuvre liée notamment à

(10) Antoine Prost, *op. cit.*

l'effondrement de la natalité pendant la Première Guerre mondiale, le recours à l'embauche est problématique. Il s'agit donc, en attendant de revenir sur l'acquis des 40 heures, de développer les heures supplémentaires et de recréer un rapport de force favorable à l'Etat et aux patrons, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des usines. Si, à l'intérieur, la stratégie est délicate compte tenu de la mobilisation des ouvriers, elle passe le plus souvent par les tentatives de persuasion avec les appels à la raison lancés par les responsables du syndicat CGT des métaux comme Jean-Pierre Timbaud, voire par le repérage et le licenciement des meneurs ; à l'extérieur, elle se manifeste par l'intervention systématique des forces de l'ordre pour empêcher les occupations d'usine, comme pendant le printemps 1938, et la mobilisation de l'opinion contre les grévistes au nom de la solidarité nationale.

Face à cette offensive politique, la classe ouvrière se trouve désarmée dans la mesure où les travailleurs les plus combatifs ne possèdent pas d'expression politique indépendante pour s'opposer aux partis du Front populaire et au patronat, qui veulent le retour à l'ordre. Ici se manifeste clairement la grande limite du mouvement social de ces années-là : l'absence d'alternative politique crédible dans un contexte où les organisations censées représenter les ouvriers verrouillent parfaitement le processus politique. S'il existe clairement, et c'est le grand mérite du livre de Seidman que de le montrer, un contre-pouvoir latent dans les ateliers et les usines qui entrave puissamment l'accumulation du capital, celui-ci n'arrive pas à dépasser le cadre limité de l'entreprise pour bâtir un véritable double pouvoir susceptible de fournir une alternative crédible à l'échelle de la société entière (11) : *La révolution française*, que croyait entrevoir Léon Trotsky en juin 1936, ne parvient pas à voir le jour et, comme le déclarera, non sans cynisme, Léon Blum lors du procès de Riom en 1942 si *« les ouvriers occupaient les usines, les usines occupaient les ouvriers »*. Et d'une certaine manière, l'on ne peut lui donner tort : quand la lutte de classes atteint dans les usines un tel niveau d'intensité, la solution, qu'elle vienne de la bourgeoisie ou des ouvriers, relève de la souveraineté, donc de la politique, et se situe naturellement hors de l'usine.

Le 30 novembre 1938, le dénouement viendra, mais à l'initiative du gouvernement Daladier mis en place en avril 1938 *« pour remettre la France au travail »*, avec le soutien des parlementaires de la SFIO et du PCF, déterminé à mettre les ouvriers au pas quel qu'en soit le prix, lequel brise la grève générale, appelée par la CGT, destinée à lutter contre les décrets de Paul Reynaud abolissant la semaine de 40 heures et portant la durée hebdomadaire à 48 heures. Cette grève, qui démarre spontanément dans beaucoup d'entreprises, au moins une semaine avant l'appel du syndicat, est la manifestation ultime de la volonté des ouvriers de ne pas voir se rétablir l'ordre d'avant mai 1936 et de préserver le temps libre, le week-end, chèrement acquis (12).

La fonction publique est réquisitionnée ; les gares sont occupées par l'armée ; et les quelques usines occupées, notamment à Billancourt, sont récupérées manu militari après avoir été lockoutées ; des milliers de militants et de grévistes sont licenciés, privant le mouvement ouvrier de ses éléments les plus combatifs. Plus rien ne peut s'opposer désormais à la marche à la guerre (13).

---

(11) Une trentaine d'années plus tard, le même drame se rejouera en Italie, qui vit, à partir de la seconde moitié des années 1960, émerger une puissante vague de contestation ouvrière dans les usines du nord du pays (Turin, Milan, Venise). Cette agitation, qui durera jusqu'en 1980 avec l'échec de l'occupation de l'usine FIAT de Mirafiori, à l'instar de ce qui s'est passé pendant les années 1936-1938 en France, sera incapable de se formaliser en proposant une alternative politique à l'ensemble de la société. Voir sur cette période, *La FIAT aux mains des ouvriers* de Marco Scavino et Diego Giachetti publié en 2005 aux éditions Les Nuits rouges.

(12) Dans le bassin minier du nord de la France, il faudra l'occupation nazie pour rétablir les normes tayloriennes, notamment le système Bedaux, abolies en partie sous la pression des luttes des années 1936-1937-1938.

(13) Sur l'année 1938 en France, voir *La défaite du Front populaire*, de Guy Bourdé, François Maspero, Bibliothèque socialiste, 1977.

Conclusion, discussion

Si le livre de Michael Seidman est un grand livre d'histoire sociale, original et novateur de par les éléments — notamment la question de la résistance ouvrière à la rationalisation — pas ou insuffisamment analysés par l'historiographie traditionnelle (14), il n'en demeure pas moins, toutefois, que certains points avancés semblent discutables, et notamment sa conception de l'histoire du mouvement ouvrier comme lutte pour l'abolition du travail et de *tout* travail : la société idéale se présentant sous la forme d'une automatisation totale de la production permettant l'épanouissement intégral *du droit à la paresse* chère à Paul Lafargue. Influencé par une radicalité théorique, très vivante dans les années post-68, se revendiquant de la tradition du jeune Marx des *Manuscrits de 44* qui considère le travail comme une aliénation, une pure extériorité imposée aux prolétaires par le capital, l'auteur, quelque peu prisonnier de cette vision, semble parfois occulter ou ignorer des éléments qui contredisent sa thèse. Ainsi, ce qu'il assimile souvent à une résistance au travail en soi n'est en fait rien d'autre qu'une lutte contre *une certaine forme déterminée* du procès de travail à l'époque de la soumission réelle du travail au capital — et plus que jamais d'actualité aujourd'hui, en l'occurrence le taylorisme — ou alors une lutte toute simple contre l'exploitation, les ouvriers jugeant que le partage des gains de productivité d'une rationalisation *qu'ils acceptent*, comme cet article le montre dans le cas des ouvriers des usines Ford, sont insuffisants. Il est aussi, bien sûr, lutte contre le salariat, c'est-à-dire lutte contre la nécessité prétendument naturelle de devoir vendre sa force de travail à un autre individu dans le cadre d'un rapport de subordination. Ici encore, il ne s'agit pas de lutte contre le travail pris au sens générique du terme mais de lutter contre une forme **déterminée** de l'activité humaine dans un mode de production **déterminé**.

En ce sens, il est permis de penser, comme Marx le faisait au terme du livre III du *Capital*, que si le salariat est susceptible d'être dépassé, le travail, considéré comme activité ontologique de l'homme condamné à reproduire ces conditions d'existence, est indépassable car il relève de la sphère de la nécessité, et ce, quel que soit le type de société. La sphère de la liberté commençant où s'éteint celle de la nécessité, la tâche des producteurs associés étant donc de réduire cette sphère de l'activité humaine à un minimum afin que s'épanouisse pleinement la liberté des hommes. Et comme l'écrit Marx : *« La réduction de la journée de travail est la condition de cette libération »* (15).

Michel Gandilhon

(14) Comme le reconnaît honnêtement Antoine Prost, dans *Autour du Front populaire* : *« En attirant l'attention des historiens, les grandes grèves de mai-juin 1936 ont quelque peu repoussé dans l'ombre les conflits ultérieurs. La période du Front populaire se caractérise pourtant davantage, à notre sens, par cette guérilla sociale chaque jour renaissante que par la grande et somme toute pacifique flambée de ses débuts. »*

(15) *Le Capital*, livres II et III, Gallimard, coll. Folio, 2008.

Micheline Charpentier-Morize (directeur de recherches honoraire au CNRS) : Le cercle "officieux" des chimistes communistes (1950-1960)

Staline en train de réfléchir...

Chimie prolétarienne contre chimie bourgeoise ?

JE voudrais ici rapporter l'expérience singulière et paradoxale dont je fus le témoin dans le débat "science bourgeoise-science prolétarienne" (1), débat organisé en France, au tout début des années cinquante, par le Parti communiste français. En URSS, dans le domaine de la chimie, seules furent vouées aux gémonies de récentes et fructueuses avancées anglo-saxonnes concernant le problème de la nature des liaisons chimique, et, partant, celui de la structure des composés organiques.

En 1924, Louis de Bröglie, grâce à la mécanique quantique, avait montré que l'électron est à la fois onde et particule. Or la nature des liaisons chimiques est intrinsèquement liée aux propriétés des électrons. La découverte de Louis de Bröglie permit ainsi l'avènement d'une nouvelle conception de la "chimie organique électronique", illustrée notamment par les chercheurs anglo-saxons Linus Pauling et C. K. Ingold. En France, à l'initiative d'une poignée de jeunes chimistes communistes, et de leur "patronne", **Bianca Tchoubar (1910-1990)**, ces théories modernes furent non seulement reconnues valables, mais aussi diffusées. Ce témoignage s'appuie sur des documents d'archives rassemblés par **Isabelle Gouamé** dans le cadre de la thèse qu'elle prépare sur les scientifiques et le Parti communiste français.

Le cercle officiel des chimistes communistes français

Dans le contexte de la guerre froide, le concept des "deux sciences" se généralise et s'impose en URSS. La science prolétarienne s'appuyant sur le matérialisme dialectique est posée comme étant en totale opposition à la science bourgeoise pratiquée dans les pays occidentaux (2). D'après G. Bras (3), *"ce couple évoque immédiatement ce qui semble bien être (...) l'un des avatars les plus ridicules du matérialisme dialectique"*.

En France, au début des annéees cinquante, cette définition des deux sciences défendue par le Parti communiste s'inscrit dans un climat idéologique d'une rare violence, culpabilisant les intellectuels face au monde ouvrier (4). La

(1) Le concept de science prolétarienne, formulé dès le début des années 1920, fut "oublié" pendant la Grande Guerre patriotique.
(2) Pour une vue d'ensemble sur ce débat, consultez Nicolai Krementsov, *Stalinist Science*, Princeton University Press, 1997. Voir également Dominique Lecourt, *Lyssenko. Histoire réelle d'une science prolétarienne*, François Maspero, 1976.
(3) G. Bras, *Science bourgeoise/science prolétarienne*, Paris, PUF, 1999, p. 1043.
(4) Voir notamment Laurent Casanova, *Le Parti communiste, les intellectuels et la Nation*, Editions sociales, Paris, 1951, et Jean T. Desanti, *Une pensée captive*. Textes publiés dans la *Nouvelle Critique* (1948-1952).

bataille des deux sciences est inscrite au programme de la "Section idéologique du comité central" : la fédération de la Seine du Parti met sur pied les "Cercles idéologiques". Ils doivent rassembler les scientifiques communistes en fonction de leur spécialité. C'est ainsi que le "Cercle idéologique des chimistes communistes" voit le jour, mais il peine à recruter des militants. Il compte tout au plus une vingtaine de membres, dont la très grande majorité ne sont pas des chimistes organiciens (5).

Chimie prolétarienne contre chimie bourgeoise ?

En URSS, seul un domaine très restreint de la chimie avait reçu le qualificatif de science bourgeoise. Etaient mis en cause les travaux théoriques et fondamentaux de deux physicochimistes occidentaux, l'Américain Linus Pauling (1901-1994) (6) et le Britannique C. K. Ingold (1893-1970). Au cours des années trente, ces deux scientifiques, s'appuyant sur les toutes nouvelles avancées de la mécanique quantique, avaient apporté des contributions que l'on peut qualifier de "révolutionnaires" au problème de la structure des liaisons chimiques, et, partant, celle des composés organiques.

Dans le débat soviétique, ces théories sont dénoncées en termes injurieux : *"Conceptions perverses* (qui) *mènent à des conclusions absurdes et à la faillite scientifique"*, elles sont *"vicieuses, nuisibles, idéalistes, stériles"* (7). Les chimistes staliniens prétendent que Pauling et Ingold attribuent deux ou plusieurs formules à un même composé. Effectivement, ces deux chimistes écrivaient bien deux ou plusieurs formules pour un même composé, mais il était clair que, pour eux, la structure réelle se situait entre ces formes dites "limites". L'annexe à la fin de cet article donne un exemple concret de l'objet du débat.

Il faut noter que, contrairement aux débats en biologie (affaire Lyssenko) (8), ceux des chimistes soviétiques sont d'ordre purement théoriques, presque philosophiques, et n'ont aucune retombée concrète immédiate. Le chef de file des chimistes staliniens est Chelintsev (9), chimiste très médiocre, mais soutenu par le Parti communiste de l'URSS. Au cours du débat soviétique, la féroce dénonciation des thèses anglo-saxonnes *"impérialistes"* s'assortit de grands éloges pour le chimiste russe Boutlerov. Celui-ci, à la fin du XIX^{e} siècle, avait émis une conception de la structure des composés organiques, théorie effectivement novatrice pour l'époque, mais souvent passée sous silence dans le monde occidental.

La communauté des chimistes français face aux nouvelles théories anglosaxonnes

En France, au début des années 1950, la chimie organique connaît un fort retard : amas de réactions sans liens logiques apparents (10). Les avancées théoriques anglo-saxonnes sont largement ignorées. A ma connaissance, dans le domaine universitaire, un seul professeur de chimie organique, Max Mousseron, à Montpelier, avait, dès l'avant-guerre, saisi l'importance de ces nouvelles théories. En 1951, ce dernier, à l'aide la Fondation Rockefeller, organise dans son université un colloque international sur la "Réactivité en chimie organique" : les discussions qui s'y déroulent montrent l'hostilité aux nouvelles théories

(5) Archives d'Annie Kriegel et de Jean Suret Canale, archives départementales de Bobigny.
(6) Pour ses travaux, Linus Pauling reçut, en 1954, le prix Nobel de chimie.
(7) Qualificatifs cités par L. Moyr Hunsbegeer, *Journal of Chemical Education*, 1954, p. 504.
(8) Dominique Lecourt, *L'affaire Lyssenko. Le "Professeur aux pieds nus"*. Agence Science Press, Québec, 2004.
(9) Des chercheurs américains ont étudié en détail le débat des chimistes soviétiques, notamment Loren R. Graham, *Science and Philosophy in Structural Chemistry*, chapitre VI, *"The Soviet Union"*, pp. 297 à 537, Allen Lane, ISBN 0 7139 06286.
(10) Pour plus de détails, consulter M. Charpentier-Morize, *Jean Perrin, savant et homme politique*, Belin, 1997, Paris.

partagée par la très large majorité des chimistes organiciens français présents (11).

En 1950, à Paris, il existe bien deux petits groupes de chimistes théoriciens, isolés sous la houlette d'Albert Pullmann (12) et de Raymond Daudel. Ce dernier est un élève de Louis de Bröglie, dont les travaux sont à la base des nouvelles théories en chimie organique. Le CNRS dont ils dépendent les catalogue, eux et leurs élèves, comme mathématiciens, non de chimistes ! A leur initiative, en 1949, ils organisent avec l'aide de la Fondation Rockefeller, un "Colloque international de la liaison chimique" à Paris, mais, hélas ! seule la valeur relative des différentes méthodes mathématiques impliquées est discutée (13). La collaboration entre chimistes théoriciens et expérimentaux n'existe pas (14). Enfin, la communauté des chimistes organiciens français est foncièrement conservatrice : seuls, en 1950, quelques jeunes se disent proches de la gauche. De plus, le corps professoral, surtout, est fort chauvin (15). Ainsi, on peut lire dans un rapport à la commission de chimie organique du CNRS, rapport concernant un jeune chercheur partisan des nouvelles théories, Paul Rumpf, signé par un professeur influent de la Sorbonne : *"N'a, pour ainsi dire, rien fait cette année... Il propage des théories étrangères"* (16).

Il faut toutefois noter que ce mépris de "la chimie organique électronique" était moins courant parmi la communauté des chimistes minéralistes, notamment dans le domaine des complexes organométalliques. Ainsi, François Galais et P. Pascal avaient, dès l'avant-guerre, adopté cette nouvelle conception de la chimie. Mais étonnamment, le cours à la Sorbonne de P. Pascal prenant en compte cette nouvelle approche n'avait lieu qu'un an sur deux !

Histoire singulière de mon laboratoire et de sa "patronne", Bianca Tchoubar (1910-1990)

En 1950, le petit laboratoire de chimie de l'Institut Fournier, auquel j'appartiens, est composé de tout jeunes chercheurs dirigés par Bianca Tchoubar. Ce laboratoire, tout à fait marginal, est issu de l'éclatement de celui du professeur de pharmacologie de la Faculté de médecine de Paris, Marc Tiffeneau, décédé en 1945.

Marc Tiffeneau, au début des annéees 1920, était l'un des chimistes organaniciens les plus connus dans le monde (17), mais, rebuté par le puissant "lobby" des chimistes universitaires français (18), il s'était tourné vers la pharmacologie. Son laboratoire comportait deux sections complémentaires, l'une de chimie chargée de préparer de nouvelles molécules susceptibles d'être biologiquement actives, celle de physiologie devant les tester. En ce qui concerne la section de chimie, son passé de chimiste conduisait Marc Tiffeneau à encourager des recherches fondamentales dans cette discipline. Avant la Seconde Guerre mondiale, il avait recruté une brillante élève, Jeanne Lévy (1897-1993), transfuge elle aussi de la chimie organique, domaine dans lequel elle avait soutenu une thèse à la fin des années 1920. Jeanne Lévy, en 1934, ob-

(11) Colloque international de chimie organique. Bulletin de la Société chimique de France, 1951, C 1, pp. 1 à 151.
(12) A. et B. Pullman, *Les théories électroniques de la chimie organique*, Paris, éditions Masson, 1952.
(13) *"Colloque international de la liaison chimique", Journal de chimie physique* (46), 1949.
(14) Une seule exception, la collaboration entre Daudel et Buu-Hoi : l'étude des facteurs cancérigènes de certains composés. Interview de R. Daudel par M. Charpentier-Morize, Archives du CNRS.
(15) Au début des années 1930, lors d'une réunion de la Société chimique de France, Marc Tiffeneau, chimiste confirmé, professeur de pharmacologie, cite la grande revue allemande *Berichte* et est interpellé par le président de séance : *"Les Berichte ! Qu'est-ce que c'est que ça ? C'est en allemand ! Si vous parlez de publications étrangères, maintenant !"* Interview d'Ernest Kahane par M. Charpentier et J.-F. Picard, Archives du CNRS.
(16) Dossier personnel de Paul Rumpf, chercheur au CNRS, Archives du CNRS.
(17) A plusieurs reprises, Marc Tiffeneau participa aux conseils Solvay de chimie, à Bruxelles. Ces conseils étaient les premiers congrès internationaux de chimie organique. Les participants étaient choisis parmi les plus connus des chimistes de l'époque prônant les conceptions novatrices de l'époque.
(18) Voir référence 10.

tient l'agrégation de médecine. C'est la première femme à acquérir ce titre, puis, en 1959, à devenir titulaire d'une chaire à la Faculté de médecine de Paris, celle de professeur de pharmacologie.

A la mort de Marc Tiffennau, Jeanne Lévy se voit dans l'obligation d'émigrer vers d'autres locaux. Pendant la guerre, d'ascendance juive, elle avait dû se cacher. Devenue résistante, elle avait adhéré au Parti communiste. A la Libération, elle devient conseillière du ministre communiste de la Santé. En 1946, ce dernier lui offre la direction du laboratoire de contrôle des médicaments antivénériens abrité dans de vastes locaux occupant tout un étage de l'Institut Fournier au 25, boulevard Saint-Jacques. A l'image de son maître, elle crée, aux côtés du laboratoire du ministère de la Santé, deux sections de recherches : l'une de chimie, l'autre de physiologie. Elle recrute rapidement, au sein du jeune CNRS, techniciens et chercheurs, avec une certaine préférence pour des jeunes et des femmes, assez souvent communistes. Pour ma part, je fus, probablement, engagée en fonction de ces deux critères.

La section de chimie du laboratoire de J. Lévy, comme au temps de Marc Tiffenneau, est dirigée par Bianca Tchoubar, fille d'émigrés russes. Son père, avocat d'obédience menchevique, avait dû s'expatrier avec sa famille, d'abord à Constantinople, puis à Paris. Décédé au début des années trente, il laisse, sans ressources, sa femme et ses deux enfants. Pour survivre, la mère de Bianca Tchoubar accepte n'importe quel travail, par exemple la charge du vestiaire d'un théâtre. Bianca et son frère fréquentent le lycée russe de Paris créé pour les enfants d'émigrés politiques. Jusqu'à sa mort, Bianca Tchoubar ne pourra se débarrasser d'un fort accent russe. En 1950, âgée de 38 ans, enthousiasmée par les victoires de l'Armée rouge et les sacrifices du peuple soviétique, elle voue une admiration sans bornes à Staline, le chef des armées.

En 1947, encouragée par Jeanne Lévy, elle avait soutenu une thèse de chimie organique fondamentale dans laquelle, pour expliquer certains de ses résultats, elle s'était appuyée sur les nouvelles théories anglo-saxonnes. Sa soutenance, face aux deux principaux professeurs de chimie organique de la Sorbonne, fut houleuse, car elle heurtait leur académisme.

En 1948, dans cette petite équipe de chimistes organiciens, je suis la seule Française de naissance (19). Y travaillent un ingénieur hongrois, Zoltan Welvart, une technicienne supérieure suédoise, Marianne Kopp, un chercheur anglais, Hugh Feikin, sa femme, chercheuse, Irène Elphimoff-Feikin, comme Bianca Tchoubar fille d'émigrés russes, et Henriette Laramona, fille d'émigrés espagnols. Bianca Tchoubar dirige donc, seulement, six personnes, âgées de moins de trente ans et majoritairements communistes. Elle ne peut s'afficher comme membre du Parti communiste français, car détentrice du passeport Nansen, elle risque l'expulsion.

Dans la bibliothèque du laboratoire, figurent en bonne place les livres de Pauling et d'Ingold, publiés à la fin des années quarante (20). A leurs côtés se trouvent également les revues anglaises et américaines récentes auxquelles Hugh Feikin est abonné.

La naissance du cercle "officieux" des chimistes communistes. Le rôle de Bianca Tchoubar

Lorsque éclate le débat soviétique des deux sciences en chimie, Bianca Tchoubar est tiraillée entre son "chauvinisme stalinien" et son admiration pour les théories modernes de la chimie organique, notamment celle de la structure des composés organiques, théories dénoncées férocement en URSS dans le débat "science bourgeoise-science prolétarienne" (voir plus haut). Elle réagira de deux manières.

(19) En 1951, une jeune Française de 20 ans, Michèle Verrier, nous rejoint : elle n'est pas communiste, mais non hostile.

(20) Linus Pauling, *La nature de la liaison chimique et la structure des molécules et des cristaux*, Paris, 1949, et C. K. Ingold, *Les réactions en chimie organique*, Paris, 1948.

Elle participe à la revue communiste *Questions scientifiques* (éditée par la *Nouvelle Critique* et dédiée à la chimie) (21), mais, fait significatif, Bianca Tchoubar ne traduit pas les articles les plus injurieux, notamment celui du chimiste Chelitsev. Celui-ci, soutenu par le Parti communiste de l'URSS, défend une théorie personnelle et farfelue de la structure des composés organiques et couvre d'injures les *"paulingistes-ingoldistes"* (22). Curieusement, la revue communiste se clôture par un article d'Alexander Nesméianov, le président de l'Académie soviétique des sciences chimiques, dont le texte, émaillé des sempiternels éloges à Staline, ne souffle mot du féroce débat en URSS et dénonce seulement l'absence de contacts entre chercheurs soviétiques et étrangers.

Parallèlement à son obédience soviétique de façade, Bianca Tchoubar organise un "Cercle officicieux des chimistes communistes". De fait, ce cercle "clandestin" n'a pas de nom. Dans la bibliothèque du laboratoire de Jeanne Lévy se réunissent tous les samedis matin une dizaine de tout jeunes chimistes : Bianca Tchoubar, ses élèves communistes, le communiste Jean Jacques (1917-2001) et le "sympathisant" Paul Rumpf (1907-?).

Dans ces réunions du samedi, les discussions portent avant tout sur les parades à mener face à la désinformation soviétique. Après de nombreux échanges, deux décisions sont prises : seul Jean Jacques maintiendra un lien "symbolique" avec le Cercle officiel du parti et il fera paraître un article élogieux sur Boutlerov dans le *Bulletin de la société chimique* (23). Paul Rumpf, lui, écrira deux articles traitant le sujet même du débat, à paraître dans la revue *La Pensée* (24). Cette revue proche du Parti communiste est dirigée par Georges Cogniot, agrégé de philosophie, membre du bureau politique du PCF.

Comme Nesmeianov au cours du débat soviétique, Paul Rumpf émaille ses articles de louanges envers Staline ; mais, conjointement, il parvient à vulgariser et à défendre brillamment les théories modernes de la structure en chimie organique. Pour ce faire, il a recours à un "tour de passe-passe" : il condamne la représentation graphique de Pauling utilisant une double flèche entre deux formules pour certaines molécules, comme le benzène, et propose une seule formule dessinée avec des pointillés pour décrire la complète identité des deuxièmes liens *(voir annexe)*.

Pour bien suivre les raisonnements de Paul Rumpf, un minimum de culture scientifique est nécessaire. Cette culture, Georges Cogniot, agrégé de philosophie, ne la possède vraisemblablement pas. Pour son compte, Victor Leduc, responsable de la "section idéologique" dépendant du comité central, agrégé de philosophie lui aussi, avouera dans son livre autobiographique n'avoir pas compris l'enjeu du débat des chimistes communistes (25). Ainsi, la véritable teneur des articles de Paul Rumpf put échapper à la censure politique de la direction de la revue *La Pensée* !

Contact "clandestin" entre B. Tchoubar et A. Nesmeianov ?

Un fait conforte l'hypothèse d'un rôle souterrain joué, dans notre débat "clandestin", par le président de l'Académie des sciences chimiques, A. Nesmeianov : sa visite à l'Institut Fournier en 1954. A cette date, Staline est mort, Nesmeianov a donc eu la permission de voyager hors de l'URSS.

Qui est Alexander Nesmeianov ? Avant-guerre, il est déjà un chimiste in-

(21) *Questions scientifiques*. Œuvre collective, tome III, *"Chimie"*, Les Editions de la *Nouvelle Critique*, Paris, 1953.
(22) Terme "intronisé" par Chelintsev.
(23) Jean Jacques, *Bulletin de la société chimique de France*, *"Boutlerov, Cooper et la Société chimique de Paris"*, 1953. *"Article contribuant à l'histoire de la structure des composés organiques à la fin du XIX^e siècle"*.
(24) Paul Rumpf, *"L'évotution des idées sur la structure de la matière et sur la signification des formules de la chimie organique au XIX^e siècle"*, *La Pensée*, n° 41, mars-avril 1952, et Paul Rumf, *"La structure de la matière et la signification des formules chimques au XX^e siècle"*, *La Pensée*, n° 42, mai-juin 1952.
(25) Victor Leduc, *"Les tribulations d'un idéologue"*, 1986, Edition Syros.

ternationalement connu, il travaille dans le domaine des complexes organométalliques. Pour ses recherches, il se sert, comme L. Pauling, des nouvelles données de la mécanique quantique. Au cours du débat soviétique, il est parfois malade, et donc ne participe pas, ou alors il ne prend pas parti, sauf envers Staline, qu'il couvre de fervents éloges. Dès la mort de Staline, il écrit un réquisitoire implacable contre Chelitsev (26).

Pourquoi cette longue visite à Bianca Tchoubar et à sa toute petite équipe lors de son tout premier voyage en France ? Je me souviens parfaitement de cette visite marquée par un épisode cocasse : Bianca Tchoubar à genoux, frottant le pantalon de Nesmeyanov sur lequel elle avait renversé un verre de vin ! Mais que se sont-ils dit ? Quelle a été la pression exercée par Nesmeyanov sur Bianca Tchoubar ? Il n'y a pas de réponse.

Une chose est certaine : le lien entre ces deux personnes était fort. C'est, du reste, vers Bianca Tchoubar et ses élèves que, lors du congrès international de Chimie de Zurich (1955), Nesmeianov se tourne pour relire, avec lui, la conférence plénière de la délégation soviétique qu'il tient à prononcer en français (27).

Le sort du "cercle officiel des chimistes communistes"

Avec la parution des articles de Paul Rumpf, le "cercle officieux" a donc définitivement gagné la bataille idéologique. Le "cercle officiel" s'effiloche petit à petit. En 1959, lors de la dernière réunion connue, trente militants sont convoqués. Seuls dix se présentent. Le compte rendu mentionne :

"*Dans l'ensemble, il y a peu d'enthousiasme pour avoir une activité idéologique ; les uns considèrent que ce n'est pas utile. Et, ici, se rattache l'idée que le matérialisme dialectique ne sert pas à grand chose en chimie (nous avons constaté cela avec les physiciens), les autres n'ont pas confiance dans leur possibilité*" (28).

La "prise de pouvoir", au sein de la commission de chimie organique du CNRS par les "chimistes organiciens électronistes" (29)

Encouragés par leur victoire dans la bataille idéologique, "les chimistes de l'Institut Fournier" veulent aller plus loin : infiltrer la commission de chimie organique du CNRS et tenir tête aux mandarins ignorant la chimie organique moderne. A cette époque, les commissions du CNRS contrôlaient les crédits alloués aux équipes de recherche, décidaient du recrutement et de l'avancement des chercheurs.

Statutairement, la majorité des membres d'une commission étaient élus. L'orientation scientifique d'une commission se trouvait donc, le plus souvent, déterminée par le résultat du vote. Le corps électoral était composé de deux collèges A et B. Le collège B devait, lui, élire quatre jeunes chercheurs, attachés, chargés de recherche du CNRS et aussi assistants des facultés (30).

Le projet "d'infiltration", requérait deux conditions : le choix de quatre candidats et la possession de la liste du corps électoral du collège B en chimie organique.

Les élections devaient se tenir en 1957. A cette date, le jeune Guy Ouris-

(26) Au sujet de A. Nesmeyanov, voir les références américaines citées plus haut concernant le débat soviétique.
(27) Difficulté pour nous de comprendre le terme de "mimicrie" utilisé par lui : enfin, nous comprenons qu'il s'agissait de mimétisme. Pour cette aide, Nesmeyanov remit à Michèle Verrier et à moi-même, une petite bouteille de parfum, accompagnée d'un peu de caviar et de chocolat.
(28) Voir référence 5.
(29) Il est intéressant de noter que, dans le domaine des complexes organométalliques, des chercheurs français avaient adopté et diffusé la chimie "électronique", notamment P. Pascal, professeur à la Sorbonne (*Traité de chimie minérale*, Masson, Paris, 1949). Mais, curieusement, ce dernier ne professait son cours en Sorbonne qu'une année sur deux !
(30) Grades de la carrière d'un chercheur du CNRS à cette époque : stagiaire, attaché, chargé (collège B), maître, directeur (collège A).

son (1926-2006), "caïman" (31) à l'ENS, revient tout juste des Etats-Unis. Il est atterré. Il écrit en 1958 : *"Il est stupéfiant et démoralisant de comparer les apports scientifiques d'un organicien moyen français de 30 à 40 ans, par exemple, et de son homologue étranger : allemand, anglais et surtout américain. Si nos prédécesseurs pouvaient invoquer des raisons matérielles pour justifier un retard d'ensemble, que quelques exceptions ne compensent pas, il n'en est pas de même pour nous, et d'autres raisons doivent être trouvées, si nous ne voulons pas admettre une infériorité de moyens personnels !"* (32).

En vue de l'élection, Hugh Felkin, le plus âgé des chimistes de l'Institut Fournier, fin connaisseur des théories modernes, prend contact avec Guy Ourisson. Tous deux décident de se présenter à l'élection en s'adjoignant deux jeunes collègues, J.-M. Conia et P. Maître. Ils rédigent une plate-forme électorale dans laquelle ils préconisent la propagation des théories modernes et s'engagent à ne briguer qu'un seul mandat.

Une fois résolu ce premier problème, il restait à se procurer la liste des électeurs. Qu'à cela ne tienne ! Nous, les jeunes femmes chimistes de l'Institut Fournier, contactons le représentant de l'administration du CNRS chargé d'établir les listes électorales. Cet homme, débordé par la tâche qui lui incombe, nous reçoit avec la plus grande bienveillance. Benoîtement, nous lui proposons notre aide. Soulagé, il acquiesce : nous rentrons en possession de cette fameuse et indispensable liste électorale.

Les élections sont, pour nous, un grand succès : nos quatre candidats sont élus haut la main.

A partir de cette date, la bataille pour le renouveau de la chimie organique française est lancée.

Il faut souligner, ici, le rôle déterminant joué, ultérieurement, par Guy Ourisson dans cette bataille. En effet, en 1955, il crée le GECO, "le groupe d'études de chimie organique", qui se réunit une fois l'an en présence d'un chimiste étranger reconnu pour sa modernité et sa notoriété scientifique. Les participants doivent avoir moins de quarante ans et présenter leur candidature au bureau du GECO pour acceptation (33). Je me souviens de l'étonnante réticence de Bianca Tchoubar à cette initiative : peut-être était-ce à cause de son âge, quarante-neuf ans à l'époque.

Pour terminer, il ne faut pas oublier, dans cette querelle des anciens et des modernes, le rôle important que joua, de son côté, Bianca Tchoubar. Elle devient vite connue pour ses interventions, souvent intempestives, lors des diverses réunions de chimistes organiciens. Son livre sur *"Les mécanismes réactionnels en chimie organique"*, paru en 1960 (34), connut un énorme succès ; il fut rapidement diffusé sous le vocable de *"Petit Tchoubar"* (35).

Micheline Charpentier-Morize

(31) Dans le langage normalien, le caïman est un chercheur confirmé, ayant pour tâche la supervision des études de la discipline et l'organisation de séminaires. "Les chimistes de l'Institut Fournier" se rendaient, très régulièrement, aux séminaires organisés par Ourisson.

(32) Archives du GECO, université Louis Pasteur, Strasbourg.

(33) Le bureau du Geco était constitué de Guy Ourisson et de chimistes partageant ses convictions pour le renouveau de la chimie organique en France.

(34) Bianca Tchoubar, *"Les mécanismes réactionnels en chimie organique"*, 1964, Dunod, Paris.

(35) Pour plus de détails sur la détermination de Bianca Tchoubar, voir Micheline Charpentier-Morize, *"Bianca Tchoubar, 1910-1990"*, *L'Actualité chimique*, novembre-décembre 1991.

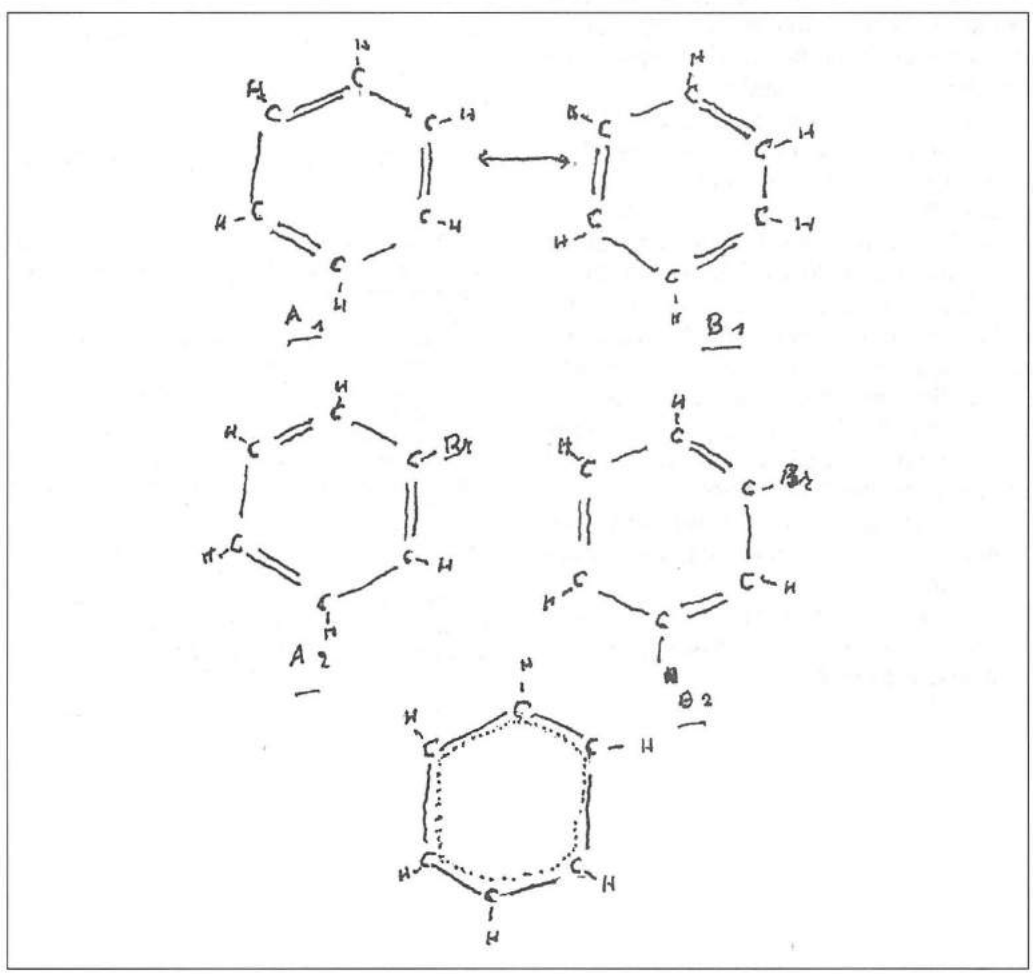
Annexe : l'exemple du benzène

Le benzène, composé organique cyclique est constitué de six atomes de carbone C et de six atomes d'hydrogène H, C6H6. Depuis le milieu du XIX[e] siècle jusqu'au travaux de Pauling, deux formules A1 et B1 sont indifféremment utilisées (un trait représente un lien entre deux atomes, deux traits, un double lien). Seules les positions des doubles liens différencient A1 de B1.

Si l'on remplace deux atomes d'hydrogène voisins par deux atomes de brome (Br), on obtient formellement deux composés distincts, A2 et B2, dont l'existence n'a jamais pu être constatée.

Les travaux de Pauling montrent que la structure du benzène est parfaitement symétrique : la longueur des liens entre les six atomes de carbone est identique, plus petite que celle d'une double liaison ordinaire, mais plus grande que celle d'une simple liaison. Pauling conclut que la structure réelle du benzène est intermédiaire entre les deux formules A1 et B1, lesquelles sont dénommées "formules limites". Pour visualiser cette conclusion, Pauling propose de mettre entre les deux formules une flèche doublement pointée : la "théorie de la résonance" est née. De "mauvaise foi", les chimistes staliniens affirmèrent que, selon Pauling, le benzène avait deux structures différentes.

Pour rendre compte plus aisément de la symétrie du benzène, notre "cercle officieux" se rallie à la représentation graphique C déjà adoptée par certains chimistes anglo-saxons, les pointillés représentant la répartition uniforme du deuxième lien.



Jean-Jacques Marie : Deutscher, un compagnon de route du stalinisme

Comment cela ? Présenter Isaac Deutscher comme un compagnon de route du stalinisme ! Lui, l'auteur d'une biographie lyrique de Trotsky de 2 000 pages ; lui qui écrit dans la préface du premier volume : ***"Depuis près de trente ans, la puissante machine de propagande du stalinisme s'est rageusement appliquée à effacer le nom de Trotsky des annales de la révolution, et quand elle l'y a laissé, c'est comme synonyme d'archi-traître"*****, falsification qu'il dénonce évidemment en restaurant le rôle réel de Trotsky dans la révolution de 1917. N'est-ce pas le signe d'un sectarisme extrême que de porter une telle appréciation sur l'auteur d'une telle somme ? Deutscher s'interroge, dans la préface de sa trilogie, en des termes curieusement moraux :** ***"Dans quelle mesure Trotsky fut-il l'artisan de sa défaite ? Dans quelle mesure fut-il poussé par des circonstances critiques et par sa propre personnalité à frayer la voie à Staline ?"*** **Et il répond :** ***"Trotsky à l'apogée de sa carrière est aussi coupable, aussi innocent, aussi mûr pour l'expiation que le protagoniste d'une tragédie grecque."***
On peut s'interroger : coupable ou innocent de quoi ? Expiation de quoi ? En réalité, ces questions d'apparence morale recouvrent une entreprise politique plus profonde : la justification historique (sous des aspects critiques) de la bureaucratie et du stalinisme. C'est ce que l'article ci-après tente de démontrer.

"Le stalinisme champion et gardien exclusif de l'idéal socialiste" ?

Purifier et remodeler l'œuvre de Staline ?

Deutscher concluait sa biographie de Staline en 1949, publiée en français en 1951, par ces lignes :

"Tel Cromwell, il incarne la continuité de la révolution, à travers toutes ses phases et métamorphoses (...). Comme Napoléon il avait construit son empire, mi-conservateur et mi-révolutionnaire, et porté la révolution au-delà des frontières de son pays. La meilleure part de l'œuvre de Staline durera certainement plus longtemps que lui (...). Afin de sauvegarder cette œuvre pour l'avenir et lui donner toute sa valeur, l'Histoire devra peut-être encore purifier et remodeler l'œuvre de Staline" (1).

Il maintient cette conclusion dans sa nouvelle édition de 1960, quatre ans donc après le rapport de Khrouchtchev au XX[e] Congrès.

Il se situe d'ailleurs dans la continuité de la tentative de Khrouchtchev. Le rapport de ce dernier au XX[e] Congrès (adopté par la totalité du bureau politique) vise très précisément à sauvegarder l'œuvre de Staline en la purifiant et en la remodelant du point de vue des intérêts de la bureaucratie-nomenklatura, en débarrassant le stalinisme de la terreur qu'il a exercé contre la bureaucratie elle-même, ce que le rapport de Khrouchtchev exprimait en affirmant : jusqu'à 1934 (Kirov) tout ce qu'a fait Staline était très bien, c'est après qu'il dérape !

Le sens de cette conclusion est très clair : il faut sauvegarder l'œuvre de Staline et, pour cela, **peut-être** (quelle prudence serpentine !) la purifier et la remodeler. On est là aux antipodes de la perspective définie par Trotsky dans la *Révolution trahie* et dans le *Programme de transition*, c'est-à-dire le renversement de la nouvelle aristocratie privilégiée pour régénérer la propriété d'Etat confisquée et dénaturée par cette dernière.

Deutscher persiste et signe...

Dans *La Russie après Staline*, publié à Londres en 1953, Deutscher prétend découvrir en URSS les perspectives d'une véritable démocratisation politique. Il écrit que *"le régime continuera à fonctionner, soit par instinct de conservation, soit par inertie, selon les lois du système à parti unique* ***et ceci pendant quelques années encore*** (sic !). *Ce fait ne doit pas être un obstacle insurmontable à l'évolution démocratique, à condition que les membres du parti soient autorisés à exprimer leurs opinions sur tous les aspects de la politique. Du reste tous les éléments actifs de la nation, animés d'un sens politique, se*

(1) Isaac Deutscher, *Staline*, pp. 588-589.

trouvent dans les rangs du Parti communiste (...). On assistera à une résurrection des diverses nuances de l'internationalisme et du nationalisme. (...) A partir du moment où le parti au pouvoir commence à discuter de ses affaires, il ne peut monopoliser la liberté de discussion pendant bien longtemps (...). Le Parti communiste seul peut être le centre à partir duquel la liberté d'expression rayonnera vers les autres organismes et s'étendra toujours davantage jusqu'à ce que naisse une démocratie authentique étayée par une civilisation fortement industrialisée et par un système socialiste conforme aux exigences de l'époque. (...) Lorsque le Parti communiste aura recouvré sa propre liberté, il ne pourra faire autrement que de la rendre aux autres" (2).

C'est un vrai conte de fées : *"Le Parti communiste recouvrera sa liberté"* (donc, sera débarrassé de la domination de l'appareil stalinien ?) et la *"rendra"* aux autres (quelle générosité démocratique chez ce parti stalinien régénéré et quelle conception bureaucratique de la démocratie !).

Beria *"porté par la marée de l'enthousiasme populaire"* !

Ce conte de fées trouve sa forme la plus caricaturale lorsqu'il évoque les réformes de Beria. Il fabule : *"Les rouages de l'administration furent révisés et dépouillés de leur rigidité byzantino-totalitaire"* (3). Il invente une *"folle cascade de réformes libérales"* (4) (p. 171). Et il affirme enfin que Beria était invincible *"tant que la nouvelle politique poursuivait sa carrière triomphale, portée par la marée de l'enthousiasme populaire"* (5).

Cet enthousiasme populaire (que l'on ne retrouve même pas, à l'époque, dans les colonnes de *L'Humanité* !) est totalement inventé de A à Z par Isaac Deutscher. Cette invention vise à valider sa vision d'une bureaucratie se réformant avec un tel souci de démocratie qu'elle en venait à se dissoudre elle-même. Les ultra-staliniens, souligne-t-il, liquident Beria grâce aux événements d'Allemagne orientale, c'est-à-dire la grève générale des ouvriers de Berlin-Est, puis des grandes villes, contre le relèvement des normes qui engendrait la baisse des salaires. En un mot, pour Deutscher, ce sont les ouvriers de Berlin-Est qui freinent la libéralisation de la bureaucratie. La bureaucratie est d'ailleurs un mot bien difficile à trouver dans cette *Russie après Staline...*

"En train de guérir la Russie du stalinisme" ?

Dans une réponse aux critiques de son ouvrage parue dans la revue *Esprit* de mars 1954, Isaac Deutscher affirme : *« Je prétends que le progrès urbain et la modernisation sont en train de "guérir" la Russie du stalinisme »* (6). Ce pseudo-marxisme de pacotille qui efface les intérêts et les conflits sociaux pour réduire l'évolution d'une société aux chiffres du PIB débouche sur l'affirmation que le développement de la production industrielle liquiderait le stalinisme : *"Le totalitarisme stalinien,* écrit-il, *et la magie primitive appartiennent essentiellement à une période de transition antérieure ; ils deviennent inutiles* (donc le stalinisme a été utile ?), *anachroniques et injustifiés* (donc il fut un moment justifié ?) *au niveau de forces productives où se trouve actuellement cette société en pleine expansion"* (7). Une expansion qui relève du bluff bureaucratique.

Il doit donc tenter de discréditer l'apport décisif de Trotsky à l'analyse de la bureaucratie et à la définition d'un programme pour aider la classe ouvrière à la renverser. Ainsi, dans sa biographie de Trotsky, évoquant la *Révolution trahie*, il affirme :

"La Révolution trahie *eut une influence étrange qui alla souvent à l'encontre de ses propres intentions pro cap-*

(2) *La Russie après Staline*, p. 159.
(3) *Ibidem*, p. 162.
(4) *Ibidem*, p. 171.
(5) *Ibidem*, p. 166.
(6) *Esprit*, mars 1954, p. 355.
(7) *Ibidem*, p. 356.

tu lectoris (...). La Révolution trahie *devint un slogan sensationnel, mémorable et cependant vide (...)*. La Révolution trahie *devint non seulement la bible des sectes et chapelles trotskystes de fraîche date (sectes et chapelles dont les membres continuaient à marmotter les versets de* La Révolution trahie *longtemps après la mort de Trotsky) mais encore, les effets de ce livre furent plus profondément ressentis par la littérature de désillusion engendrée par les ex-communistes occidentaux au cours des années 1940-1950 et 1950-1960"* (8).

C'est donc en tant que défenseur critique, ou de gauche, du stalinisme que Deutscher aborde sa biographie de Trotsky. C'est pourquoi il tente de gommer, disqualifier son action après son exil d'URSS en 1929 en la présentant la plupart du temps comme dérisoire. Deutscher adopte le point de vue inverse de celui de Trotsky lui-même : pour lui, le Trotsky qui compte, c'est celui de l'organisation d'Octobre 1917, l'homme du train blindé, l'homme de l'Armée rouge, puis celui qui anime héroïquement l'Opposition de gauche en URSS, malgré la défaite finale. Après, de 1929 à sa mort, Trotsky se noie, à l'exception de sa bataille perdue pour le front unique KPD-SPD en Allemagne contre Hitler, il perd son temps dans les querelles subalternes de groupuscules et de sectes trotskystes et la proclamation de la IVe Internationale est un geste absurde et grotesque, une sorte de fantôme du Komintern.

Son énorme trilogie biographique de Trotsky de 2 000 pages est la justification la plus retorse du stalinisme, par la dérision de l'action de Trotsky à dater de 1933.

Le principal reproche qu'il fait à *La Révolution trahie* est que son analyse de la bureaucratie débouche sur l'affirmation que seule une révolution politique peut sauver la propriété d'Etat. Deutscher commente : *"Trotsky ne voyait aucune chance de réformes par le haut."* Or, prétend Deutscher, la bureaucratie (mot qu'il évite d'ailleurs alors soigneusement) a engagé cette réforme : *"Puisque le stalinisme était devenu un anachronisme (...) et qu'une rupture avec lui était devenue pour l'Union soviétique une nécessité historique, le groupe dirigeant dut prendre sur lui-même l'initiative de la rupture. C'est ainsi que, par une ironie de l'Histoire, les épigones de Staline commencèrent la liquidation du stalinisme, se faisant par là même les exécuteurs malgré eux-mêmes de certaines parties du testament politique de Trotsky"* (9). Et il affirme que la principale caractéristique de la première décennie qui suivit la mort de Staline fut d'être une période de réformes par en haut. Elles avorteront toutes !

La création de la IVe Internationale ? *"Une folie"* !

La proclamation de la IVe Internationale est, pour Deutscher, une erreur grave. Evoquant la conférence de proclamation, il cite longuement les déclarations des deux délégués polonais qui, dit-il, *"firent appel à plusieurs reprises à leurs camarades en leur demandant de s'abstenir de faire un geste vide de signification et de s'abstenir de commettre une folie"*. C'est donc une décision absurde et folle.

Et il ajoute : *"Trotsky décidait de fonder la nouvelle Internationale à un moment où, comme les Polonais l'en avaient averti, cet acte ne pouvait avoir aucune espèce d'impact"* (10).

Cette dévalorisation de la IVe Internationale s'insère dans une quasi-négation ou, au moins, une occultation de la lutte des classes internationale.

Ainsi, sur 2 000 pages de sa trilogie, Deutscher consacre **une page un quart** à juin 36 en France, traite la grève générale de juin 36 en trois lignes (11) et ne dit pas un mot sur la grève générale qui soulève la Belgique à la mi-juin. Lui, l'ancien bref trotskyste polonais n'a pas un mot à dire sur les grèves qui secouent la Pologne en 1936. Enfin, il ne dit pas un mot de l'analyse que Trotsky donne du front populaire.

(8) Isaac Deutscher, *Trotsky*, tome 3, *Le prophète hors-la-loi*, pp. 432-433.
(9) *Ibidem*, pp. 420-421.
(10) *Ibidem*, tome 3, pp. 561-563.
(11) *Ibidem*, p. 456.

Sur la révolution espagnole, c'est pire encore, si possible. C'est le silence total. On ne la voit jamais commencer. Rien sur les Asturies, en 1934, pas un mot sur le coup d'Etat franquiste du 18 juillet, sur la réaction ouvrière qui le met en échec et suscite une puissante vague révolutionnaire en Espagne. Rien, pas un mot. Pas un mot non plus sur les journées de mai 1937 à Barcelone. Il évoque juste brièvement l'enlèvement de Nin et la chasse aux poumistes (12). Cela lui évite d'avoir à examiner la politique du stalinisme face à un mouvement révolutionnaire spontané, et cela lui permet de ne pas évoquer, là non plus, l'analyse que donne Trotsky du front populaire espagnol.

Ainsi, Deutscher efface de sa biographie les deux dernières manifestations de la vague révolutionnaire qui a déferlé sur l'Europe à partir de 1917 et dont le reflux organisé par le stalinisme et la social-démocratie a débouché sur la guerre. Il s'agit d'une gigantesque falsification historique et politique.

Ainsi, il dénature l'analyse donnée par Trotsky de la bureaucratie et de la nécessité d'une révolution politique qui la balaye pour défendre la conquête qu'est l'expropriation du capital en URSS menacée de restauration ; il efface son analyse du front populaire comme coalition avec la bourgeoisie ou avec son fantôme pour faire barrage à la révolution montante en France et en Espagne ; il ridiculise sa bataille pour la proclamation de la IVe Internationale ; il schématise (pour le moins !) son analyse de la guerre qui venait et de ses perspectives éventuelles, de la signification du choc entre les "démocraties bourgeoises" assises sur leur empire colonial qu'elles sont décidées à défendre coûte que coûte et le fascisme, la nécessaire défense de l'URSS.

Staline ne pensait pas du tout comme Deutscher que la IVe Internationale était un fantôme dérisoire. Pavel Soudoplatov, jeune cadre de la Sécurité d'Etat, convoqué avec Beria par Staline en 1939 pour préparer l'assassinat de Trotsky, raconte, cinquante ans plus tard, ce que Staline leur a alors déclaré : *"Il faut en finir avec Trotsky dans l'année, avant le début de la guerre qui est inévitable. Si cela n'est pas fait, lorsque les impérialistes attaqueront l'Union soviétique, nous ne pourrons pas nous fier à nos alliés du mouvement communiste international comme l'a montré le précédent espagnol"* (13). Ainsi, c'est l'approche de la guerre imminente dont Staline a peur, après avoir liquidé l'état-major et les trois quarts de l'encadrement de l'Armée rouge saignée à blanc, qui précipite la décision d'assassiner Trotsky. La tâche est urgente, car *"à part Trotsky en personne il n'y a aucune figure politique importante dans le mouvement trotskyste. Si on élimine Trotsky, tout danger disparaîtra"*, la IVe Internationale sera détruite.

Après l'échec de la première tentative d'assassinat du 24 mai 1940, Staline le répétera : *"L'élimination de Trotsky se traduira par l'effondrement total du mouvement et nous n'aurons plus besoin de dépenser de l'argent pour combattre les trotskystes et les empêcher de détruire le Komintern ou de nous détruire"* (14). "Nous", bien entendu, c'est la nomenklatura.

Une *"révolution inachevée"* ?

L'année même de sa mort, Deutscher publie un ouvrage intitulé *La Révolution inachevée*. Le titre est déjà explicite. Il s'oppose directement à l'idée d'une révolution trahie puisqu'il suggère clairement qu'il faudrait continuer et achever l'œuvre entreprise. Mais Deutscher, dès le début, affirme une continuité entre hier et aujourd'hui, non pas dans les formes de propriété, mais dans le Parti communiste de Brejnev lui-même. Il écrit : *"S'agit-il vraiment encore du même Parti ? Peut-on vraiment parler d'une authentique continuité révolutionnaire ? Les idéologues du pouvoir soviétique proclament que la continuité n'a jamais été rompue. D'autres* (qui donc ? Deutscher ne le précise pas) *disent que seules les apparences de la continuité*

(12) *Ibidem*, pp. 518-519.
(13) Pavel Soudoplatov, *Missions spéciales*, p. 99.
(14) *Ibidem*, 109.

ont été préservées, que seul demeure un masque idéologique qui dissimule des réalités parfaitement étrangères au grand idéal bolchevique de 1917. Mais les choses sont certainement plus complexes et la vérité moins simpliste. Admettons pour un temps (très bref, il faut le dire !) *que cette continuité révolutionnaire ne soit qu'une apparence. Mais alors, pourquoi l'Union soviétique a-t-elle voulu obstinément garder cette trompeuse défroque si elle ne correspond à rien ? Deuxième question : cette défroque, si elle ne correspond à rien, aurait-elle pu faire illusion aussi longtemps ? Lorsque les dirigeants, les uns après les autres, réaffirment leur fidélité à l'idéal et au programme d'Octobre 17, il est peut-être* (peut-être seulement ?) *difficile de prendre leurs déclarations pour argent comptant, mais ce serait bien léger que de considérer qu'elles sont dépourvues de tout fondement"* (15). Donc, il y a continuité politique !

Le stalinisme, *"champion et gardien exclusif de l'idéal socialiste"* ?

On trouve dans sa *Révolution inachevée* une défense biaisée de Staline que Deutscher se permet même de psychanalyser.

Il affirme : *"Le maoïsme et le stalinisme se ressemblent comme deux frères. Ils furent l'un et l'autre des partis uniques, détenteurs du monopole du pouvoir, champions et gardiens exclusifs de l'idéal socialiste* (sic !). *Mais il est vrai que Mao n'ayant jamais connu et expérimenté le multi-partisme, n'ayant pas non plus subi l'influence du marxisme européen, n'eut jamais le même sentiment de culpabilité et la même gêne* (où Deutscher a-t-il vu cette gêne et cette culpabilité ? Dans la terreur de masse, dans les procès de Moscou, dans la chasse internationale aux trotskystes ?) *que Staline à assumer ce rôle difficile"* (16). Pauvre Staline, bien à plaindre...

Dans cet ultime ouvrage, Deutscher utilise le mot bureaucratie pour lequel il éprouvait jusqu'alors une vive réticence, voire répulsion ; il lui préférait le mot "stalinisme", qui, pour Deutscher, se réduisait à une simple idéologie sans contenu social. Mais qu'est-ce que cette bureaucratie ? On n'en sait rien. D'autant moins que Deutscher reprend à son compte les mensonges de cette bureaucratie. Il affirme ainsi : *"La productivité moyenne soviétique est légèrement supérieur à celle de l'Europe occidentale"* (17) (alors qu'en réalité, elle est trois fois inférieure !) Ce mensonge suggère que la bureaucratie, loin de freiner le développement des forces productives, contribue à leur développement !

Enfin, tout va de mieux en mieux sous le ciel de la bureaucratie brejnévienne (Brejnev est au pouvoir depuis trois ans lorsque Deutscher publie son livre). Deutscher affirme en effet : *"La Russie est aujourd'hui un immense vaisseau en train d'accomplir une fantastique croisière"* (18), alors même que la bureaucratie, incapable de nourrir la population de l'URSS, doit acheter des millions de tonnes de céréales à l'Occident.

Deutscher n'évoque jamais l'idée que la bureaucratie puisse tenter, au cours de son évolution, de transformer son contrôle de la propriété d'Etat en propriété privée, et donc de détruire cette propriété d'Etat. La révolution politique ne saurait pour lui être une perspective. D'ailleurs, Deutscher nous le jure : les libertés se portent de mieux en mieux en URSS sous Brejnev : *"La vie politique et spirituelle de l'Union soviétique fut marquée par les grandeurs et les misères de ce demi-siècle* (qu'en termes galants ces choses-là sont dites !). *Comparée au royaume de terreur et d'épouvante qu'elle était il y a encore quinze ans* (Deutscher ne s'en était guère aperçu dans sa biographie de Staline), ***l'Union soviétique est aujourd'hui une terre de liberté*** (souligné par moi). *La nation retrouve peu à peu ses esprits et retrouve l'usage de la parole. Mais le processus est lent*

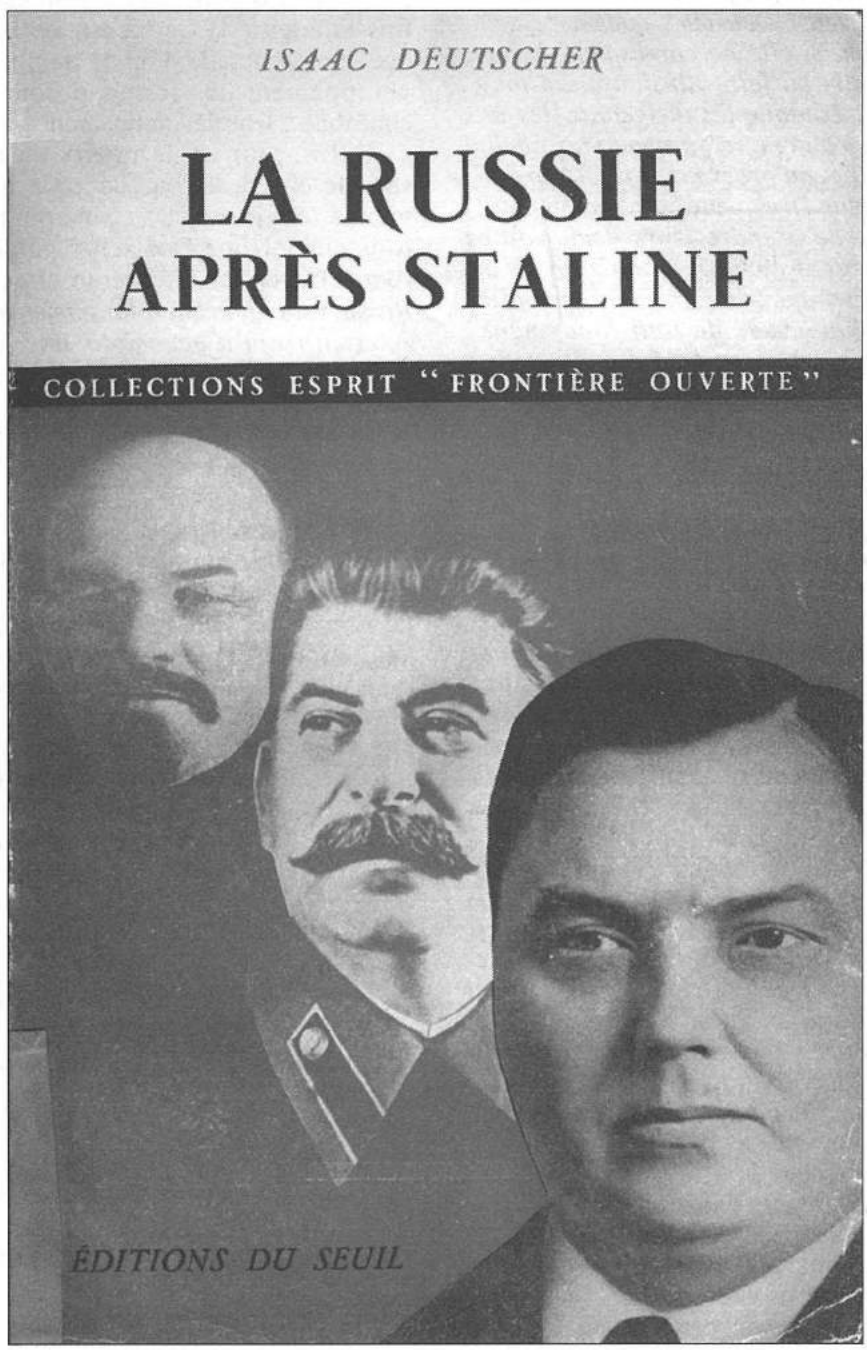
(15) Deutscher, *La Révolution inachevée*, p. 13.
(16) *Ibidem*, pp. 178-179.
(17) *Ibidem*, p. 97.
(18) *Ibidem*, pp. 194-195.

(...). Il n'en reste pas moins que le changement est remarquable et saisissant" (19). Une terre de liberté sous le contrôle du parti unique, du KGB, du syndicat d'Etat officiel... il fallait le faire !

Deutscher est mort trop tôt pour que sa vision progressiste de Brejnev se poursuive et se prolonge en vision idéalisée d'Andropov, puis de Gorbatchev. Mais telle était la logique de sa *Révolution inachevée*. Il n'a pu voir l'histoire fracasser sa vision rose d'un stalinisme se démocratisant jusqu'à se fondre dans une société soviétique au développement économique et culturel permanent. Dommage.

Jean-Jacques Marie

(19) *Ibidem*, pp. 198-199.



Michel Barbe : Commémoration à Marseille du massacre des ouvriers algériens le 17 octobre 1961, à Paris

UFAC

(Union des Universitaires et Cadres Algériens et Franco-Algériens)

COMMÉMORE LE 17 OCT. 1961

CONFÉRENCE & DÉBAT

«HISTOIRE OUBLIÉE DES ALGÉRIENS A PARIS»

AVEC LA PARTICIPATION DE :

Mohamed Arezki AÏT OUAZZOU
(Président de l'Union des Algériens de France et d'Europe(UAFE) ,membre de la Fédération des Algériens de France

Dr. Boudjemâa AÏCHOUR
Directeur du Centre d'Analyse et Prospective à Alger- ancien Ministre.

Michel BARBE
Prof. Agrégé d'Histoire.

SAMEDI 16 OCTOBRE 2010
CRDP - 31 Bd. d'Athènes -13230 Marseille (2 mm de la Gare st.charles) **à 14h00**

INFO : 06 66 53 77 95 - 06 64 64 90 32 **ufac@hotmail.fr**

Contribution à la discussion par Michel Barbe, ancien rappelé six mois en Algérie par le gouvernement socialiste SFIO de Guy Mollet en 1956

ANNONCE de l'émission sur Arte d'un documentaire français de Philip Brooks et Alan Hayling, intitulé : *"17 octobre 1961 : une journée portée disparue"*, diffusé dans "Planète chaude" : *"Le 17 octobre 1961, alors que la guerre d'Algérie dure depuis sept ans, plus de 8 000 policiers sont déployés dans Paris pour réprimer une manifestation pacifique à l'appel du FLN de France. Ses dirigeants veulent protester contre le couvre-feu imposé à tout Français d'origine algérienne onze jours auparavant par le préfet de police de Paris, Maurice Papon. Bravant l'interdiction de sortir, près de 30 000 Algériens se dirigent vers le centre de la capitale."*

∴

L'Union des universitaires et cadres algériens et franco-algériens (UFAC) oganisait samedi 16 octobre 2010 au CRDP (31, boulevard d'Athènes, à Marseille) une conférence-débat intitulée ***"Histoire oubliée des Algériens à Paris"***. J'étais l'invité de l'UFAC pour y prendre la parole comme historien.

Avertissement

Dans le but d'éviter toute répétition et redondance dans nos exposés des faits et de leur signification, les organisateurs algériens et moi-même avions discuté de nos éclairages particuliers de cet événement et de son contexte politique précis. Dans cet esprit, Mohamed Arezki Aït Ouazzou (président de l'Union des Algériens de France et d'Europe, membre de la Fédération des Algériens de France) et le docteur Boudjemâa Aïchour (ancien ministre du gouvernement algérien) rapportaient sur le déroulement factuel des "événements" de la journée du 17 octobre, de sa genèse et de ses conséquences politiques immédiates. Il me revenait de resituer ce massacre dans le contexte de la décolonisation française. Les lecteurs peuvent retrouver sur Internet le dossier complet de cette *journée portée disparue* (titre du film sur France 3 du mardi 2 mars 1993), ainsi que la polémique sur le décompte des morts et disparus que le président de l'Union des Algériens de France et d'Europe développa avant ma contribution de façon très exhaustive.

Avant-propos pour un débat politique

Symbole ? Le calendrier annoncé de la lutte des classes en France appelait ce samedi 16 octobre-là, à la même heure, dans l'unité des syndicats, travailleurs et futurs travailleurs à manifester une fois

de plus pour le retrait pur et simple de la contre-réforme Sarkozy des retraites. De nombreux collègues, amis et camarades invités par moi à ce débat choisirent de participer à la manifestation pour obliger Sarkozy à lâcher prise. Aucune contradiction, évidemment, dans ce choix entre la commémoration de la manifestation des travailleurs algériens du 17 octobre 1961 pour défendre leurs droits et leur dignité contre le couvre-feu raciste de Maurice Papon, et celle, ce 16 octobre 2010, des travailleurs français défendant leurs acquis sociaux arrachés à la même exploitation des travailleurs algériens et français. Près de 150 militants et travailleurs, en majorité Algériens, manifestèrent un vif intérêt au rappel de cette histoire tragique, histoire commune à nos deux peuples, à la classe ouvrière franco-algérienne, histoire qui reste encore à écrire, mais que cette conférence contribue à éclairer et à sortir de l'oubli.

Quelle vérité historique enseigner ?

Précisément, c'est en ma qualité de professeur agrégé d'histoire et géographie, et de ma liberté pédagogique, que mes amis et camarades algériens sollicitèrent ma contribution à la tribune des débats. J'y rappelai que le professeur d'histoire — qui n'est pas "historien", terme réservé aux chercheurs universitaires qui publient le fruit de leurs travaux —, professeur réputé ni juge ni partie, est sélectionné sur la base de connaissances puisées aux résultats de la recherche scientifique et vérifiées par un concours anonyme difficile. Ainsi recruté par l'Etat, qui lui donne son label de garantie, le professeur a pour mission d'enseigner à ses élèves la vérité des faits. Je replaçais donc les faits de ce 17 octobre 1961 dans le contexte de l'histoire du colonialisme français. Ce fut la *guerre d'Algérie* pour la jeunesse française et la *révolution algérienne* pour la jeunesse algérienne. *Guerre* ou *révolution* ? Termes synonymes ? *Opération de simple maintien de l'ordre,* pour l'histoire officielle française, qui a duré sept ans, ou *révolution anticolonialiste d'indépendance* pour le peuple algérien ? La vérité historique ne serait-elle pas la même au nord et au sud des rivages de la même Méditerranée ? Laquelle des deux le professeur doit-il enseigner ? L'histoire officielle de son pays ou celle que lui dicte sa conscience ? Un compromis est-il possible ?

Massacre d'ouvriers algériens à Paris le 17 octobre 1961 et massacre d'ouvriers français au métro Charonne, le 8 février 1962 : même vérité ? Même réalité ?

Ma contribution au débat rappelle la genèse de cette tragique *"journée portée disparue"*, selon les termes d'un documentaire français de Philippe Brooks et Alain Hayling, qui la révélèrent à la télévision après trente-deux ans de silence. Les historiens et les médias amorçaient ainsi l'indispensable "devoir de mémoire". Celui-ci se trouve encore entravé par la volonté du pouvoir d'Etat d'imposer aux enseignants une histoire officielle destinée à glorifier l'œuvre coloniale de la France. Une levée de boucliers s'y opposa et continue de s'y opposer par la profession des historiens et la vigilance de leurs associations. Cependant, l'information, publiée par *Libération* daté du 15 octobre, veille de notre conférence, et lue à la tribune, révélait sous la plume d'une chargée de recherche au CNRS, affectée au Centre d'histoire sociale du XX^{e} siècle — Sylvie Thénault — qu'une *"Fondation pour la mémoire de la guerre d'Algérie célèbre une France des Lumières exportant la civilisation"*. L'article précise que *"Claude Bébéar, ancien P-DG d'Axa, qui commanda des harkis pendant la guerre et défendit leur cause, est pressenti pour en présider le conseil d'administration, au sein duquel doivent siéger des associations mili-*

taires comportant des généraux signataires d'un manifeste justifiant la torture".

Rétablir la vérité des faits pour servir quelle "mémoire", celle des harkis et des pieds-noirs expropriés ou celle des Algériens ? Celle des vaincus ou celle des vainqueurs ? Chaque partie détient ainsi sa part de vérité historique et tente de la faire prévaloir. Est-elle *la* vérité historique ? La mienne s'appuie sur la réalité du contenu de classe des faits. Les Algériens que la police massacra à Paris le 17 octobre 1961 étaient tous des ouvriers des usines de la couronne de Paris. Là est le secret de ce massacre "oublié". Il explique le silence et l'oubli d'un *crime d'Etat* qui fut pure répression de classe. La classe ouvrière exploitée n'est ni "algérienne" ni "française", elle est la machine anonyme à produire la plus-value.

La preuve ? Le massacre d'ouvriers, bien "français" ceux-là, qui manifestaient pour *"la paix en Algérie"* au métro Charonne, le 8 février 1962, par la même police du préfet Papon, sous le même président de la République Charles de Gaulle, le même Michel Debré chef du gouvernement et le même Roger Frey ministre de l'Intérieur. L'indignation fut telle qu'il fut impossible, cette fois-ci, d'empêcher la très large médiatisation de l'événement après le black-out total sur le massacre maintenu dans l'oubli du 17 octobre 1961. Les journalistes purent enfin faire librement leur travail d'information sur la répression organisée contre les Parisiens, cette fraction de la même classe ouvrière française que celle des Algériens massacrés en silence quelques mois auparavant. Des manifestations massives dans la plupart des villes de France le jour des obsèques indiquèrent clairement la volonté du peuple français d'en finir avec cette guerre coloniale qualifiée de simple maintien de l'ordre républicain depuis sept ans !

Il fallait cacher ce secret, car il révèle la vérité de classe toute nue, internationale par nature, de l'exploitation capitaliste. La "vérité" du colon n'est pas celle du colonisé, car elle n'est pas vécue dans les mêmes rapports sociaux. La "neutralité" ne peut donc exister pour celui qui enseigne l'histoire, cette matière subversive par nature, qui est si fortement encadrée par le pouvoir politique dans le carcan de programmes et de manuels qui visent à caporaliser la profession dangereuse des professeurs d'histoire. Dans ce contexte, le choix du préfet Papon dans l'organisation de ces massacres n'est pas accidentel. Comme Hitler, auquel il livra les juifs de Bordeaux en 1942, ce personnage fut le meilleur placé et le mieux formé pour cette triste besogne. La bourgeoisie française depuis Vichy, puis sous la IV[e] République et la V[e], à la fois avec de Gaulle, puis avec Mitterrand, qui le connaissait et l'appréciait de vieille date depuis Vichy, avait besoin de ce tortionnaire au petit pied pour effectuer à Paris la sale besogne. Il avait sévi en Algérie comme préfet régional à Constantine. Il est mort dans son lit le 17 février 2007 avec sa Légion d'honneur, décoré par la classe politique et la bourgeoisie françaises pour bons et loyaux services. Tranquille. C'est la continuité de l'Etat.

J'ai un compte à régler avec l'histoire qui est aussi mon histoire

Ma présence ici comme professeur d'histoire à cette tribune passe pour moi par un règlement de comptes personnel avec la guerre d'Algérie. Un compte à régler ni avec l'Algérie, ni avec le peuple algérien, ni encore moins avec la classe ouvrière et la jeunesse algériennes. J'ai un compte à régler avec les hommes du gouvernement de Paris, qui, en 1956, encore sous la IV[e] République moribonde, m'ont rappelé et envoyé pendant six mois en Algérie pour maintenir l'Algérie française, son statut colonial, c'est-à-dire pour interdire au peuple algérien l'exercice démocratique de son droit à disposer de lui-même tel que l'avait proclamé la Révolution française en 1789. On m'enrôlait de force pour effectuer cette sale besogne. En Kabylie, au col de Tirourda, alors sergent responsable d'une petite unité fixe de transmissions VHF. Je n'y ai participé à aucun massacre,

mais ma place dans le dispositif militaire, celui des transmissions, participait pleinement et silencieusement du massacre général. C'est le gouvernement socialiste SFIO de Guy Mollet, soutenu par le Parti communiste, lequel affirmait combattre non pour l'indépendance de l'Algérie, mais pour *"la paix en Algérie"*, qui effectua cette forfaiture. J'étais livré pieds et poings liés sans défense avec toute ma génération de la jeunesse de France pour défendre les privilèges de la caste du grand colonat et le pillage du pays par le capital international. Ces hommes masqués de "socialisme" et de "communisme" me trompaient. Un mensonge qui a forgé toute ma réflexion politique jusqu'à aujourd'hui. Alors que je recherchais, plus tard, les voies de la révolution comme étudiant à la faculté des lettres de Lyon et l'un des membres de la direction de l'UNEF lettres, je n'ai jamais pu adhérer à un "socialisme" ni à un "communisme" qui envoyait la jeunesse de France combattre la jeunesse algérienne les armes à la main. Voilà pourquoi c'est la voie de la IV[e] Internationale (trotskyste), croisée à Lyon à travers les gaz lacrymogènes des CRS, en m'opposant à eux avec l'UNEF *"pour la paix en Algérie"*, que j'ai choisi mon camp et ma classe en toute connaissance de cause. Il fallait le dire !

Pourquoi cette sauvagerie permanente dans la répression ? Pourquoi ce silence imposé et cet oubli permanent des massacres du colonialisme ? Cachez cette indépendance que je ne saurais voir !

Toute l'histoire de la colonisation de l'Algérie depuis sa conquête par la pure violence militaire en 1830 repose sur l'expulsion du peuple algérien de sa propre terre, systématiquement exproprié par un peuplement de "Blancs" venant de France et de toute l'Europe. Dès 1848, la bourgeoisie au pouvoir, issue de la révolution qui accoucha de la II[e] République, "sociale", celle qui abolit l'esclavage colonial, décréta l'Algérie prolongement du territoire français par la création de trois départements. Plus de colonie, plus de colonialisme ! Des citoyens français à part entière ? Oui pour les colons seuls. A l'ombre du drapeau tricolore s'installa une répression sauvage et sournoise permanente pour imposer à l'indigène le statut de faux citoyen, esclave d'un petit et grand colonat protégé par l'armée.

La peur du sabre et la haine du colon éclatèrent en résistances, révoltes, rébellions et soulèvements réguliers. A celui d'Abder Kader dès la conquête succéda celui de Mokrani, qui enflamma la Kabylie dès mars 1871. Chaque fois pour exiger l'indépendance de leur pays. L'effondrement de l'Empire en 1870 affaiblissant la domination militaire en Algérie transféra sur le terrain l'administration tenue par l'armée à une administration des colons eux-mêmes et le grand colonat installé au pouvoir à Alger. L'Algérie leur appartenait. Elle était devenue leur véritable "patrie", qui imposait sa loi à Paris. Une famine atroce ravagea le pays affamé par le vol des meilleures terres agricoles que la France concédait aux nouveaux colons, espagnols, italiens, français chassés par l'exode rural et la perte de l'Alsace-Lorraine.

Au même moment où la révolution éclatait à Paris avec la Commune, l'insurrection générale, depuis la Kabylie, enflammait la colonie. Le même Thiers qui fit massacrer par les versaillais les ouvriers parisiens en mai 1871 fit massacrer les paysans arabes et berbères par l'armée coloniale et les colons armés par elle.

Le saviez-vous ? Ce secret est encore bien gardé, puisqu'il n'en est fait mention que par la recherche qu'en fit en 2005 Clotilde Chauvin, ici même, au CRDP de Marseille, comme professeur-bibliothécaire-documentaliste. A l'occasion d'une exposition qu'elle réalisa pour honorer le centenaire de la mort de Louise Michel, le 9 janvier 1905 à Mar-

seille. Elle découvrit que Louise Michel avait rencontré dans son exil de Nouvelle-Calédonie des exilés algériens avec leur chef Mokrani, gracié, et leur promit d'organiser une tournée de propagande pour l'indépendance de l'Algérie dès son retour en France.

Ce qu'elle fit pendant les trois derniers mois de sa vie, octobre, novembre et décembre 1904, avant de venir mourir à Marseille. Ce trimestre de combat anticolonialiste de la "Bonne Louise" a été systématiquement occulté par toutes les bibliographies la concernant. Cachez cette indépendance que je ne saurais ni montrer ni voir !

Aujourd'hui seulement le voile du silence et de l'oubli commence à être levé. Silence, on tue ! C'est la loi d'une bourgeoisie française effrayée par les révolutions que sa domination suscita qui maintient l'ordre par le terrorisme de la répression.

Juin 1848 à Paris, mai 1871 à Paris, mars-juillet 1871 en Algérie, 8 mai 1945 à Sétif et Guelma, 17 octobre 1961 à Paris jalonnent ce boulevard des massacres réalisés par l'armée, la police et les colons armés en Algérie.

Ma conclusion

Aujourd'hui, la vérité historique, fruit du journalisme d'investigation et de la recherche scientifique, commence lentement à s'imposer. Mais c'est un combat permanent qu'accompagne l'évolution de la lutte des classes qui la fait avancer ou reculer. Aujourd'hui, il faut faire reculer toute forme d'histoire officielle obligatoire, refabriquée et relookée dans les couloirs des ministères. Elle n'est pas encore systématiquement inscrite dans les programmes et manuels d'histoire, mais le massacre d'octobre 1961 est parfois signalé par quelques éditeurs et équipes d'auteurs de manuels plus courageux.

Cette conférence est un moment de ce combat et je remercie l'UFAC de m'avoir donné la parole pour éclairer du point de vue de l'histoire la marche en avant difficile du peuple algérien pour son indépendance.

Michel Barbe

L. V. Geveling : La formation d'une cleptocratie moderne (ou le développement de la corruption et de la criminalisation dans la société nigérienne)

L. V. Geveling, sociologue et politologue russe, auteur de très nombreux ouvrages et articles en russe, dont la liste tiendrait sur deux pages, présente ici une étude extrêmement détaillée et concrète qui apporte de nombreux éclairages très peu connus sur un aspect de la "mafiosisation" généralisée de l'économie mondiale. Si les *Cahiers du mouvement ouvrier* publient cette étude qui porte sur le Nigeria, c'est certes à cause de son intérêt intrinsèque, mais aussi à cause de sa portée, à notre sens, plus générale. La chute de l'URSS a encouragé et accéléré cette "mafiosisation", mais cette dernière, comme le suggèrent, nous semble-t-il, les éléments fournis par L. V. Geveling, découle de la décomposition de l'économie mondiale, c'est-à-dire du système capitaliste mondial. L'étude de L. V. Geveling a donc certainement une valeur d'exemple. Ajoutons à l'article de L. V. Geveling un petit détail hautement significatif : en mars 2010, Olugesun Aganga a été nommé ministre de l'Economie du nouveau gouvernement du Nigeria mis en place par le président Goodluck Jonathan. Cet Olusegun Aganga n'est pas tout à fait n'importe qui : il a dirigé le service de conseil aux hedge funds de Goldman Sachs International, c'est-à-dire de la principale banque mondiale spécialisée dans la gestion de ces fonds purement spéculatifs. L'auteur du livre *Ma Banque*, Marc Roche, définit ainsi l'activité de Goldman Sachs : *"D'un côté, au service de son client, Goldman Sachs affrète le navire, remplit ses soutes, engage l'équipage, finance le voyage. De l'autre, en pleine mer, ses propres flibustiers attaquent le même bâtiment, le coulent"* (*Ma Banque*, page 172). Voilà qui complète le tableau de ce que L. V. Geveling appelle la "cleptocratie".

"Un système particulier de rapports parasitaires"

AU cours de la seconde moitié du XX[e] et du début du XXI[e] siècle, l'influence du travail clandestin s'est considérablement renforcée. L'économie de l'ombre et la corruption au plus haut niveau ont constitué à la fois des conditions importantes et des "produits" du développement de l'underground. Mais *la corruption s'est développée comme un système de relations sociales destructeur (par rapport aux normes sociales et à la morale dominante existantes sur le territoire), système qui se caractérise par l'utilisation des postes-clés pour en tirer des avantages matériels et-ou immatériels.*

L'Afrique comme laboratoire

Les phénomènes de corruption des rapports sociaux revêtent incontestablement un caractère global, puisqu'ils se sont répandus, d'une manière ou d'une autre, dans tous les pays du monde. Cependant, ils ont pris une ampleur particulièrement inquiétante dans les pays d'Afrique subsaharienne.

Les Etats d'Afrique noire n'ont pas encore totalement digéré l'héritage du colonialisme. Loin de pouvoir résister à la pression des multinationales, ils se sont trouvés affaiblis par une série de crises de toutes sortes, économiques et sociales. Pour reprendre une terminologie léniniste, les pays africains ont joué le rôle de "maillon faible" dans la chaîne d'Etats et de sociétés aux prises avec une bureaucratie corrompue et avec les parrains du monde criminel. Et, de fait, les uns et les autres ont utilisé l'Afrique comme laboratoire pour de nouvelles formes de corruption et de crime organisé.

Le Nigeria est généralement considéré comme l'un des pays africains les plus corrompus et les plus contaminés par la criminalité. Il s'est en effet trouvé durant plusieurs années aux premières places du *Baromètre mondial de la corruption* publié par *Transparency International,* et il se distingue par des indices très élevés pour la criminalité économique et de droit commun.

La plupart des chercheurs pensent que la corruption nigériane provient de ce que les traditions locales entrent en conflit avec les activités d'un Etat moderne (qui contrôle peu son appareil administratif) et avec celles des milieux d'affaires étrangers.

Ce conflit est souvent exacerbé par le système de répartition des richesses au sein de la société, par une occidentalisation et une pseudo-démocratisation trop rapides, par la propension des bureaucrates à se réserver une rente politique et par les incohérences de la législation.

Corruption économique, corruption politique

Durant les 50-60 dernières années, la corruption est devenue la condition nécessaire du développement d'une cleptocratie, qui combine une forme spécifique d'organisation du pouvoir avec un groupe sociopolitique particulier. Les membres de la cleptocratie autorisent de sérieuses violations des normes sociales en utilisant leurs positions de pouvoir (en général au niveau de l'Etat et du gouvernement) pour se constituer rapidement une fortune personnelle et renforcer leurs positions-clés dans la société. En même temps, la cleptocratie cherche à augmenter son patrimoine au moyen de la corruption économique, tandis que la corruption politique est employée par les bureaucrates véreux pour renforcer leurs positions de pouvoir.

Le monopole de la haute bureaucratie sur l'élaboration et l'adoption des décisions, qui matérialise la stratégie et la tactique de l'ingérence de l'Etat dans la vie économique, ainsi que son contrôle sur l'application de ces décisions jouent un rôle essentiel dans la structuration accélérée de la cleptocratie africaine. En tant qu'*incarnation politique et sociale des circuits parallèles de l'étatisme,* la cleptocratie nigériane soumet avec plus ou moins de succès les fonctions économiques de l'Etat à ses intérêts. Il se constitue ainsi un *système quasi étatique de régulation* des marchés et des secteurs de l'économie orientés vers les marchés. Ce n'est pas un hasard si les intérêts des cleptocrates nigérians ont souvent été un facteur d'accélération ou de retard des réformes économiques, s'agissant, par exemple, des changements de cap (libéralisation, démocratisation ou renforcement de la centralisation), des grandes orientations dans les réformes (industrialisation, "révolution verte", développement du secteur pétrolier, etc.) ou de la mise en œuvre du concept de restructuration large de l'économie nationale (programme d'adaptation structurelle [1]). On peut voir une autre empreinte flagrante du système de corruption économique dans l'exercice de la planification du développement national, dans les campagnes de privatisation, de nationalisation, d'africanisation de l'entreprenariat et du management.

Le "parc naturel" de la corruption économique

Le "parc naturel" de la corruption économique, qui a déjà réussi à infiltrer la gestion administrative quotidienne, ce sont les sphères de l'entreprenariat d'Etat, des commandes publiques, ainsi que la politique des concessions, du commerce extérieur et de la fiscalité, et le système d'attribution des licences d'import-export.

L'appropriation et la dilapidation par des fonctionnaires des biens de l'Etat, des partis politiques et des autres organisations sociales représentent des aspects assez répandus de la corruption économique. On peut qualifier de "cleptocratique" cette forme de détournement des fonds publics qui porte sur les particularités qualitatives et quantitatives de l'appropriation illégale des ressources sociales, non pas tant par les fonctionnaires en général que par leurs dirigeants, le groupe des gens qui occupent des "fonctions d'Etat" généralement fixées par la Constitution, par les statuts des partis dirigeants ou par d'autres documents de même type. L'aspect qualitatif du *modus operandi* de ces "leaders" se manifeste dans les crimes économiques contre le pouvoir d'Etat et contre les intérêts des citoyens, et le "service de l'Etat" consiste pour eux à dilapider le trésor public (K. Ankrah). L'aspect quantitatif de cette forme de détournement des fonds publics réside dans l'existence d'une certaine "masse critique" des biens de l'Etat confisqués ou dilapidés, qui distingue les authentiques cleptocrates des vulgaires bureaucrates dilapidateurs. Selon les estimations de D. Giwa et, à sa suite, de

(1) *Structural Adjustment Programme in a Developing Economic. The Case of Nigeria.* Ed. by Adedotun O. Phillips & Eddy C. Ndekwu. Ibadan, NISER, 1987. 299 pages.

Y. Gumau, la valeur minimale de la dilapidation que tout fonctionnaire devait dépasser pour passer au stade de cleptocrate était au Nigeria dans la première moitié des années 1980 d'au moins 10 millions de nairas *(soit 50 000 euros – NdT)*. Dans le Nigeria postcolonial, la valeur absolue des gros dessous de table (de "type cleptocratique") allait, pour chaque bénéficiaire, de quelques dizaines de milliers à quelques millions de dollars.

Des formes de concussion "respectables"

La forme la plus répandue d'exploitation de l'économie de contrats de la part de la bureaucratie corrompue en général et de la cleptocratie en particulier consiste dans les commissions illégales et semi-légales, le paiement de "services de consultation" et de "fonction d'intermédiaire", qui sont des formes de concussion "respectables" (selon les critères du milieu). Selon des évaluations pessimistes, les commissions illégales atteignaient durant la IIe République un tiers de la valeur des contrats, et pas moins de 40 % durant la IVe.

L'évaluation (très approximative) du patrimoine des cleptocrates du gouvernement Abacha peut donner une idée de la corruption dans les années 1990 au Nigeria. La plus grande partie du "butin" revenait, comme on peut s'y attendre, à Abacha lui-même, aux membres de sa famille et à ses proches, qui employaient pour leur enrichissement personnel la technique des achats d'armes fictifs, surévaluaient les contrats publics et faisaient des montages avec de prétendues aides financières à des pays étrangers. Peu après la mort de ce régent, de nombreux chercheurs nigérians et étrangers pensaient qu'Abacha avait déposé plus de 3,6 milliards de dollars dans des banques de Suisse, du Luxembourg et du Lichtenstein. Dès le mois d'août 1998, le journal nigérian *Vanguard* écrivait qu'en cinq années de gouvernement, S. Abacha avait constitué une fortune supérieure à celle de Mobutu Sese Seko en trois décennies de gestion du Zaïre, c'est-à-dire plus de 4 milliards de dollars (2).

A la fin de la première décennie du XXIe siècle, le Nigeria est à nouveau plongé dans les scandales de corruption. Ainsi, le 5 juin 2010, les représentants de l'*Economic and Financial Crimes Commission*, le principal organisme gouvernemental de lutte contre la corruption, ont annoncé qu'ils enquêtaient sur des dessous-de-table qui auraient été versés par Daimler AG et son partenaire nigérian, la compagnie de montage automobile ANAMMCO. Comme on le sait, plusieurs Nigérians ont été condamnés aux Etats-Unis pour cette affaire. En outre, la commission a repris ses enquêtes sur une affaire qui a fait grand bruit, celles des pots-de-vin (de 17,5 millions d'euros) versés par la compagnie Siemens à des Nigérians haut placés (3).

Une période d'épanouissement de la corruption

Les spécificités et les étapes de la formation d'un modèle nigérian de lutte contre la cleptocratie correspondent aux spécificités des différents régimes politiques et gouvernements de ce pays. En particulier, les gouvernements des généraux Aguiyi-Ironsi, Mohammed, Obasanjo (1976-1979) et du groupe dirigeant Buhari-Idiagbon se sont opposés plus ou moins sérieusement à la corruption et au crime organisé. Les administrations de Balewa, Govon, Shonekan, Abubakar et Obasanjo (1999-2007) et du président Umaru Musa Yar'Adua, mort en 2010, ont obtenu dans ce domaine des résultats nettement moins probants. En ce qui concerne les gouvernements Shagari, Babangida et surtout Abacha, on peut considérer les années de leur gestion comme une période d'épanouissement de la corruption.

A la base du système de corruption politique nigérian (et africain en géné-

(2) *Vanguard*, 5 août 1998.
(3) *This Day*, 6 août 2010.

ral), on trouve quatre composantes. La première est l'égocentrisme des hauts bureaucrates corrompus. Elle répond notamment à la volonté de constituer une conscience politique des microgroupes de la cleptocratie, qui prennent généralement la forme de clans ou cliques politiques. L'égocentrisme corrupteur au Nigeria se sert de formes extrêmes de lobbyisme, de clientélisme et de népotisme, et utilise les antagonismes ethniques et religieux, les réseaux occultes, les unions personnelles et les amitiés politiques.

Entourer leur mode de vie et leurs activités du plus grand secret

Etant donné le caractère illégal de la corruption politique, et, en général, l'opposition qu'elle rencontre dans l'opinion publique, les différentes fractions de la cleptocratie nigériane s'efforcent d'entourer leur mode de vie et leurs activités du plus grand secret, ce qui constitue la seconde composante de la corruption et la condition nécessaire du fonctionnement de ce pouvoir politique informel. Le mode d'existence latent de la cleptocratie se maintient en grande partie grâce à l'activité des services secrets qu'elle contrôle et aux centres clandestins de sa direction politique (au Nigeria, ce rôle pouvait être joué par les "arrière-cuisines", par la "Kaduna mafia", etc.).

La diffamation, troisième composante de la corruption politique, intimement liée aux différentes formes d'intimidation, finit par rendre tabous de nombreux domaines de la conduite politique. La conscience politique des citoyens est programmée vers une perception négative de tel ou tel élément du régime politique, de certaines personnalités publiques ainsi que des règles du jeu politique.

C'est précisément pourquoi la diffamation sert souvent de base pour élaborer cette sorte de cuisine électorale qu'emploient généralement les politiciens véreux.

Une diffamation *structurelle*

La cleptocratie nigériane s'appuie essentiellement sur une diffamation *structurelle,* qui engendre une situation où tout le monde est soupçonné de corruption, par la chasse à l'information compromettante (la désinformation), qui reflète en partie l'existence d'une réelle "transgression" dans ses formes politiques modernes. Les instruments de cette diffamation sont les bruits qu'on fait courir par le bouche à oreille ou dans la presse (dans les médias locaux et étrangers), les diverses falsifications, les dénonciations fabriquées, etc.

La diffamation structurelle s'est transformée au Nigeria en diffamation *totale* dans les périodes qui ont précédé les grands changements politiques. Il est de notoriété publique que, au moment de la chute de la I^re^ République, les partis, le gouvernement et les organes législatifs trempaient largement dans les abus de pouvoir et la concussion (O. Arikpo). Au déclin de la II^e^ République, avant les élections générales de 1983, la situation avait tellement empiré que certaines personnalités publiques du pays ont tenté de prouver que *"les politiciens non corrompus n'existaient pas dans la nature"* et qu'il était donc absurde de poursuivre les fonctionnaires pour concussion ou autre délit. Rappelons ici la déclaration simple mais éloquente du "sénateur métallique" J. Mangga, déclaration qui pourrait devenir la devise de la diffamation totale : *"Nous sommes tous corrompus, y compris moi-même"* (4).

Le système de pouvoir des bureaucrates corrompus se développera probablement dans deux directions principales. Il peut les transformer progressivement en l'une ou l'autre variété de ploutocratie bourgeoise, ou bien renforcer les propriétés antisystème de la cleptocratie, ce qui créera les prémisses pour la formation d'un réseau d'institutions politiques particulières. Dans ce dernier cas, la cleptocratie jouera évidemment le rôle d'une "anti-structure politique de la société", dont le noyau serait un hypo-

(4) *New Times*. Lagos, 1983, avril-mai, p. 34.

thétique *anti-Etat*. Le pouvoir du groupe dirigeant dans les conditions de l'anti-Etat (qui étend déjà son ombre sur certains pays d'Afrique) ne possède pas seulement un haut degré d'autonomie. Il s'oppose à tous les autres tenants du pouvoir politique et non politique, présents ou à venir. Il faut considérer ce pouvoir comme une variété particulière de pouvoir social, et non pas véritablement "étatique", comme un pouvoir de classe par sa nature.

Un produit des carences de l'Etat

En tant que véritable "antithèse du progrès social", l'anti-Etat est en quelque sorte un produit des carences de l'Etat. Du fait qu'il sort des limites de la civilisation moderne et se transforme en "institution de la néobarbarie", l'Etat met à nu les traits négatifs qui sont inscrits en lui et qu'ont analysés avec succès les théoriciens de l'anarchisme et du marxisme. Mais à la différence de l'Etat, l'anti-Etat, même au stade embryonnaire, ne porte pas la marque d'un véritable système en formation.

La "marque de naissance" de ce phénomène sociopolitique réside dans une violence hypertrophiée, qui engendre une culture de la terreur et une tendance à la "désétatisation de l'individu", ce qui à son tour entraîne l'élimination négative de la crise de l'étatisme. L'anti-Etat s'accompagne toujours de principes et d'institutions de gestion locale (monopolisation de la fonction de contrôle suprême par l'expropriateur au pouvoir, mode de pensée dynastique, etc.), ainsi que de la criminalisation d'une série d'institutions du système politique.

La variante nigériane de la corruption a engendré une hyperfonction politique de l'argent. L'argent dépensé à des fins politiques constitue l'un des canaux qui relie à la base économique le système des rapports politiques et des institutions ; dans certaines conditions, l'argent peut constituer un chaînon entre les catégories clés du système économique et politique. Dans ces conditions, les partis et certains politiciens ont organisé une véritable "chasse" aux voix des électeurs, dépensant des sommes énormes dans les différentes formes de propagande. Selon certaines évaluations, le coût total de la campagne électorale de 1983 au Nigeria a dépassé 2 milliards de dollars US, ce qui avait alors constitué la campagne la plus onéreuse du monde (5).

Dès le début des années 1980 s'est mis en place un mécanisme original de financement politique, qui constituait un système de revenus et de dépenses pour les différentes personnalités et organismes sociaux. Ce système combinait des sources étatiques et privées de financement, et surtout des méthodes légales et illégales d'utilisation de l'argent dans le jeu politique. Cette hyperfonction politique de l'argent a produit un enrichissement incontrôlé et un accroissement hors normes de la puissance des groupes plouto-cleptocratiques de la société, qui contrôlaient l'activité des principaux partis politiques.

Des phénomènes de fausse intégration

L'argent, qui au Nigeria servait d'instrument de compromis politique, a fait apparaître des phénomènes de fausse intégration ethnique, régionale et parfois nationale au niveau des chaînons supérieurs de la direction du parti gouvernemental, ainsi qu'une tendance à la formation de partis dominants (par exemple, le Parti national du Nigeria dans les années de la II[e] République). Ces processus ont conduit à des impasses du point de vue des perspectives politiques, ils ont révélé la nature antisociale du financement des partis et ont servi maintes fois de prétexte aux militaires pour renverser le régime civil. Ainsi, le "facteur financier", qui a créé et stimulé le développement d'une série de partis politiques au Nigeria, s'est révélé en même temps l'une des causes décisives de leur effondrement rapide et total.

Il est difficile de caractériser la nature sociale de la cleptocratie dans la période

(5) *West Africa*, London, 1984, n° 3468, p. 257.

postcoloniale sur la base de son mode de fonctionnement et de développement, car elle ne s'inscrit totalement ni dans les schémas élitistes du régime social ni dans les modèles de classe de la société. Il est vrai que ce "défaut" de la cleptocratie est amplement compensé par sa capacité de *mimétisme social*, ses qualités de "lycanthropie sociale", car elle possède l'étonnante aptitude à prendre l'apparence de groupes absolument irréprochables de la société. D'où l'on peut supposer que son évolution sociale passe non pas tant par le canal du *pseudomorphisme* (transformation d'une essence sociale dans une autre avec maintien de son aspect initial) que sous le signe de la *convergence*. La convergence de la cleptocratie nigériane s'accompagne d'une labilité extérieure de ses formes sociales et d'une restructuration permanente de l'organisation interne des groupes dans le but de s'adapter aux conditions de la vie changeantes.

Il faut souligner que la cleptocratie se manifeste non seulement par son art d'imiter tel ou tel groupe de la société, mais aussi comme objet capable de manœuvrer librement dans le corps étranger des coordonnées sociales. En outre, dans des conditions particulièrement favorables, la cleptocratie peut utiliser les groupes sociaux étrangers comme refuge temporaire, comme sorte de "porteur social". C'est probablement pourquoi de nombreux chercheurs réservent, "par défaut", à la cleptocratie le rôle de fraction destructive de l'élite ou de strates particulières, "subversives" de la bureaucratie ou de la bourgeoisie bureaucratique. Etant donné que ce problème est analysé par les tenants de différentes approches méthodologiques, écoles et orientations scientifiques, on pourra trouver des traces de la cleptocratie dans la description des groupes sociaux au pouvoir les plus divers. Cela confirme indirectement la polyvalence sociale et la plurifonctionnalité du cleptocrate, forcé d'agir à la fois de manière visible et dans les structures crypto-sociales de la société. Le cleptocrate, en règle générale, est le porteur de deux ou plusieurs types de rapports de production (le "niveau personnel de l'adaptabilité"). Il ne perd pas l'art de se réincarner, même en situation d'interaction conflictuelle de ses différents rôles (de politique, de fonctionnaire, de capitaliste, de chef traditionnel, etc.), ce qui fait que l'on voit apparaître dans la société une foule de personnages "hybrides" qui incarnent avec éclat le processus de conflit et d'enchevêtrement des formes sociales.

La couche des *lootocrats*

Le groupe le plus proche des cleptocrates dans la structure des classes de la société est la couche des *lootocrats (de l'anglais* to loot *: "piller" – NdT)*, dont l'influence et la prospérité matérielle sont fondées sur l'exploitation de l'"économie négative". *L'économie négative représente un système complexe, autorégulé, de rapports économiques volontaires, fonctionnant à l'encontre des normes sociales et dans le but d'un enrichissement rapide des sujets sociaux qui la contrôlent*. Le concept d'économie négative, qui englobe un large éventail de transgressions mercantiles, s'apparente à celui de régression économique ; il entre en résonance avec les catégories de "dégradation" et de "décadence", qui expriment un déclin, un passage de formes supérieures de développement à des formes inférieures, ainsi qu'un processus de dégénérescence de la culture. Au nombre des catégories fondamentales de l'économe négative, il faut rapporter les concepts déjà décrits dans la littérature scientifique de "capital négatif", de "production illégale", de "marché noir", de "propriété privé clandestine" et de "monopole négatif". Les catégories de surexploitation, de tribut, de trophées et de cartels du crime ressortissent également aux concepts-clés de l'analyse de l'économie clandestine. Cependant, la colonne vertébrale de cette économie négative ne réside pas seulement dans l'ensemble des délits économiques ni même dans le système de fonctionnement du "capital criminel", mais, pour ainsi dire, dans l'entreprenariat asocial.

Il est permis de supposer que l'économie négative est sans doute l'un des

phénomènes spécifiques, extrémistes, de l'*économie volontaire*, qui a assuré, en tout cas partiellement, les bases matérielles du développement de la société d'avant les classes, pour migrer ensuite de la préhistoire à l'époque historique.

Quatre secteurs d'activités délictueuses

Dans le cadre de l'économie négative nigériane, il faut distinguer quatre secteurs d'activités délictueuses. Le premier comprend des infractions qui constituent dans les faits le fondement de l'économie négative et, à un plus haut degré, favorisent le fonctionnement et le développement des strates supérieures de ses agents sociaux. A la fin du XX[e] siècle et au début du XXI[e], cela comprenait les types de criminalité suivants : le narcotrafic organisé ; l'acquisition frauduleuse de la propriété, l'escroquerie ; la production et le recel à grande échelle de fausse monnaie, d'actifs financiers et de fausses factures ; la contrebande organisée, dont les opérations juteuses dans l'import-export illégal de produits pétroliers, ainsi que de grandes quantités (pour le Nigeria) d'armes ; la légalisation (le blanchiment) à grande échelle et constante des revenus acquis par des voies criminelles.

Le second secteur s'étend à des délits qui jouent un rôle secondaire dans la formation de la *lootocracy*. On trouve ici des formes d'activité entrepreneuriales illégales qui supposent une certaine formation intellectuelle et professionnelle de ses participants. A ce type de délits, il faut rapporter les activités bancaires illégales, la variante commerciale de la violation des droits d'auteur, l'escroquerie aux placements des propriétaires, la duperie des créditeurs, les fraudes et l'appropriation des procurations, l'écoulement illégal des antiquités, etc.

Le troisième secteur de l'économie négative est frappé du sceau de ses formes primitives et souvent coercitives, comme la détention des maisons publiques et de débauche ; l'organisation de salles de jeux illégales ; la production illégale et la vente d'armement ; les cambriolages organisés ; la culture des plantes narcotiques interdites par la loi, etc.

Le quatrième secteur, qui représente en réalité une zone frontière entre l'économie négative et la criminalité de droit commun, comprend les délits de caractère violent, "ennoblis" et réalisés sur la base d'un commerce organisé. Dans le Nigeria des années 1980-1990, il s'agissait de piraterie, d'extorsions de fonds, de meurtres sur commande, d'enlèvements contre rançons, de trafic des personnes, d'aide à l'immigration clandestine et autres délits.

Apparition d'un grand nombre de "firmes" criminelles

Le début des années 1980 a vu l'apparition d'un grand nombre de "firmes" criminelles. Selon P. Williams, cela a été provoqué par la chute des prix du pétrole, qui a incité beaucoup de citoyens relativement instruits et entreprenants à chercher des sources de revenus alternatives. Dans les années 1990, on a pu observer une tendance à la reproduction, dans le cadre de l'économie négative, des formes administratives d'organisation du grand business contemporain. Du point de vue des structures d'organisation, l'économie négative locale s'est progressivement cartellisée et ses unités organisationnelles principales – les syndicats du crime – faisaient penser à des mini-corporations, dont les chefs s'efforçaient de concentrer et de monopoliser, du moins au niveau local et régional, les formes les plus juteuses de l'économie parallèle.

Au cours du dernier quart du XX[e] siècle, on observe une tendance nette à fondre la *lootocracy* locale dans une grande structure transnationale du crime. Même si l'économie négative du Nigeria n'a pas réussi à dépasser la phase de la constitution d'une "anti-économie nationale authentique", ses leaders se sont tournés vers l'internationalisation des branches porteuses des activités économiques criminelles et leur extension à plusieurs régions du monde. Le Nigeria

a lui-même été victime de la criminalité transnationale d'origine nigériane, dont le principal "bénéficiaire" était un cercle relativement restreint de magnats de l'underground économique.

Actif dans au moins soixante pays

Au tournant du XXI[e] siècle, le monde criminel du Nigeria était actif dans au moins soixante pays, dont trente-neuf organisèrent sur initiative des Etats-Unis une "démarche conjointe" pour porter plainte contre le gouvernement du Nigeria au sujet des escroqueries financières incessantes et de plus en plus raffinées de la part des criminels nigérians.

Parmi ces affaires criminelles transnationales organisées par des ressortissants du Nigeria, il y avait le blanchiment d'argent à Hong-Kong, l'importation de cocaïne d'Amérique du Sud, la détention de maisons publiques clandestines et l'organisation de jeux de hasard interdits par la loi en Espagne et en Italie, des crimes financiers à grande échelle qui sapaient les entreprises légales en Grande-Bretagne, des livraisons illégales de pétrole brut nigérian en Europe en collaboration étroite avec la mafia italienne.

Mais ce sont les Etats-Unis qui furent la principale cible étrangère de la criminalité organisée nigériane. Les syndicats du crime nigérians, qui entretenaient des contacts étroits avec les organisations criminelles américaines ou d'autres pays, s'étaient spécialisés dans le commerce de la drogue et les escroqueries bancaires.

L'impact de l'économie négative renforce la tendance au fractionnement des structures sociales du Nigeria. Son développement qualitatif et quantitatif entraîne également la déchéance non seulement d'individus isolés, mais aussi de groupes sociaux entiers, qui acquièrent les attributs des communautés criminelles et de couches asociales proprement dites. Quant aux groupes sociaux déjà impliqués dans l'économie négative, ce serait une erreur de les considérer comme des regroupements de criminels ou même des conglomérats de couches sociales instables apparaissant et disparaissant au gré de leurs chefs ou de la conjoncture.

Le segment criminel des communautés crypto-sociales se développe comme un organisme social faiblement intégré, à l'intérieur duquel se cristallisent des couches horizontales et verticales qui sont à la fois la cause et le résultat de l'économie négative elle-même.

Pratiquement toutes les composantes de la structure crypto-sociale décrite sont unies, d'abord par l'idéologie de "l'individualisme collectif", ensuite par les rapports de "parasitisme social", qui est essentiellement déterminé par la notion d'exploitation.

La structure sociale de l'économie clandestine reproduit en grande partie (bien sûr, avec un signe "moins") les éléments fondamentaux de la société africaine qui se développe sur la base de l'économie officielle (positive).

L'underground économique, qui se renforce progressivement grâce au système des relations informelles, peut être représenté sous la forme de cercles concentriques qui s'élargissent en s'éloignant de l'épicentre, la substance de l'économie négative, ou d'une pyramide de différentes couches sociales.

Le développement de l'économie antisociale est assuré, comme son noyau social, par la *lootocracy* et ses nombreux spécialistes (consultants, corrupteurs, combattants, etc.), dont les groupes seront probablement amenés à se différencier sur le plan strictement professionnel. On peut déterminer le degré d'éloignement d'une couche ou d'un groupe social par rapport au noyau de l'économie négative à partir des méthodes d'analyse connues en sociologie et en droit sous le nom de principe de coaction.

Les hauts fonctionnaires corrompus et les leaders de l'underground économique partagent un même repère social, représenté par le "pouvoir de la richesse", autrement dit, la ploutocratie. Toutes ces formes d'organisation du pouvoir (ploutocratie, cleptocratie et *lootocracy*) sont reliées par l'"idéologie" de l'enrichissement rapide, qu'on appelle au Nigeria la *nairamanie*.

70 % des Nigérians en dessous du seuil de pauvreté

La nature et la dynamique des processus de répartition inégale de la propriété et des revenus se manifestaient au Nigeria par une concentration éhontée de la majeure partie des biens matériels dans les mains des 10 % (et même des 5 %) les plus riches. Au cours de certaines périodes (par exemple, sous les généraux I. Babangida et S. Abachi), la différenciation sociale de l'accès au patrimoine se développait à un rythme excessivement élevé et s'accompagnait d'une forte baisse du revenu par habitant. Ainsi, si en 1980 le revenu par habitant dépassait 1 000 dollars US, à la fin de 1998 il n'atteignait pas 300 dollars. Selon les données officielles, en 1985, 43 % des Nigérians vivaient dans la misère, et 48,5 en 1998. En 2007, environ 70 % des Nigérians vivaient en dessous du seuil de pauvreté. L'inégalité de fortune et la polarisation de la société au Nigeria et dans d'autres Etats d'Afrique occidentale ont entraîné la formation de "deux nations", qui ont développé des cultures très spécifiques, la *culture de la pauvreté* et la *culture de la richesse*.

Aujourd'hui, au Nigeria, la culture de la richesse est représentée par un groupe social dont l'effectif et l'influence ne permettent pas au reste de la société d'ignorer sa position politique. Mais la culture de la richesse dispose d'une base assez large et diversifiée dans la société, qui dépasse largement la cohorte des grands possédants et le cercle de leurs affidés. Les millionnaires légaux et clandestins ne sont que la face visible de la culture de la richesse, son "produit social terminal". Ce sont des gens de différentes origines et positions sociales, dont la fortune est relativement modeste, qui forment la masse principale des porteurs de la culture de la richesse, sa périphérie. Le critère d'appartenance à cette couche verticalement instable, c'est une attitude positive vis-à-vis des phénomènes de richesse et d'inégalité sociale. Cependant, le spectre des avis positifs peut être très large : depuis la neutralité bienveillante et la "critique constructive" à l'apologie absolue.

La culture de la richesse est en contact et coïncide largement avec la culture engendrée par l'économie négative. Les critères généralement admis pour évaluer l'épanouissement de la culture de l'économie négative sont le fonctionnement des milieux criminels, de type moderne ou néotraditionnel, ainsi que la criminalisation du mode de vie des différents groupes sociaux. Un autre effet de la diffusion de la culture de l'économie négative est son émiettement en de nombreuses sous-cultures. En fait partie, par exemple, la sous-culture propre à l'économie parallèle des vendeurs de produits interdits ou volés avec son "jeu de la concurrence", son système complexe de "faveurs réciproques", sa langue secrète, ses codes, sa loi du silence.

L'usage de drogues et le narcotrafic lui-même se sont également transformés au Nigeria, comme le remarque justement A. Klein (6), en "branche" de la culture de l'économie négative.

Il faut préciser que les normes de culture de l'économie négative se forment dans les relations de ses porteurs et sont soutenues par ses leaders, généralement par coercition. Les agents sociaux de l'économie négative sont soumis à un certain type de conduite, leurs activités pratiques reçoivent une appréciation et, en cas d'écart par rapport aux exigences, ils peuvent encourir des sanctions de la part des dirigeants de l'économie souterraine. Ainsi, une personne impliquée dans la criminalité économique et dont la conduite est jugée indue, non souhaitable ou *a fortiori* incompatible, encourt différentes peines : depuis la réduction de la rétribution, la "pression psychologique" sur le fautif (blâme, intimidation, etc.) ou atteinte à son prestige et son statut social jusqu'au total ostracisme et parfois à l'élimination physique.

Si chaque porteur de la culture de l'économie négative est producteur de normes sociales dans le cadre de l'underground nigérian, le groupe des leaders de

(6) Klein A. *Trapped in the Traffic : Growing Problems of Drug Consumption in Lagos. Journal of Modern African Studies*, 1997, 32, 4, pp. 657-677.

l'économie souterraine (c'est-à-dire la *lootocracy*) remplit en outre une fonction de gardien et d'interprète de ces normes. En outre, ses représentants agissent en qualité de "juges suprêmes", responsables des actes des régulateurs moraux et "judiciaires" de leurs groupes sociaux.

Les Africains ont une conscience claire de ce que représentent les magnats de l'économie souterraine et les ploutocrates corrompus. À ce sujet, la façon dont les Nigérians jugent le caractère corrompu des bureaucrates et ploutocrates locaux est très significative. Au début des années 1980 ont été publiés les résultats d'une enquête sociologique, au cours de laquelle on a demandé à un groupe représentatif de Nigérians de différentes régions du pays d'accepter ou de rejeter la proposition suivante : *"Les riches deviennent plus riches car ils sont corrompus."* Malgré une tolérance relative de la population, 46 % des personnes interrogées ont répondu par l'affirmative. En outre, pour beaucoup de Nigérians, les membres de l'élite de Lagos (en argot local, les *Ikoyi*) et les gangsters prospères des années 1970-1990 constituaient pratiquement un seul et même groupe social.

Des formes nouvelles d'exploitation

Ainsi, au cours des dernières décennies, le Nigeria a connu une rapide transformation de sa structure sociopolitique, sous le signe de la formation de la cleptocratie et de la *lootocracy*.

Ce sont des formes nouvelles d'exploitation, de rente politique et un système particulier de rapports parasitaires qui sont à la base de l'existence de ces communautés crypto-sociales.

Plusieurs critères (nombre, fonctions dirigeantes dans l'administration, mode de vie, formes et taille de la fortune) permettent d'assimiler la cleptocratie et la *lootocracy* à des détachements non traditionnels de la bourgeoisie.

On peut faire une analogie avec la couche des hauts managers "salariés", qui, sans être des capitalistes d'investissement ou financiers, sont généralement considérés comme des groupes spécifiques de la bourgeoisie.

Bien entendu, ce problème requiert une étude plus approfondie et une large discussion scientifique.

Mais il est clair dès à présent que les activités des hauts bureaucrates corrompus et des leaders de la criminalité organisée favorisent l'apparition en Afrique tropicale d'un nouveau vecteur de crise, créent un nouveau foyer de rapports antagonistes et contribuent à l'internationalisation des forces criminelles destructives.

L. V. Geveling

A l'opposé du *Livre noir* : Moshe Lewin

Nous publions ci-après un article de C. Allain sur le bilan de l'œuvre historique de Moshe Lewin. La revue poursuivra la réflexion sur Moshe Lewin dans les nos 50 et 51 (après le n° 49, spécialement consacré à la Révolution française). L'apport incontestable de ce dernier à l'histoire de l'URSS mérite en effet d'être soumis à la plus large discussion. A la veille du vingtième anniversaire de la chute de l'URSS, par exemple, le jugement qu'il porte sur les réformes de Gorbatchev mérite un examen rigoureux. En conclusion de *La Grande Mutation soviétique*, écrit en 1988 et publié en France en 1989, il affirme par exemple : *"Toujours est-il que l'Union soviétique entre dans une ère nouvelle et s'efforce de regagner ce qu'elle a manqué ou mal géré dans les étapes précédentes, comme par exemple la révolution démocratico-bourgeoise de mars 1917 et les promesses socialistes de la révolution d'Octobre. Les conditions sont peut-être maintenant réunies ou presque réunies pour que le système revendique certaines des espérances de ses révolutions idéalistes (...). La Russie soviétique se lance de nouveau dans l'aventure. Elle ne manque ni de programmes ni de remèdes pour changer ; aucun obstacle insurmontable ne s'élève sur sa voie. La nation a continué à évoluer et continuera à le faire. Mais pour qu'un programme de réforme soit mis à l'œuvre rapidement, il y faut une volonté politique. Cette volonté est maintenant présente et l'une des histoires les plus remarquables de notre temps se déroule sous nos yeux"* (pp. 194 et 196).

"Replacer l'URSS dans son processus historique"

L'HISTORIEN MOSHE LEWIN est mort le 14 août dernier. Il laisse une œuvre importante pour qui veut comprendre la réalité de l'histoire de l'Union soviétique. Son travail a toujours été à rebours d'une historiographie dominante situant le bolchevisme aux origines du stalinisme, lui-même placé sur un pied d'égalité avec le nazisme. A cet égard, le travail de Moshe Lewin, quelles que soient ses limites, est celui d'un chercheur indépendant.

Quelques mots sur sa vie, d'abord. Moshe Lewin est né à Vilnius le 7 novembre 1921. Face à la menace que fait peser sur la population juive l'antisémitisme du régime et d'une partie des populations polonaise et lituanienne, il milite un temps dans le mouvement sioniste de gauche Hachomer Hatzaïr. A la suite de l'invasion de l'Union soviétique par l'armée allemande, Moshe Lewin est évacué par l'Armée rouge en juin 1941 — ses parents mourront à cette période, assassinés par des auxiliaires lituaniens de la Wehrmacht. Il travaille successivement dans un kolkhoze de la région de Tambov et dans une usine de l'Oural, avant de devenir officier d'artillerie. Après la guerre, il peut quitter l'URSS et part étudier à Tel-Aviv. De plus en plus opposé au sionisme, il quitte Israël en 1961 pour rédiger une thèse qui sera à l'origine d'un de ses ouvrages majeurs : *La Paysannerie et le pouvoir soviétique, 1928-1930*. Il devient ensuite professeur à l'université de Birmingham entre 1968 et 1978, puis à l'université de Pennsylvanie jusqu'en 1995.

Aux Etats-Unis, ses travaux sur l'Union soviétique ont influencé le courant historiographique dit "révisionniste" (Sheila Fitzpatrick, John Arch Getty...), qui refuse de voir dans l'Union soviétique un régime totalitaire "figé" et s'attache au contraire à montrer la dynamique et les contradictions de la société, avec plus ou moins de bonheur il est vrai (1). Moshe Lewin ne s'est toutefois jamais considéré comme membre d'un courant et attachait une grande importance à la liberté d'esprit. Sans prétendre résumer ici tout son travail, nous pouvons mettre en valeur plusieurs aspects importants de ses recherches.

L'émergence de la bureaucratie et le dernier combat de Lénine

Les dernières années de la vie de Lénine constituent une période charnière

(1) Dans un ouvrage de 1985, *Origins of the Great Purges : The Soviet Communist Party Reconsidered*, John Arch Getty présentait la Grande Terreur comme le fruit d'une lutte entre *"modérés"* et *"radicaux"* à la tête de l'Etat soviétique, dont Staline n'aurait été que l'arbitre.

dans l'histoire de l'Union soviétique. De 1921 à 1924, Lénine, malade terriblement affaibli par une série d'attaques, perçoit de plus en plus clairement la menace représentée par le renforcement d'une couche de bureaucrates au sein de l'Etat soviétique et du Parti bolchevique, et se lance dans un combat désespéré pour enrayer cette ascension.

De ce point de vue, *Le dernier combat de Lénine*, selon les mots de Moshe Lewin, *"a une tout autre portée qu'une contribution à une biographie"* (2), car il permet de saisir la situation de la jeune république soviétique au lendemain de la guerre civile et les rapports de force déterminant l'avenir du nouveau régime.

Les causes de la dégénérescence bureaucratique avaient déjà été analysées, notamment par Léon Trotsky et d'autres militants de l'Opposition de gauche. Ce qui fait néanmoins l'intérêt de l'ouvrage de Moshe Lewin, c'est son utilisation de documents jusqu'alors inexploités — notamment les notes du journal des secrétaires de Lénine prises entre novembre 1922 et mars 1923 — qui mettent en lumière l'ampleur de la rupture entre le groupe dirigeant constitué autour de Staline et le Lénine des dernières années.

Dans un discours de novembre 1922, Lénine s'alarme des faiblesses de la classe ouvrière russe, décimée par la guerre civile

Il constate que *"les forces du prolétariat ont été surtout épuisées par la création de l'appareil"* et que celui-ci demeure prisonnier de l'héritage tsariste. Avant de subir ses premières attaques, Lénine est déjà parfaitement conscient des dangers menaçant le nouvel Etat : l'isolement de l'URSS sur la scène mondiale et du pouvoir vis-à-vis de larges fractions de la population, le retard économique de la Russie encore aggravé par les conséquences de la guerre, le niveau d'incurie et l'étendue de la corruption du personnel formant le nouvel appareil d'Etat.

"Prenons le cas de Moscou : quatre mille sept cents communistes responsables et une masse énorme de bureaucrates. Qui mène et qui est mené ? Je doute fort qu'on puisse dire que les communistes mènent, je crois qu'on peut dire qu'ils sont menés."

Cependant, c'est sur la question des nationalités que Lénine entrera en conflit ouvert avec Staline. En août 1922, Staline s'était placé à la tête de la commission chargée de proposer un règlement de la situation entre la fédération russe et les autres républiques de l'Union.

Le texte rédigé par la commission, qui prévoyait l'inclusion pure et simple des républiques indépendantes dans la fédération russe, avait été rejeté par les comités centraux des partis biélorusse et géorgien, pourtant soumis à une forte pression de Moscou.

Cet épisode est à l'origine de la méfiance de plus en plus accrue de Lénine envers la résurgence d'un nationalisme "grand russe". Affaibli, il s'oppose alors au projet de Staline, qui doit provisoirement reculer.

L'intérêt du livre de Moshe Lewin est de montrer comment, à partir d'une question spécifique — la question des nationalités —, Lénine parvient confusément à saisir l'ampleur de la réaction bureaucratique en URSS et à heurter de front la nouvelle direction qui l'incarne.

Les notes du "journal" montrent que Lénine tente à la fois de chercher des appuis (notamment en direction de Trotsky et des Géorgiens) et d'élaborer les bases d'une structure politique destinée à contenir la poussée de la bureaucratie : renforcement du comité central destiné à contrebalancer le pouvoir du bureau politique, constitution d'une commission centrale de contrôle, etc.

Ces changements devaient affermir la dictature dans la perspective des futures vagues de la révolution mondiale.

Ces éléments sur les dernières années de la vie de Lénine sont aujourd'hui connus et complétés par l'ouverture des archives soviétiques (3).

Le dernier combat de Lénine demeure pourtant un livre majeur sur la période cruciale du début des années 1920 et fascinant dans le portrait qu'il brosse de la lutte réellement titanesque d'un Lénine malade et isolé.

(2) *Le dernier combat de Lénine*, p. 15.
(3) Moshe Lewin revient sur cette question dans *Le Siècle soviétique*, Fayard, 2003.

La question paysanne et les errements de la direction stalinienne : aux origines du grand tournant

La Paysannerie et le pouvoir soviétique, publié en 1966, a pour ambition de retracer les origines du "grand tournant" stalinien de 1929, caractérisé par une politique d'industrialisation intensive et par la collectivisation autoritaire de la paysannerie. Moshe Lewin y analyse longuement les contradictions de plus en plus profondes de la NEP, le contexte dans lequel s'élaborent les programmes des différentes tendances du parti et les raisons qui conduisent Staline — pourtant victorieux — à abandonner sa politique de concession à l'égard de la petite bourgeoisie rurale pour se lancer dans l'aventure d'une collectivisation accélérée.

Tout en ayant permis un redressement économique remarquable à la suite des ravages de la guerre civile, la nouvelle politique économique se heurtait à des limites de plus en plus évidentes à partir du milieu des années 1920. La tension entre le secteur étatique et une économie capitaliste réimplantée dans les campagnes se traduisait par un phénomène de "ciseaux" entre les prix élevés des biens industriels et les prix bas des produits agricoles. Cette contradiction décourageait le paysan à vendre ses surplus à l'Etat et encourageait par ricochet le développement d'une économie spéculative sur la base de laquelle prospérait la petite bourgeoisie rurale.

En analysant les solutions proposées par les différents courants du Parti bolchevique pour faire face au problème paysan, Moshe Lewin montre bien les motivations concrètes qui se cachaient derrière ces "tendances". Bien que l'auteur voie dans les thèses des "droitiers" une alternative à l'industrialisation stalinienne, il perçoit bien les ambiguïtés de *"l'industrialisation à pas de tortue"* et du renforcement des exploitations individuelles prônés par Boukharine, dont il souligne par ailleurs la *"faiblesse en tant que politicien"*.

Celui-ci fournira au "centre" et à Staline les conceptions théoriques destinées à contrer l'Opposition de gauche et à justifier la théorie du socialisme dans un seul pays.

Les positions des staliniens sont en effet présentées comme opportunistes, destinées à rassurer l'appareil contre les risques d'une nouvelle offensive socialiste et à concentrer les leviers du pouvoir entre les mains de la direction.

En définitive, *"les thèses du plus fort devaient l'emporter indépendamment de leur valeur scientifique ou autre"* (4). L'Opposition de gauche est laminée par la répression au moment même ou la crise des collectes de 1928 confirme les prédictions les plus pessimistes de ses théoriciens.

Après avoir appuyé le groupe stalinien, les dirigeants de la droite s'opposeront aux mesures annonçant le revirement de la politique économique. Mais leur cantonnement à une lutte d'appareil condamnera *"la dernière opposition"* à une liquidation rapide.

La description de la politique économique de Staline au cours de la période charnière des années 1927-1930 rappelle une citation de Trotsky, selon qui *"l'historien de l'URSS ne pourra pas manquer de conclure que la politique de la bureaucratie dirigeante a été, dans les grandes questions, contradictoire et faite d'une série de zigzags"* (5).

Le grand tournant n'est pas le fruit d'un projet idéologique réfléchi, mais la réponse largement improvisée de la bureaucratie à une profonde crise économique et politique.

La nouvelle politique, lancée dans le chaos le plus complet et sous la pression des événements, annonce un bouleversement complet des structures sociales de l'Union soviétique en même temps qu'elle s'accompagne d'un déchainement de violence contre la paysannerie et l'ensemble de la société, qui culminera dans la terrible famine de 1931-1933.

(4) *La Paysannerie et le pouvoir soviétique, 1928-1930*, Mouton, réed. 1976, p. 16.
(5) Trotsky, *La Révolution trahie*, 1936.

La vitalité de la société soviétique et le carcan bureaucratique

Il serait difficile d'achever ce compte rendu sans évoquer le dernier ouvrage achevé par Moshe Lewin. *Le Siècle soviétique*, paru en 2003, a pour objet d'exploiter les archives soviétiques, afin de mettre en lumière des aspects négligés du système soviétique et de plonger *"dans les entrailles"* d'une société jusqu'alors relativement mal connue. Cette ambition devait déboucher sur un travail plus systématique, qui n'a malheureusement pas pu être achevé.

Le Siècle soviétique est un livre assez surprenant, qui rassemble l'analyse de plusieurs périodes clés de l'ensemble de l'histoire de l'URSS. La première partie de l'ouvrage est consacrée à la trajectoire du régime né de la révolution d'Octobre, de l'ascension à la mort de Staline. Si l'auteur s'intéresse au fonctionnement du régime et montre le caractère à la fois impitoyable et chaotique du mode de gouvernement érigé par le représentant de la nouvelle couche sociale au pouvoir, il met également en lumière les transformations radicales engendrées par l'industrialisation : dislocation du monde paysan, urbanisation rapide et formation d'un véritable empire industriel des camps du NKVD. Les dernières années de la vie de Staline sont marquées par l'accentuation des contradictions entre la sclérose du régime et l'évolution d'une société qui a connu un processus inachevé, mais réel, de modernisation.

Dans la deuxième partie du *Siècle soviétique*, Moshe Lewin revient sur la *"période longue"* s'étendant des années de flottement qui suivent la mort de Staline au début de la perestroïka. L'époque est marquée par un processus de cristallisation de la bureaucratie — débarrassée de la peur des purges permanentes — qui conduira le système au déclin, puis à la destruction. Néanmoins, Moshe Lewin refuse de s'en tenir au constat de la *"stagnation"* et rappelle que *"les années 1960 ont été aussi changeantes que les années 1930"* (6). La société poursuit son processus de modernisation, qui se traduit par une augmentation spectaculaire de l'espérance de vie et les progrès de l'alphabétisation, au moins jusqu'au milieu des années 1970. Malgré la médiocrité des conditions de vie, la population est progressivement libérée du spectre de la famine et l'auteur décrit de façon documentée certains aspects de ces avancées, comme le progrès du logement. La bureaucratie maintient un régime autoritaire et continue à recourir à la violence, mais l'époque des grandes vagues de terreur est révolue. L'auteur attribue cette évolution du régime à l'évolution de la société soviétique, qui ne permet plus de recourir aux anciennes méthodes de coercition.

Enfin, la dernière partie de l'ouvrage vise à *"replacer l'URSS dans son processus historique"*. Moshe Lewin y dresse un portrait fascinant de l'interlude séparant la chute du tsarisme de la prise du pouvoir par les bolcheviques et voit en ces derniers la seule force politique susceptible de contrer les tendances de désagrégation de la société et de rebâtir un appareil d'Etat.

Nous l'avons dit, l'œuvre de Moshe Lewin peut difficilement se résumer dans le cadre d'un seul article. Son travail et ses thèses, parfois discutables, mais toujours intéressantes, ont été ceux d'un chercheur rigoureux refusant l'inféodation de l'historien à des objectifs idéologiques. C'est à ce chercheur que nous rendons hommage ici.

C. Allain

(6) *Le Siècle soviétique*, p. 199.

Pour la défense de l'enseignement de l'histoire et de la géographie

GEORGES DUBY
De l'Académie française
L'HISTOIRE CONTINUE
EDITIONS ODILE JACOB

APHG - AGORAS des ALPES - GRENOBLE, OCTOBRE 2010

A l'attention de nos collègues

QUESTION POSEE : est-il devenu subversif et dangereux, pour nous et nos élèves, d'enseigner l'histoire et la géographie ?

LES signataires de ce texte sont membres du *"groupe des 14"* (1), historiens et enseignants en histoire et géographie, actifs et retraités, à avoir publié en mars 2009, chez L'Harmattan ***L'enseignement de l'histoire-géographie de l'école élémentaire au lycée. Vecteur de propagande ou fondement de l'esprit critique ?*** (sous la direction d'Odile Dauphin, Rémy Jeanneau et Nicole Perron).

Avant-propos sur une légitime inquiétude des "profs d'histoire-géo"

Disons-le : notre livre a rencontré parmi les lecteurs avertis de l'enseignement de nos disciplines un réel succès qui se poursuit. Notre si regretté Jean Peyrot — président d'honneur de l'APHG, qui avait lu notre livre et se retrouvait en lui — devait lui donner un coup de pouce dans l'APHG à l'occasion de l'assemblée générale de décembre 2009 à la veille de laquelle il disparut soudainement. Il confiait à la profession la tâche et la mission difficiles de poursuivre un combat qu'il mena toute sa vie durant pour la cause de l'histoire-géographie. Son ultime combat, subversif, fut cet appel à la révolte qu'il rédigea avec le comité : la pétition nationale pour le rétablissement des programmes d'histoire-géographie en terminales S, supprimés en 2010. Elle rencontra un tel écho dans la profession et au-delà que les médias s'en emparèrent. Le pouvoir politique retirait brutalement à nos jeunes élèves, futurs scientifiques, les deux boussoles indispensables dont ils ont besoin pour s'orienter dans le temps et dans l'espace, et se repérer dans le monde impitoyable qu'ils s'apprêtent à affronter. De quel droit ampute-t-on ainsi sans la moindre discussion avec la profession et le pays nos futurs ingénieurs et chercheurs ? Les rendre amnésiques ? Les isoler dans le corps social ? La colère légitime du corps des professeurs d'histoire-géographie restée vive ne s'est pas apaisée ! Au contraire !

Dans la recension (2) qu'il en fit pour ***Historiens&Géographes*** (n° 409, janvier-février 2010, pp. 406-407), Jean Peyrot le présente comme un *"livre* (qui) *sort des sentiers battus (...) de la pensée de la pédagogie établie et du conformisme envahissant"*, et invite *"les professeurs* (à le) *lire, même s'ils n'approuvent pas toutes les interprétations sur les intérêts en cause, latents ou patents, d'autant que, comme par un effet de contre-jour, les auteurs rap-*

(1) Cet ouvrage est le fruit du travail d'un groupe de professeurs de collèges, lycées, IUFM, qui enseignent ou ont enseigné dans des milieux géographiques et sociologiques très variés. Certains sont des historiens. Ont aussi participé à cet ouvrage : Michel Barbe, Guillaume Diaz, Muriel Jumain, Maurice Martin, Philippe Martineau, Lucien Preeon, Serge Sebban, Jean-Marc Schiappa, André Yon, Claudie Lescot et Jean-Jacques Marie.
(2) Recension jointe en annexe de ce texte.

pellent les fonctions intellectuelles et culturelles de l'enseignement de l'histoire et de la géographie, pour apprendre à discerner des rapports de forces entre toutes les composantes d'une situation, ce qui est le propre de l'esprit critique".

Rentrée 2010 ? C'est la guerre déclarée à l'histoire-géographie !

Parmi les treize fiches ministérielles du *"schéma d'emplois 2010-2013"* élaborées pour cette rentrée, la fiche n° 10 ne vise plus l'intérêt de l'élève, mais uniquement la recherche de *"gains potentiels liés aux conditions de mise en œuvre de la réforme du lycée"*. En *"optimisant les gains d'heures et d'emplois"*, une traque minutieuse faite à toutes les prétendues niches imaginables de prétendus gaspillages. Avec trucs, astuces et *"simulations nuancées"*, lycée par lycée, la classe de seconde ne "coûterait" plus que 39 heures au lieu de 41,3 en 2009-2010 ! Pour celle de première, selon ***Le Parisien*** (15 juin), *"parler de la Seconde Guerre mondiale en trois heures, ça va être dur"*... puisqu'il faudrait faire entrer un programme d'histoire, étudié auparavant en deux ans, en une seule année... avec une heure de moins à l'emploi du temps ! Face à des programmes infaisables, affirme l'APHG dans ***Historiens&Géographes***, *"la cohérence du programme, revendiquée dans sa présentation, n'apparaît tout simplement pas crédible dans les conditions réelles d'une salle de classe"*.

Avant l'histoire, que devient la géographie, ce parent pauvre de notre enseignement ?

Alors que le passage en boucle immédiat de toutes les catastrophes climatiques et tectoniques, produit de la mondialisation des informations, attire l'attention et la compassion universelle, les bases matérielles et scientifiques de la géographie permettant d'en comprendre les structures et la genèse ont quasiment disparu. Fini les océans, montagnes, plaines, végétations, réseaux hydrographiques et leurs nappes phréatiques ! A quoi bon nos bons vieux diagrammes ombro-thermiques permettant de comparer d'un coup d'œil les régimes des pluies et leurs conséquences pour les civilisations, celles des déserts et des moussons à la même latitude ? Et ce bon vieil angle de l'axe des pôles sur le plan de l'écliptique ? Sans intérêt pour comprendre la mécanique cosmique des saisons ? Sans vouloir porter aux nues la géographie dite "de papa", elle apportait les matériaux indispensables et incontournables de la compréhension des mécanismes du fonctionnement de notre planète. Qu'est-ce que le jet-stream et le gulf-stream avec leurs conséquences majeures sur la vie de milliards d'êtres humains, animaux, végétaux ? Tsunamis et cyclones : mêmes dégâts, mêmes causes ? Les bulletins météo à la télé avec leurs jolies présentatrices ne remplacent-ils pas à moindre frais pour toute la population l'étude des climats et des types de temps, avec cette bonne vieille loi de Coriolis, ses enroulements magnifiques, ses fronts chauds et froids, ses cyclones et anticyclones difficiles à décrypter sur les cartes ?

Dans quelle aventure la notion de développement durable nous entraîne-t-elle ?

Le tout nouveau programme de seconde remplace au pied levé la structure d'hier en six thèmes qui mettaient systématiquement et correctement "l'homme au centre" de toutes les transformations de la surface de notre planète. Pourtant récent et d'actualité, ce programme est devenu soudain obsolète pour des raisons politiques supérieures liées à la découverte du "réchauffement terrestre" qui nous menace. Pourtant, Vincent Courtillot (directeur de l'Institut de physique du globe de Paris et membre de l'Académie des sciences) explique dans son livre passionnant *Nouveau Voyage au centre de la terre* (Odile Jacob, septembre 2009) que la cause en reste inexpliquée, pas plus anthropique

que solaire ou liée à la tectonique des plaques. Ce nouveau programme fait place à une toute nouvelle thématique en quatre chapitres d'où l'homme est expulsé, remplacé par une notion abstraite de "gestion" économique de la planète ayant pour but ultime, dit-on, sa "durabilité". Que s'est-il passé dans la pensée de ceux qui nous dirigent actuellement pour modifier le sens même de la géographie ? Un véritable renversement de paradigme de notre conception de la géographie. Même si la conception thématique d'hier détruisait l'unité et le suivi des diverses composantes de nos trois géographies : physique, humaine et économique, il s'agissait toujours de géographie. Rappelons-les pour mémoire : *six milliards d'hommes sur la Terre ; nourrir les hommes ; l'eau, entre abondance et rareté ; dynamiques urbaines et environnement urbain ; les littoraux, espaces attractifs ; les montagnes, entre tradition et nouveaux usages ; les sociétés face aux risques*. Redisons-le, en dépit de la faiblesse de la régression par la thématique, il s'agissait bien de géographie. Mais cette modification de méthode n'ouvrait-elle pas la porte à la modification structurelle actuelle ? Aujourd'hui, le professeur doit enseigner une notion mal dominée scientifiquement dite du *développement durable*. Une catégorie nouvelle qui envahit pour la submerger la pensée géographique, idéologie à laquelle il faut impérativement adhérer pour en imprégner celle de nos élèves... et de la population dans sa vie quotidienne.

De quoi s'agit-il ? A l'occasion d'une conférence-débat sur les nouveaux programmes de géographie, notre collègue Odile Dauphin, plutôt de formation historienne, dit-elle, rapporte cet échange qu'elle a eu avec Yvette Veyret. *« J'assistais l'année dernière à une réunion, organisée par les inspecteurs de Paris, sur le nouveau programme de 5e portant sur le "développement durable". Yvette Veyret, professeur à la faculté de Nanterre, universitaire brillante, reconnue, spécialisée dans le développement et maintenant dans le développement durable, auquel elle a consacré toute une série d'ouvrages (très critiques d'ailleurs, notamment sur les sources), a passé deux heures à nous mettre en garde contre tout ce qu'il ne fallait pas faire en enseignement du développement durable. C'était très intéressant. A la fin, au moment des questions, j'ai posé celle-ci :* "Dans le programme, on étudie l'eau dans le monde, l'agriculture dans le monde, mais par contre on n'étudie plus les climats, le relief ni la nature des sols. Comment les élèves peuvent-ils s'y retrouver dans ce nouveau programme ?" *Elle a regardé l'inspectrice en lui disant :* "Mme l'Inspectrice, n'écoutez pas !", *puis* "Je commencerais par passer une partie de l'année à étudier les grands ensembles géographiques, et, ensuite, j'introduirais le développement durable, mais je ne fais pas les programmes. JE NE FAIS PLUS LES PROGRAMMES." *En effet, ceux-ci ne sont plus élaborés par des universitaires, mais par une commission occulte... »*

Par d'autres voies, celles de l'excellent dossier *"Enseigner le développement durable"* publié par ***Historiens&Géographes,*** n° 411, de juillet-août 2010, s'ouvre sur une introduction interrogative à nouveau signée Yvette Veyret avec *"Définition et composantes du développement durable" : « La définition la plus couramment avancée du développement durable a été proposée par le rapport Brundtland de 1987. Il s'agit d'un* "développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations à venir à répondre aux leurs. Le développement durable associe donc un volet environnemental ou écologique, un volet économique et un autre social et culturel, indissociablement liés. Bien que le terme soit largement utilisé, probablement trop largement, **le développement durable demeure une notion floue**" » (souligné par nous). "Notion" et non faisceau de faits scientifiques parfaitement repérables et analysables. Une "idéologie" construite pour tenter de surmonter cette quadrature permanente du cercle qui conduit à une impasse globale : en économie de marché ou économie libérale, aucun développement — si développement il y a dans la crise globale actuelle — ne peut exister durablement. La loi d'airain de la concurrence, qui contraint mécaniquement le capital à réduire de façon drastique non seulement les salaires, mais tous les coûts de

production, ne peut éviter de saccager l'environnement si la loi du profit pour les actionnaires l'exige. Voilà pourquoi les plates-formes pétrolières s'enflamment faute d'entretien et de vigilance, les forêts brûlent en Russie parce qu'on privatise le corps de pompiers sans que cela soit même évoqué dans la discussion au Festival international de géographie de Saint-Dié-des-Vosges (le FIG), qui vient d'inviter la Russie comme hôte d'honneur. *"L'intérêt porté à la nature va de pair avec les effets et les méfaits du développement de l'industrie, avec l'extension urbaine et les mutations de l'espace rural soumis aux effets de l'exode et aux craintes que ces évolutions suscitent"*, martèle encore Yvette Veyret (p. 73). Qu'en termes universitaires gentils l'intégration dramatique de toutes les composantes des modes de production hors des rapports sociaux de production qui les guident mène l'humanité à l'impasse. Quel sein trompeur, recouvert du voile moralisateur de la science prise en otage par la notion de développement si peu durable, nos élèves ne sauraient voir ?

N'assistons-nous pas, en géographie, à l'émergence d'une croyance nouvelle qui aurait réponse à tout, parée des atours chatoyants de la science pour la bonne raison que tout n'y est pas à jeter aux orties ? L'alpha et l'oméga enfin trouvés pour enfermer l'esprit des enfants et de la population dans un bavardage incantatoire sécurisant, alors qu'il y a de moins en moins de grain à moudre dans les moulins à vent de la mondialisation des marchés ?

En histoire, après la géographie, que cherche-t-on à nous faire enseigner ?

Chacun sait combien les Français sont attachés à leur histoire : ils la vivent au quotidien tant ce passé d'hier, depuis 1789, redevient leur actualité ! Ne sont-ils pas invités chaque 14 juillet à reprendre, eux aussi, la Bastille de leurs ancêtres sans-culottes ? Ne sont-ils pas appelés, en toutes circonstances, officielles ou non, à chanter ce texte subversif et guerrier de 1792, sortant des *Marseillais* en marche vers Paris pour sauver la patrie "en danger" : *"Aux armes, citoyens ! Formez* vos *bataillons !"* Des armes ? Quelles armes ? Braquées sur quelles cibles ? Deux siècles de temps présent pendant lesquels les Français d'en bas ne cessent de régler leurs comptes avec la civilisation de la prise de la Bastille. Rythmée au fracas des révolutions et des salves de la contre-révolution, aux reculs et aux avancées du paquet-cadeau *liberté, égalité, fraternité*. Chacun s'interroge : quelle "égalité" devant tant d'inégalités ? Question reprise par nos élèves inquiets pour leur avenir immédiat ? Une "égalité" maintenue *en droit*, inscrite sur les mairies et les écoles de la République pour ne jamais devenir le *fait* ? L'histoire, leur histoire, ne vertèbre-t-elle pas leur vie en lui donnant du sens et un sens ?

Dans sa série *"Histoire(s) de l'été 1940"*, *Le Monde* des dimanche 1er-lundi 2 août 2010, sous le titre *"L'instituteur, voilà l'ennemi"*, rappelle que *« ... les premières décisions de Vichy sont lourdes de sens : le 3 septembre, la loi de 1904 interdisant aux congrégations religieuses d'enseigner est abrogée, et le 18, les écoles normales d'instituteurs sont supprimées. L'heure est à la rénovation des programmes : une commission de révision est réunie à Vichy, à l'Hôtel Plaza (...). Ainsi les programmes d'histoire font-ils l'impasse sur la Révolution française et ses suites, ainsi que sur les guerres franco-allemandes (...). En revanche, Jeanne d'Arc, l'ennemie des Anglais, sera l'objet de toutes les dévotions...»*

Enseigner l'histoire et la géographie relève d'un corps à corps permanent entre le ministère, l'inspection, les chefs d'établissement et les collègues dans leurs classes.

La Révolution française, justement, qu'en reste-t-il dans les nouveaux programmes de lycée ? Un survol sans chair, où les causes et conséquences des bouleversements politiques passent à la trappe, puisque décidément toute évolution politique et toute révolution paraissent tombées du ciel des idées. Banalisation, schématisation allant jusqu'à la caricature, que l'on retrouve trop souvent dans ces programmes.

Après avoir subi le zapping sans cohérence des programmes de collège, les

élèves sont confrontés à des programmes fondés sur des concepts (lesquels sont pourtant loin de faire l'unanimité chez les historiens) qui génèrent des impasses énormes et non fortuites, et à une déstructuration complète du temps, balayant cinq fois un XX[e] siècle élagué au gré de thèmes au contenu contestable et à la "problématique" imposée, et sacrifiant le XIX[e] siècle, pourtant si important pour la compréhension du monde d'aujourd'hui.

Alors que la crise actuelle continue de secouer les fondements de l'économie, s'accompagnant de destructions massives d'emplois, de récessions sociales, une étude sérieuse de celle de 1929 n'a été rétablie ni dans les programmes de 3[e] ni dans ceux de 1[re].

La grille de lecture simplificatrice du XX[e] siècle prescrite est, plus que précédemment, celle d'une "brutalisation" de la société, censée tout expliquer. Celle-ci, engendrée dans la boucherie, la "violence" de la guerre de 1914-1918, aurait induit une "culture de guerre", expliquant les "totalitarismes", conséquences du traumatisme des tranchées, justifiant eux-mêmes la violence suprême de la Seconde Guerre mondiale et de la shoah.

La démarche consiste à comparer des situations différentes, produits d'évolutions différentes, en des lieux différents, et en déduire un concept global et qui se veut opératoire.

Des journalistes ou des hommes politiques peuvent utiliser ce procédé à des fins polémiques. Un historien peut soutenir une thèse, qui, même si elle est contestée, fait avancer la recherche ne serait-ce que par les mises au point, argumentations qu'elle suscite. Mais au collège, au lycée, ne devrait-on pas s'en tenir à une approche historique rigoureuse ? A savoir : établir des faits, analyser des causes lointaines et immédiates, les expliciter dans leur continuité et dans un espace géographique défini, chercher à en évaluer les conséquences, ce qui n'empêche pas d'ailleurs, ensuite, d'en analyser les similitudes dans des situations différentes.

Quand il s'agit de balayer d'un trait *"La guerre au XX[e] siècle"*, de *"la Première Guerre mondiale"* à *"un acte terroriste (le 11 septembre 2001)"*, peut-on encore prétendre faire des cours d'histoire ?

"L'affaire" récente du *docufiction* sur "l'évasion" du roi à Varennes

De quoi s'agit-il ? Dans sa volonté de battre les cartes de l'histoire à l'envers — à l'aide de l'arsenal des programmes qui changent sans cesse, des directives pédagogiques, circulaires et manuels qui en rendent le cours peu intelligible, l'inspection se tourne, avec raison, vers le petit écran. N'en pervertit-elle pas l'usage pédagogique par une propagande sournoise qui plie à ses exigences politiques les faits historiques eux-mêmes ? Chacun sait la puissance de "la télé" pour faire avaler des couleuvres et exploiter l'ignorance et la naïveté du "bon peuple". Un exemple flagrant n'est-il pas celui de cet étrange *docufiction* présenté le 24 février 2009 par France 2 ? L'événement bien connu des Français, la ***Fuite à Varennes de Louis XVI***, y est curieusement travesti en ***Evasion du roi***. *S'enfuir* ou *s'évader* recouvre-t-il la même vérité historique ? Le roi, un traître à la nation ou un glorieux prisonnier cherchant à sauver sa petite famille d'une "terreur" imaginaire, le 21 juin 1791 ?

L'Inspection régionale d'histoire et de géographie de l'académie de Paris n'hésita pas à couvrir cette manipulation. Elle invita quelques professeurs avec leurs élèves à se rendre aux studios de France 2 qui avaient besoin d'une caution officielle. L'invitation des trois IPR qui validaient ce téléfilm déformait outrageusement la réalité, par ce qu'elle disait ou par ce qu'elle taisait. En réaction, Nicole Bossut-Perron (auteur d'une thèse d'Etat sur *Chaumette, porte-parole des sans-culottes*), Odile Dauphin et Jean-Jacques Marie rédigèrent et diffusèrent une *Lettre ouverte aux IPR*, qui fut soumise à la signature de centaines de collègues. Parmi les signataires, les noms les plus célèbres de la recherche universitaire sur la Révolution : Pierre Serna, directeur de l'Institut d'histoire de la Révolution française ; Michel Vovelle, que l'on ne présente plus ; Philippe Bourdin, président de la Société des études robespierristes ; Michel Biard, directeur des

Annales historiques de la Révolution française. Cette lettre, à laquelle les IPR parisiens répondirent par un pied de nez, exigeait le rétablissement des faits.

La revue *L'Histoire* (mars 2009, p. 24) qualifia ce *docufiction* de *"monument de niaiserie et de vulgarité superbement indifférent à la vérité historique"*...

En guise de conclusion rapide et inachevée

Il va falloir reprendre la mobilisation qui nous avait permis, dans les années 1970, d'empêcher la suppression de l'histoire-géographie à l'écrit du baccalauréat, pour ne la laisser subsister qu'à l'oral.

A l'occasion de son centième anniversaire, l'APHG indépendante — ni parti ni syndicat — ne doit-elle pas amplifier résolument son rôle de gardienne du temple, vigilante et offensive dans la guerre déclenchée contre la nature subversive de notre enseignement, en refusant de devenir la caisse de résonance du fait accompli brutal de leurs disparitions ?

Michel Barbe, agrégé de géographie, membre de bureau de la régionale d'Aix-Marseille.

Odile Dauphin, agrégée d'histoire, collège et lycée Montaigne, Paris.

Claudie Lescot, certifiée d'histoire-géographie, collège Sonia Delaunay, Paris.

Serge Sebban, certifié d'histoire-géographie, lycée Bergson, Paris.

Nous avons ouvert un blog afin de poursuivre notre travail et le débat auquel nous souhaitons contribuer.

Nous vous invitons à le visiter :

www.faitshistoriques.canalblog.com ou chercher sur Google : "histoire défigurée géographie manipulée"

A nous faire part de vos réflexions et à nous aider à l'alimenter, pour cela nous écrire à l'adresse e-mail : histoiredefigu ree@laposte.net

Recension de notre livre par Jean Peyrot *Historiens&Géographes* (n° 409, janvier-février 2010, pp. 406-407)

ODILE Dauphin, Rémy Janneau, Nicole Perron et alii. *L'enseignement de l'histoire-géographie, de l'école élémentaire au lycée. Vecteur de propagande ou fondement de l'esprit critique ?* L'Harmattan, 2009, 286 pages.

Ce livre sort des sentiers battus (ou plutôt des autoroutes !) de la pensée de la pédagogie établie et du conformisme envahissant. Le titre complet comporte une interrogation provocante et redoutable. L'alternative ainsi posée paraît simple et le lecteur peut s'attendre à la dénonciation d'une histoire asservie ouvertement ou hypocritement aux pouvoirs politiques, économiques et culturels en place. En fait, l'alternative n'est pas aussi tranchée : cet enseignement est bien vecteur de propagande, mais il est aussi fondement de l'esprit critique, l'un suscitant l'autre dans un conflit dialectique en quête d'un équilibre de tensions.

Ce livre est original à plusieurs titres : d'abord fruit d'un travail collectif, 14 participants, ce qui n'en fait pas un cas unique. Beaucoup de livres, en effet, regroupent des compétences variées. Mais ces 14, qui ont une expérience directe de l'enseignement, ont rassemblé des enquêtes portant sur trois niveaux d'enseignement, un éventail rarement réalisé. Et ils se trouvent réunis par une vision commune de l'école et du monde. Ensuite, la masse des faits collectés au cours d'une longue accumulation constitue un solide dossier "état de la question". Enfin, troisième originalité, le dossier s'appuie sur l'examen détaillé des textes, programmes, manuels et méthodes péda-

gogiques envisagés dans leur évolution. L'étude des manuels est certes devenue une banalité, mais ici l'étude compare des générations de manuels et de programmes, ainsi que les mises à l'écart et les ajouts.

Aux trois chapitres relatifs à l'école primaire, aux collèges et lycées, et à la didactique sont ajoutées trois annexes. Le chapitre sur les collèges et les lycées est le plus long. Il pointe à juste titre les lacunes et oublis, ceux de l'histoire économique, de l'histoire sociale, surtout du XIX[e] siècle, ceux de l'histoire coloniale, alors que le fait religieux occupe une place croissante et démesurée. Il critique les "modèles" sous-jacents, ainsi que les dérives d'une géographie vers l'abstraction et une géographie virtuelle derrière les croquis de synthèse. Il sait repérer les faits significatifs et les relier pour dégager les tendances, à la manière de l'histoire économique et des approches phénoménologiques où, sous les apparences des mots, on peut déceler des sens masqués. Dans le chapitre sur la didactique, les auteurs reconnaissent les apports de celle-ci, mais en épinglent les excès et les fondements socio-constructivistes.

Trois annexes complètent le dossier. La première raconte, sans inexactitude, comment on en est arrivé là depuis un demi-siècle. La deuxième souligne les menaces sur l'édition scolaire provenant de la soumission aux logiques financières. La troisième aborde avec perspicacité et courage une question avec un point d'interrogation suggestif : *"La liberté pédagogique, un leurre ?"* De fait, l'enseignement est de plus en plus surveillé, encadré par des consignes écrites ou tacites (à mon avis personnel, les tacites sont les pires, parce que indéfinies, susceptibles d'être ressenties, pressenties, supposées). Il est même rapporté un petit fait qui ne laisse pas d'inquiéter sur le présent et l'avenir de la fonction professorale et de la mission de l'inspection : *« Telle inspectrice rêve :* "Je veux que mes enseignants marchent du même pas pédagogique". *»)* Tout le monde sait que les propos débridés sont dans l'air du temps, ils ne se bornent plus aux comptoirs des bistrots, mais jaillissent aussi dans les sphères dirigeantes. Mieux vaudrait que ce fût un hapax. Si ce cas limite est avéré, il y a de quoi sonner le tocsin. Ce n'est peut-être qu'un rêve, mais il est révélateur d'une tendance décelable depuis longtemps, qui transforme le professeur en rabâcheur de programmes et de manuels devant 30 élèves dans 30 m², ce qu'autrefois j'ai désigné par l'expression "o.s. de la pédagogie". Un commentaire, même très succinct, de cette seule phrase de cette inspectrice dépasserait les limites du compte rendu, que ce soit à propos de *mes* enseignants ou du *marcher au même pas*.

Les professeurs devraient lire ce livre, même s'ils n'approuvent pas toutes les interprétations sur les intérêts en cause, latents ou patents, d'autant que, comme par un effet de contre-jour, les auteurs rappellent les fonctions intellectuelles et culturelles de l'enseignement de l'histoire et de la géographie pour apprendre à discerner des rapports de force entre toutes les composantes d'une situation, ce qui est le propre de l'esprit critique. Le réquisitoire de ce livre est sans complaisance pour dénoncer la dégradation des contenus et décaper les badigeons flatteurs. Les professeurs pourront relever les points sur lesquels ils devront insister dans leurs cours pour faire face aux lacunes et aux déséquilibres.

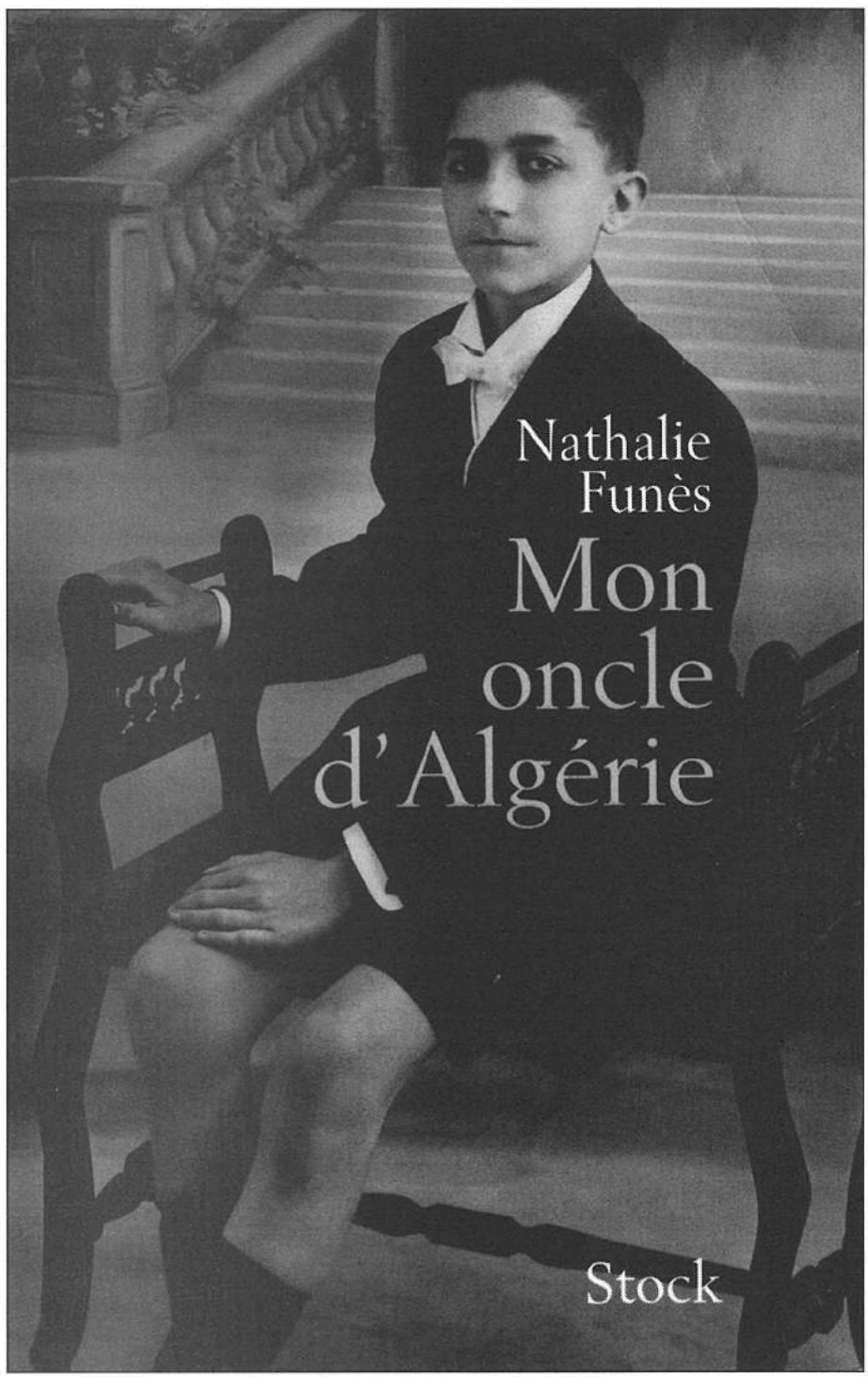
Un regret, si regret vaut souhait pour le futur : que les auteurs n'aient pas abordé aussi deux questions sur les fonctions professorales.

Au service de qui le professeur se considère-t-il ? Familles ? Enfants ? Institution scolaire ? Nation ? Etat ?

Sur quoi son autorité se fonde-t-elle ? Un ensemble de règles acceptées par contrat ? La compétence validée par un diplôme ? Le commandement descendant dans une structure ? La conscience éclairée et éclairante du sujet pensant, ayant à décider en dernier ressort de ce qu'il dit et de ce qu'il fait ? Probablement un peu de tous ces fondements. Mais dans quelles proportions ?

Cela nous voudrait de nouveaux chapitres qui ne manqueraient ni de tonus ni de charme.

Notes de lecture


Nathalie
Funès
Mon
oncle
d'Algérie
Stock

Un raid socialiste sur l'Egypte... Denis Lefebvre : *Les secrets de l'expédition de Suez*

Perrin, 300 pages, 26,90 euros

LE 26 juillet 1956, le chef de l'Egypte, Gamal Abdel Nasser, annonce sa décision de nationaliser le canal de Suez, qui coule, comme chacun sait, entre deux rives du territoire égyptien. La décision sème la consternation et la colère à Londres, Paris et Tel-Aviv. Trois mois plus tard, le 29 octobre, pour répondre à cette décision, l'armée israélienne envahit l'Egypte. Le 31 octobre, les troupes françaises et anglaises attaquent Port Saïd et le canal de Suez. Moscou, où Khrouchtchev, soucieux de masquer l'écrasement de la révolution hongroise, brandit une menace nucléaire imaginaire, et surtout Washington, désireux de prendre la place des puissances coloniales déclinantes, et donc favorable à leur mise à l'écart, s'opposent à cette entreprise colonialiste.

Un nouveau Jeudi noir ?

Qu'est-ce qui a mené Guy Mollet, Anthony Eden et David Ben Gourion à se lancer dans cette entreprise ? Selon Denis Lefebvre, *« ce jeudi 26 juillet constitue vraiment un nouveau "jeudi noir" après celui de 1929, qui a vu le krach de Wall Street »*. Un nouveau "jeudi noir" ? Vraiment ? Le krach de Wall Street a plongé le monde entier dans une crise mondiale qui a débouché sur le nazisme et la Seconde Guerre mondiale. En quoi la nationalisation du canal de Suez pourrait-elle donc être assimilée à un cataclysme de cette envergure ?

Denis Lefebvre répond : *"Cette décision livre à celui que les Occidentaux considèrent depuis plusieurs mois déjà comme un dictateur et comme un homme dangereux une voie d'eau primordiale pour la vie économique de la planète."* Ensuite, *"cette nationalisation spolie aussi les actionnaires. Elle s'en prend directement aux intérêts de la couronne britannique et aux 80 000 porteurs français qui possèdent près de 415 000 actions."* On ne saurait mieux dire...

Enfin elle risque de provoquer des imitateurs : *"Que se passera-t-il si d'autres pays voisins suivent l'exemple de Nasser, par exemple en nationalisant certaines compagnies pétrolières ?"* N'est-il pas normal que les richesses na-

tionales des pays (ex)coloniaux restent entre les mains des pétroliers américains, français ou anglais ? La CIA avait d'ailleurs renversé Mossadegh qui avait nationalisé les pétroles d'Iran quelques années plus tôt.

Denis Lefebvre prétend enfin, comme les chefs des gouvernements anglais et britannique, que cette nationalisation *"accroît les risques qui pèsent sur l'Etat d'Israël"*. L'argument va servir aux dirigeants israéliens pour attaquer l'Egypte et cautionner l'attaque des armées britannique et française sur le canal de Suez et sur l'Egypte en la présentant comme une aide à la valeureuse armée d'Israël menacé dans son existence même (on n'arrive d'ailleurs pas à saisir ni pourquoi ni comment) par la nationalisation du canal.

Nasser = Hitler ?

Pour tenter de conforter une justification aussi douteuse à l'attaque israélo-franco-britannique sur le canal de Suez, le président du Conseil français de l'époque, le socialiste Guy Mollet, a inventé alors une fable grossière. Commentant la grosse brochure de Nasser intitulée pompeusement *Philosophie de la révolution*, Guy Mollet l'assimile tranquillement à... *Mein Kampf, "car il apparente la pensée de Nasser à celle de Hitler"*. Il le répète plusieurs fois. Denis Lefebvre écrit à la fin de son livre : *"On peut sourire (ou s'indigner ?) aujourd'hui de la comparaison entre Hitler et Nasser et on aurait raison de le faire s'il s'agissait de comparer l'Allemagne de la fin des années trente à l'Egypte de 1956."* On ne saurait mieux dire.

Pourtant, Denis Lefebvre récuse cette remarque de bon sens en ajoutant : *"Mais il s'agissait en 1956 des objectifs affirmés, présentés par Nasser dans son ouvrage* Philosophie de la révolution, *que Mollet assimile à un nouveau Mein Kampf."* Donc, même s'il est grotesque de comparer Nasser à Hitler, comme Guy Mollet le fait... cela valide son action. *« Le président du Conseil français a retenu les leçons de la non-intervention en Espagne à partir de 1936 quand les républicains du monde entier n'ont pas concrètement soutenu un gouvernement républicain attaqué par le fascisme. Sans parler des conséquences pour la Tchécoslovaquie des "accords" de Munich en 1938. »*

En réalité, la grotesque comparaison faite par Guy Mollet entre Hitler et Nasser n'est qu'un grossier truc de propagande : puisque Hitler signifie l'extermination des juifs, assimiler Nasser à ce dernier, c'est présenter l'expédition néo-coloniale du canal de Suez comme une héroïque entreprise pour interdire une nouvelle shoah. La ficelle est un peu épaisse et elle sert toujours, mais Guy Mollet ne fait pas dans la dentelle, pas plus en Egypte qu'en Algérie...

Port-Saïd = Barcelone ?

La nationalisation du canal de Suez serait donc identique au coup d'Etat franquiste de juillet 1936 et au dépeçage de la Tchécoslovaquie organisé par les accords de Munich en 1938 ! La référence à Munich et au refus d'être munichois sert depuis longtemps à justifier n'importe quelle entreprise guerrière. Mais la comparaison est tellement énorme qu'il faut trouver un raccord, et ce raccord, c'est la défense de l'Etat d'Israël. *"Guy Mollet avait compris (il fallait être aveugle pour prétendre le contraire) que l'Egypte de Nasser attaquerait tôt ou tard Israël."* La preuve ? Denis Lefebvre en donne une : *"Pourquoi une telle concentration d'armement dans un seul pays, si ce n'était pour l'utiliser un jour sur fond de fierté nationale, mais aussi d'antisémitisme ?"* Guy Mollet a donc organisé l'attaque du canal de Suez, non pour défendre les intérêts menacés de la couronne britannique et des 80 000 actionnaires français, mais pour empêcher une attaque future d'Israël par l'armée égyptienne.

Le gouverneur général de l'Algérie, le "socialiste" Robert Lacoste, vulgaire petit bureaucrate spécialiste, avec son ami Max Lejeune aux jeux de menton mussoliniens, de la "pacification" musclée en Algérie insiste : taper sur Nasser démoralisera les insurgés algériens. On

va donc dégarnir un peu les troupes françaises en Algérie, mais l'écrasement programmé de l'Egypte portera un tel coup aux nationalistes algériens que ce léger sacrifice passager vaut bien la peine. Puis, il joue les grands politiques : *"Sans être grandiloquent,* écrit-il dans un message à Guy Mollet cité par Denis Lefebvre, *il s'agit simplement du sort de l'Occident."*

Bombarder les sources du Nil ?

Seuls deux membres du comité directeur de la SFIO de l'époque s'opposent à l'entreprise coloniale montée par Londres, Paris et Tel-Aviv : Oreste Rosenfeld et Marceau Pivert. Gaston Defferre, alors ministre de la France d'Outre-mer, joue les va-t-en guerre imaginatifs. Denis Lefebvre cite une lettre de lui à Guy Mollet qui laisse rêveur sur l'inventivité guerrière de nos socialistes. *"Nous devons faire preuve d'imagination"*, écrit-il. Il insiste sur l'importance du Nil pour l'Egypte et suggère de frapper le fleuve à sa source : *"Une modification même très légère dans les cours d'eau qui sont à l'origine du Nil peut avoir des répercussions considérables sur le régime des crues (...). Si rien n'était possible du côté de l'Ethiopie, un raid peut être monté à partir du Tchad ou de l'Oubangui-Chari pour tarir certains affluents du Nil dans le Soudan anglo-égyptien. Je suis convaincu que d'autres opérations du même genre peuvent être envisagées."*

Les Etats-Unis, partisans de la stratégie "Ôte-toi de là que je m'y mette", condamnent l'entreprise guerrière montée par Paris et soutenue de plus en plus mollement par le gouvernement conservateur d'Antony Eden. Leur réprobation ramollit la détermination britannique. Qu'importe à notre matamore marseillais Gaston Defferre : *"Je suis convaincu que si les Anglais et les Américains savaient que, quoi qu'il arrive, nous ne céderons pas et qu'avec eux nous ferons toucher les épaules à Nasser, ils modifieraient leur comportement."*

Le crime et la terreur

Tous les membres du gouvernement Guy Mollet soutiennent l'attaque du canal de Suez. Ainsi, François Mitterrand, devant le Conseil de la République (le Sénat de l'époque), s'en prend à Nasser en feignant de s'indigner : *"Qui appuie le crime et la terreur en Algérie ? (...) Qui donc envoie à travers la Méditerranée des navires chargés d'armes pour porter un peu plus loin le crime et la terreur ?"* (les deux seuls mots de Mitterrand pour définir le combat des Algériens pour leur indépendance). Il faut *"défendre l'honneur des nations libres face à un chef de gouvernement égyptien qui a pris sur lui de dénoncer une convention internationale garantie par des grandes et nobles puissances"*.

Denis Lefebvre s'attache à justifier l'entreprise de Guy Mollet, dont il a écrit par ailleurs une biographie louangeuse. Mais son livre mérite d'être lu, car les faits mêmes et les documents qu'il cite, dont certains étaient peu ou pas connus, illustrent la nature réelle d'une opération qui, avec la guerre d'Algérie, est une des taches les plus indélébiles du "socialisme français", qui n'en manque pourtant pas.

Jean-Jacques Marie

Fernand Doukhan, un homme révolté

Nathalie Funès : *Mon oncle d'Algérie*

Stock, 2010, 157 pages, 17 euros

A l'heure où l'activité cinématographique ou éditoriale la plus récente remet au cœur de l'actualité les questions liées à la guerre d'Algérie (1), la parution du livre de Nathalie Funès, journaliste au *Nouvel Observateur*, consacrée à la figure de Fernand Doukhan, son grand-oncle, est précieuse. Il vient rappeler en effet que face à la question des guerres coloniales, et notamment celle d'Algérie, il y eut deux gauches. Une gauche, (in)dignement représentée par Guy Mollet et François Mitterrand, celle du Front républicain, qui choisit la plus impitoyable des répressions en votant à l'Assemblée nationale, en mars 1956, les pouvoirs spéciaux aux parachutistes de Jacques Massu, et une gauche, incarnée par des hommes comme Maurice Audin ou Fernand Yveton, qui choisirent de lutter aux côtés du peuple algérien jusqu'à payer cet engagement de leur liberté, voire même de leur vie. Fernand Doukhan appartenait bien évidemment à ce deuxième camp. Mieux, même, quand l'insurrection éclate dans les Aurès en novembre 1954, il se sent partie prenante de ce mouvement, non comme un sympathisant extérieur compatissant ou un quelconque porteur de valise, expression qu'il abhorrait, mais comme un militant à part entière du processus de libération. Fernand Doukhan, en effet, se sentait profondément Algérien.

Il l'était d'une certaine manière par les hasards de sa naissance et par sa volonté consciente d'homme révolté par le système colonial et la situation faite aux « indigènes ». Indigène, il l'était aussi d'ailleurs, et au premier sens du terme, puisqu'il était né en 1913 dans une famille juive d'Alger, descendante de générations présentes sur cette terre depuis des siècles. Nathalie Funès décrit très bien la condition des juifs et leur situation singulière et paradoxale finalement dans l'Algérie de l'époque, étrangers qu'ils étaient à la fois à la société musulmane, qui les considérait comme des dhimmis, et à une société européenne travaillée à la fin du XIX[e] siècle par l'antisémitisme virulent de Drumont. L'évocation du climat qui régnait dans certains milieux européens est particulièrement intéressante, et notamment les pages dédiées à la description de l'atmosphère de pogrom en vigueur à Alger au moment de l'affaire Dreyfus, laquelle était entretenue par une large partie d'une presse aux mains du grand colonat, alimentant le ressentiment des petits Blancs. Elles montrent que tout un milieu social n'avait pas accepté le décret Crémieux de 1870 qui faisait des juifs d'Algérie, contrairement aux musulmans, des citoyens français à part entière.

Pourtant, Nathalie Funès souligne aussi que l'assimilation des juifs à la société européenne fonctionna aussi très bien. Et d'une certaine manière, Fernand Doukhan, de par son histoire personnelle, par delà ses origines, est aussi le

(1) Voir le film *Hors la loi*, de Rachid Bouchareb, sur les massacres de Sétif en 1945, ou le livre de François Malye et Benjamin Stora consacré à la politique du Front républicain et au rôle peu reluisant d'un garde des Sceaux de l'époque, *François Mitterrand et la guerre d'Algérie*, Calmann-Lévy, 2010.

produit d'un idéal républicain et laïque, qui fera de lui tout au long de sa vie un homme rétif à tous les embrigadements communautaires ou cléricaux. Rentré à l'école normale de Bouzaréa en 1930, Fernand Doukhan se destine en effet au métier d'instituteur. Et c'est à partir de cette position sociale qu'il saisit très jeune les injustices de la société coloniale, l'analphabétisme massif de la jeunesse arabe notamment, et va se construire une identité politique minoritaire et intransigeante. Minoritaire, car, d'une part, les anticolonialistes ne sont pas légion au sein des Français d'Algérie, y compris à gauche, et, d'autre part, parce que Doukhan est un minoritaire au sein des minoritaires, puisqu'il a choisi les rangs des anarchistes pour lutter contre le colonialisme et l'ordre social capitaliste. Quand la guerre éclate, il milite en effet dans les rangs du Mouvement libertaire nord-africain (MLNA), lequel constituait la branche algérienne de la Fédération communiste libertaire de Georges Fontenis, issue d'une scission d'avec la Fédération anarchiste de Maurice Joyeux. Minoritaire, il le restera encore en choisissant le camp du Mouvement national algérien (MNA) de Messali Hadj, créé à la fin de l'année 1954, quand l'insurrection nationale éclatera en novembre de la même année. Cela ne l'empêche pas en 1957, quand le FLN appelle à la grève générale à Alger, le 28 janvier, d'y participer pleinement, ce qui l'exposera aux coups de la répression des parachutistes de Massu, tandis que ses camarades proches du MNA sont liquidés impitoyablement par les tueurs d'Ali la pointe placés sous les ordres de Yacef Saadi, le responsable des centralistes à Alger. Gréviste, il est arrêté le jour même par les parachutistes mobilisés comme briseurs de grève et sera déporté, le 6 février, au camp de Lodi, structure d'internement dédiée spécialement aux anticolonialistes européens. Nathalie Funès met bien en évidence, là aussi, la situation inconfortable de Fernand Doukhan, libertaire et messaliste, au milieu de détenus majoritairement issus d'un Parti communiste algérien (PCA) largement favorable au FLN.

Il sera finalement libéré, puis expulsé sur le continent en avril 1958. Doukhan s'installe alors à Montpellier, où il reprendra jusqu'à sa retraite son métier d'instituteur. Il ne reviendra jamais en Algérie, même indépendante, et ne reparlera jamais, même à ses proches, de sa guerre contre la guerre. Il ne rejoindra pas non plus les rangs de la FCL, passée entre-temps, au nom de l'efficacité politique, au soutien au FLN. L'on devine aisément que la forme prise par l'indépendance d'un caporalisme réactionnaire teinté d'obscurantisme religieux dut le décevoir. Toutefois, ces vicissitudes du combat politique ne l'empêchèrent pas, dans le cadre de son métier, de militer pendant tout le restant de sa carrière au sein du courant de l'Ecole émancipée du Syndicat national des instituteurs (SNI), puis de rejoindre en 1981, et ce n'est probablement pas un hasard compte tenu du passif du président élu, les rangs du PCI, proche de ses positions pendant la guerre d'indépendance. En 1995, un an avant sa mort, Fernand Doukhan, fidèle à lui-même, descendait encore dans la rue pour manifester, aux côtés de ses camarades du Parti des travailleurs, son soutien aux cheminots et son opposition au plan Juppé.

Cette fidélité, dont témoigne la cohérence du parcours de Doukhan, Nathalie Funès la dépeint de manière délicate et vivante dans ce livre en forme d'hommage à la mémoire d'un homme représentatif de tous ces anonymes qui font la chair et l'esprit du mouvement ouvrier. Au cours de cette quête, qui court de la banlieue parisienne aux quartiers d'Alger, elle nous permet notamment de rencontrer des figures émouvantes d'un mouvement libertaire dont la contribution à la décolonisation est trop souvent encore méconnue. A ce titre, cet ouvrage mérite pleinement d'être lu.

Michel Gandilhon

Un regard sur l'histoire *Lucien : comment est écrite l'histoire.* Introduction, traduction et notes par André Hurst. Paris. Les Belles Lettres. 130 pages, 19 euros.

LUCIEN DE SAMOSATE est surtout connu pour avoir écrit les *Dialogues des morts*, les *Dialogues de Dieux* et *L'Histoire véritable* (qui figure dans *Les Romans grecs et latins*, présentés, traduits et annotés par Pierre Grimal dans la Pléiade), toutes œuvres qui, note judicieusement le Larousse en deux volumes, *"raillent traditions et préjugés"*. Un auteur donc fort utile par les temps qui courent, où les traditions et les préjugés écrasent de plus en plus les cerveaux. Mais on peut s'interroger : que peut-on attendre d'un écrivain du IIe siècle après notre ère sur la manière de concevoir et d'écrire l'histoire ? Depuis le XIXe siècle, l'histoire a, en effet, peu à peu tendu à répondre à des exigences auxquelles ne pouvaient pas penser ceux de l'Antiquité, pour qui — et c'est le cas de Lucien lui-même et de tous les historiens de l'Antiquité grecque et latine — l'histoire est un genre littéraire. Mais ce qu'il a à dire, si l'on transpose la situation de l'Empire romain déclinant à celle d'aujourd'hui, a gardé une certaine pertinence.

Lucien, frappé par l'abondance d'historiens dont les écrits ne visent qu'à encenser les grands de ce monde, donne comme *"objectif à l'historien la franchise et la vérité (...). Je le répète : si l'on veut être historien, il ne faut sacrifier qu'à la seule vérité."* Et il souligne : *"L'histoire et l'éloge sont séparés par un isthme qui est de taille ; il y a une vraie muraille entre les deux, une haute muraille."*

Remplaçons l'éloge antique par la propagande contemporaine et la phrase de Lucien garde toute son actualité, malgré son apparence banale. Près de deux millénaires plus tard, Victor Serge affirmera : *"Parmi les sciences inexactes, l'histoire est celle qui lèse le plus d'intérêts matériels et psychologiques"*, donc la plus soumise aux exigences du politiquement correct, des influences de toutes sortes qui, entre autres, conditionnent plus ou moins les carrières.

Lucien définit donc deux conditions à l'exercice du métier d'historien tel qu'il le conçoit : *"Par-dessus tout, il sera libre dans ses dispositions, il ne craindra personne et n'espérera rien, faute de quoi il serait semblable à ces mauvais juges qui rendent des sentences dans un esprit partisan et contre rémunération."* Mais est-ce si simple ? Lucien définit une condition de l'indépendance d'esprit qu'il exige de l'historien : *"D'une manière générale, un seul critère tient lieu d'étalon : prendre en considération non pas les lecteurs d'aujourd'hui, mais ceux de l'avenir."* C'est-à-dire ceux dont l'historien n'attend rien, dont il n'a pas à flatter les goûts, les modes ou les intérêts. Cette condition lui paraît si importante qu'il la reprend en conclusion de son petit opuscule : *"C'est bien ainsi qu'il faut écrire l'histoire, avec le souci de la vérité qui donne l'espoir d'un avenir bien plutôt qu'avec une flatterie qui vise l'agrément de ceux qu'on louerait aujourd'hui. Voilà donc la règle et le fil à plomb de ce qu'est une histoire digne de ce nom."* Admiratif de Thucydide et

de Xénophon, dont il loue l'objectivité, mais qui ont écrit près d'un demi-millénaire avant lui, puisque Lucien vécut au IIe siècle après J.-C., Lucien conclut quelque peu sceptique : *"S'il se trouve des historiens pour se régler sur ces mesures, parfait , je n'ai pas écrit pour rien."*

Lucien précise aussi une exigence de méthode : pour *"l'expression, nous dirons,* écrit-il, *que le premier et l'unique but visé est la clarté dans l'exposé des faits et l'évidence dans leur présentation"*. Si l'on songe au vocabulaire amphigourique et pseudo-technique de pseudo-sciences sociales qui encombre tant d'ouvrages relevant peu ou prou de l'histoire, on peut admettre que là aussi les conseils de Lucien de Samosate n'ont pas perdu leur pertinence.

L'introduction très précise et les notes très riches (405 !) d'André Hurst facilitent la lecture de ce texte à l'humour souvent corrosif...

Jean-Jacques Marie

Chronique des falsifications

Le Monde tel qu'en lui-même

EN mai et juin 2010, *Le Monde* a publié quelques suppléments sous le titre *"Réviser son bac avec* Le Monde*"*. L'un de ses suppléments était consacré à l'Union européenne. Ce supplément contient une chronologie intitulée *"Dates-clés"*. On y trouve dix-sept dates, depuis le traité de Rome en 1957 jusqu'au traité de Lisbonne en 2007. Mais entre 2004 et 2007, il n'y a rien. Le candidat ne saura pas — et ne doit pas savoir — qu'en 2005, le peuple français a (comme le peuple hollandais) rejeté à une énorme majorité (55 % de non contre 45 % de oui) la Constitution européenne, dont le traité de Lisbonne n'est qu'une reprise.

Ce blanc remarquable se double d'une propagande éhontée. Ainsi, dans un schéma de sujet sur *"La diversité des systèmes de protection sociale en Europe"*, on trouve l'affirmation suivante : *"Partout, aujourd'hui, le vieillissement démographique fragilise les bases financières de la protection sociale. Cette situation est aggravée par la crise économique et le ralentissement de la croissance."* En un mot, c'est parce que les gens vivent trop longtemps que la protection sociale (Sécurité sociale et santé) est menacée ! Pas un mot sur la politique visant à transférer les sommes représentant un salaire différé vers le secteur financier et spéculatif. Pas un mot sur les exonérations massives de cotisations sociales accordées au patronat, pas un mot sur les avantages fiscaux de toutes sortes accordés aux grandes fortunes. Non, il y a décidément trop de personnes âgées pour que la Sécurité sociale puisse survivre.

La guerre froide au bac vue par *Le Monde*

Toujours pour le bac, *Le Monde* a préparé un supplément (12 mai 2110) sur *"La guerre froide"*. Un bijou. La révolution chinoise est réglée et défigurée en une ligne : *"En Asie, les communistes de Mao s'emparent de la Chine"* (en général, on s'empare de ce qui ne vous appartient pas, un territoire étranger, par exemple, ou les biens d'un autre : donc, il n'y a pas eu de révolution en Chine !). On apprend un peu plus loin : *"Lors de la crise de Suez, les deux Grands interviennent sans se concerter pour mettre fin au problème."* Quel problème ? La nationalisation du canal de Suez et l'agression israélo-franco-britannique contre l'Egypte ne sont pas signalées, alors que la chronologie parle — ce qui est pour le moins insuffisant — de *"l'insurrection de Budapest"* et pas de "révolution hongroise" (décidément, les révolutions gênent les auteurs de ce supplément...).

Faut-il, pour d'autres questions, parler de falsification ou d'ignorance ? Ainsi, la création en 1947 du Kominform, organe de liaison rassemblant neuf partis communistes d'Europe, à l'exclusion en particulier du PC grec alors engagé dans une insurrection, est évoquée deux fois de façon erronée. On apprend d'abord que les partis réunis ont eu pour but de "reconstituer le Komintern" : ce qui est absurde, puisque le Komintern, ou Internationale communiste, rassemblait les

partis communistes du monde entier. On apprend plus loin que le Kominform *"assure la liaison entre les différents partis communistes"*, alors qu'il ne concerne que neuf d'entre eux et vise surtout à exclure prochainement l'un des neuf : le PC yougoslave ! Une fois ce dernier exclu et diffamé, le Kominform ne connaîtra plus qu'une existence végétative jusqu'à sa dissolution par Khrouchtchev en 1956.

On apprend ensuite que *"la construction européenne, l'Ostpolitik et les accords d'Helsinki témoignent de la volonté de l'Europe de s'affirmer et d'organiser le continent de façon autonome par rapport aux deux grandes puissances"*.

Or la "construction européenne" est impulsée par les Etats-Unis dès le début. Ces derniers sont d'ailleurs signataires des accords d'Helsinki... qui ne concernent pourtant que l'Europe. On ne saurait mieux dire que les Etats-Unis en sont la puissance tutélaire.

"En bonne relation avec les autorités allemandes..."

Il y a quelques années, la mairie socialiste de Lorient a élevé une statue à un certain Polig Montjarret, membre de l'organisation autonomiste bretonne Strolladou Stroum (dont les initiales sont par hasard... SS), qui, sous l'Occupation, collabora avec les nazis. Le Strolladou Stroum se distingua dans la chasse aux résistants, aux communistes et aux juifs (ces derniers étant, heureusement pour eux, assez rares en Bretagne !), la chasse se terminant en général par le massacre.

Comment comprendre qu'une mairie socialiste ait pu élever une statue à un diffuseur de l'*Heure bretonne*, journal qui, en juin 1942, proclamait : *"A la porte les juifs et les enjuivés"* ? On trouve en partie la réponse en page 53 du récent livre de Françoise Morvan, *Miliciens contre maquisards* (1), dont nous recommandons vivement la lecture à qui veut connaître le vrai visage (anticommuniste, antisémite et pro-nazi) des autonomistes bretons sous l'Occupation (visage évidemment camouflé après, sauf chez ceux qui trouvèrent un accueil très chaleureux dans la très catholique Irlande). Ainsi, au moment où les troupes anglo-américaines s'approchaient dangereusement du lieu de leur activité, Polig Montjarret et deux de ses acolytes, Dorig Le Voyer et Paul Perrin, furent embarqués le 12 juillet 1944 par la Gestapo au lendemain de leur mariage avec trois sœurs, et emmenés en Allemagne, où leurs épouses purent les rejoindre sans difficulté. Françoise Morvan cite une note d'un inspecteur des Renseignements généraux sur ce prudent transfert : *"Dans les milieux autonomistes, on estime que l'arrestation de Montjarret et de Le Voyer n'est qu'une mise en scène destinée à camoufler leur fuite. Ces deux individus étaient en bonne relation avec les autorités allemandes"* (Françoise Morvan, *op. cit.*, p. 53). En bonne relation, c'est le moins que l'on puisse dire. Montjarret a ensuite lui-même qualifié ce transfert loin des troupes anglo-américaines de "déportation". Et voilà comment on peut se retrouver statufié dans la bonne ville de Lorient.

Les autonomistes bretons et ceux qui fraient avec eux tentent en effet de dégager certaines figures du Bezen Perrot et du Parti national breton de fréquentations pour le moins douteuses. Mais Françoise Morvan donne les numéros d'agents de la Gestapo de plusieurs membres de ces mouvements (*op. cit.*, p. 120). Elle cite enfin un témoignage d'un membre du Bezen Perrot. Ce dernier, évoquant un rassemblement de 30 à 40 membres de cette organisation auto-

(1) Françoise Morvan, *Miliciens contre maquisards*, Editions Ouest-France.

nomiste bretonne en décembre 1943, précise : *"Nous avons tous signé un engagement à la Gestapo"* (*op. cit.*, p 121).

Un membre du Bezen Perrot, évoquant la création en 1932 du Service spécial de cette organisation, précise : *"Son intention ouverte a toujours été la destruction en Bretagne de tout ce qui était français"* (*op. cit.*, p. 122).

Il est sûr que les nazis étaient indispensables à la réalisation d'une tâche aussi noble, les autonomistes bretons étant un peu légers pour l'accomplir par leurs seules forces.

Un étrange procès...

DANS *Télé-Obs* (25 septembre-1er octobre 2010), l'auteur d'un article consacré à Simone Signoret, Catherine David, rappelle que Simone Signoret et Yves Montand ont protesté contre le procès de Julius et Ethel Rosenberg, accusés aux Etats-Unis d'espionnage atomique en faveur de l'Union soviétique et condamnés à mort. Puis, elle ajoute : *"Ils ne s'inquiètent guère en 1953 d'un autre procès inique, celui qui est fait aux médecins en blouse blanche, qui sont presque tous juifs"* (p. 6). Certes, les deux acteurs furent alors des compagnons de route complaisants du Parti communiste français... mais le "procès des blouses blanches" annoncé par un communiqué de presse hystérique de la *Pravda* (13 janvier 1953) n'eut jamais lieu. Staline mourut avant qu'il ne soit — éventuellement, vu les difficultés de la campagne ! — organisé et les médecins arrêtés furent relâchés et réhabilités après sa mort. Difficile, donc, de reprocher aux deux acteurs de n'avoir rien fait contre un procès qui ne se tint jamais...

Pourquoi Olympe de Gouges a-t-elle donc été guillotinée ?

DANS *Le Nouvel Observateur* (7 au 13 octobre 2010), le journaliste François Reynaert publie une sorte de résumé de son livre *Nos ancêtres les Gaulois et autres fadaises*, publié chez Fayard. Il y évoque Olympe de Gouges et écrit : *"Olympe de Gouges, grande figure de la Révolution* (française) *qui chercha à obtenir l'égalité pour tous, hommes et femmes, et mourut guillotinée"* (p. 22).

Tout lecteur comprendra qu'Olympe de Gouges a été guillotinée parce qu'elle a cherché à obtenir l'égalité entre les hommes et les femmes... et donc que la Révolution française envoyait à la mort celles qui militaient pour elle. Or c'est parfaitement faux ! Que l'exécution d'Olympe de Gouges fasse partie des tragédies de la Révolution, ce n'est pas douteux, mais elle a été guillotinée non pas à cause de son combat pour l'égalité hommes-femmes, mais pour avoir protesté contre l'exécution du roi et écrit de violents pamphlets contre Robespierre et Marat.

Pour emplir la coupe, le même Reynaert, sous le titre *"Robespierre n'est pas Staline"* (ce qui est incontestable !), conclut son développement par les lignes : *"Les révolutions russe ou chinoise sont passées par une longue horreur, elles n'ont apporté au monde que du malheur."* C'est du pur Stéphane Courtois.

Massacre à la tronçonneuse... ou les merveilles de la multiplication des morts

LAROUSSE a publié en 2009 un livre dont on a peu parlé : *L'Exécution des Ceausescu*, de Radu Portocala. Ce livre comporte des aspects discutables dans l'analyse des conditions de la chute de Ceausescu, mais il présente un vif intérêt dans la description des événements de Timisoara de la mi-décembre 1989.

Ces événements, on s'en souvient, ont marqué le début de la tempête qui a emporté Ceausescu et son régime. Or leur présentation dans les médias a représenté un exemple particulièrement grandiose de manipulation et de falsification. Certes, on savait depuis longtemps qu'il n'y avait qu'un rapport assez lointain entre ce qui s'était alors passé et ce qui en avait été dit ou montré. On avait ainsi attiré l'attention sur le fait que nombre de cadavres des victimes de la répression de la Securitate venaient en réalité en droite ligne de la morgue, où ils avaient été autopsiés avant les manifestations de Timisoara.

Mais Radu Portocala donne un panorama accablant des faits.

Il attire d'abord l'attention sur le rôle particulièrement trouble du pasteur protestant Tökes, à l'initiative des premières protestations. Radu Portocala rappelle que le 10 décembre, pendant l'office, *"Tökes annonce à ses fidèles que la Securitate va l'arrêter le 15"*. Il commente : *"La chose, en soi, est absurde, car nul n'a jamais su, en Roumanie, qu'il allait être arrêté. Ces désastres-là, on les apprenait seulement lorsqu'ils se produisaient"* (p. 49).

Commence alors une vague de protestations qui débouchent sur une manifestation. Le 16, puis les 17, 18 et 19 décembre. La répression brutale de la manifestation fait 73 morts, ce qui est considérable. Rappelons qu'en URSS, sous Khrouchtchev, la répression de la manifestation de Novotcherkassk contre la hausse sévère du prix des produits de première nécessité avait fait 21 morts (plus la condamnation à mort de 7 "meneurs"). Mais le chiffre de 73 ne satisfait pas les médias occidentaux, et même quelques médias orientaux... Radio Budapest annonce alors de 300 à 400 morts et évoque des *"exécutions sommaires"*, affirmant que la Securitate poursuit les gens dans les rues, dans les maisons et même dans les hôpitaux pour les tuer.

Le 20 décembre, l'agence de presse ADN estime le nombre de morts à Timisoara de 300 à 400, avant de préciser une première fois 4 630 victimes, puis de monter à 6 400 morts, avant de finir, en fin de journée, à *"environ 12 000 victimes"*. Radu Portocala commente : *"Le passage de la précision à l'approximation est subtil : il doit suggérer que, désormais, l'étendue du massacre est telle qu'il n'est plus possible d'avoir un bilan exact"* (p. 71).

Le 21 décembre, la presse est-allemande et hongroise annonce la découverte de fosses communes. Le 22 décembre, l'agence ADN fait état de chiffres prétendument transmis par une note secrète de la Securitate à Elena Ceausescu faisant état d'un bilan accablant des émeutes de Timisoara : 4 632 morts, 1 282 blessés, 13 214 arrestations et 7 613 condamnations à mort. Le même jour, les médias du monde entier annoncent la découverte d'un charnier à Timisoara et l'agence yougoslave Tanyoung annonce : 12 000 victimes, dont 800 enfants de moins de 14 ans ; pis encore, 45 de ces enfants auraient été abattus pendant qu'ils regardaient un spectacle de marionnettes... Ce jour-là, Ceausescu est renversé.

Certes, nul ne versera une larme sur ce dictateur brutal et borné. Mais remarquons qu'avant d'être renversé, il avait remboursé jusqu'au dernier dollar la dette de

la Roumanie envers le FMI et avait pour y parvenir pressuré, voire affamé, le peuple roumain… C'était l'époque où la presse roumaine recommandait aux Roumains de manger de la soupe d'orties peu coûteuse et, paraît-il, calorique. Mais les techniques de la désinformation utilisées à l'occasion de sa chute laissent rêveur sur l'ampleur des falsifications organisées par les grands de ce monde et les médias à leur service en cas de nécessité. Il est donc recommandé vis-à-vis de toute information tapageuse d'exercer le doute systématique recommandé par Descartes.

Jean-Jacques Marie

Perles

Michel Rocard.

Si le ridicule pouvait tuer...

Première scène : Président de la République ou rien...

Dans *France-Soir* (20 novembre 2010), une journaliste raconte son petit-déjeuner avec Pierre Moscovici. Bien que les *Cahiers du mouvement ouvrier* n'aient pas pour fonction d'évoquer la politique actuelle (il y a suffisamment d'organes multiples et divers dont c'est la tâche pour ne pas y ajouter notre très modeste voix), cette interview contient quelques perles qu'il est bon de fixer.

Pierre Moscovici se définit d'abord comme *"un Parisien, intellectuel de gauche"* (Parisien, certes, intellectuel... s'il le dit...), parti ensuite à Montbéliard, où il a découvert *"la France des usines, des ouvriers"*. Pour comprendre cette France-là, *"il faut y mettre son cœur et y plonger sans réserve (...). Si on pense que la vérité est à Paris, ça ne marche pas."* On a peine à comprendre, car des ouvriers et des usines, il y en a aussi en Ile-de-France. Ceux de Montbéliard seraient-ils donc d'une autre nature ?

Puis la journaliste lui demande : *"Qu'est-ce qui fait courir un politique ?"*

Réponse : *"L'adrénaline et le narcissisme."* On se dit pourtant que les ouvriers de Montbéliard ne doivent guère apprécier le narcissisme d'un parlementaire.

Se battre pour des idées, pour un programme ? Moscovici n'évoque pas ce type de motivation.

Enfin vient le sommet de l'interview.

La journaliste lui demande : *"Croyez-vous avoir un destin national ?"*

Réponse : *"Pour avoir un destin, il faut que soient réunis le talent et les circonstances. A droite, il y a de très grands talents qui n'ont jamais eu un destin. Philippe Séguin, François Léotard, Michel Noir, Gérard Longuet... C'est le cimetière des éléphants."* Comme éléphants, on fait mieux, et comme grands talents, nettement mieux... La conclusion vaut son pesant : *"J'ai envie d'aller plus haut, c'est vrai (...). Je pense juste que je pourrais être un jour président de la République. Aujourd'hui, c'est DSK, et j'espère qu'il le sera."* Donc, DSK en 2012 et Pierre Moscovici en 2017.

La journaliste conclut son interview par une question inquiète : *"Que ferez-vous après 2017 si vous n'êtes pas devenu entre-temps président ?"*

Réponse : *"Vers 2022, dans ce cas, j'arrêterai la politique."*

Ce serait vraiment dommage.

Deuxième scène : Menaces de mort contre Luc Ferry...

Les enseignants s'en souviennent encore : lorsqu'il était ministre de l'Education nationale de Jacques Chirac, Luc Ferry fit imprimer une *Lettre aux enseignants*, tirée à 800 000 exemplaires (impression payée par le ministère de l'Education nationale) et distribuée aux ensei-

gnants, qui, en règle générale, ont jeté son livre à la poubelle ou aux ordures. (Quel gâchis de papier, certes, mais une fois le papier gâché par l'impression, que voulez-vous faire de la prose de Luc Ferry ?) Ceux qui ont gardé le souvenir de cet épisode comique quoique coûteux ne peuvent que lire avec délectation l'interview de Luc Ferry dans le *Monde Magazine* en date du 13 novembre 2010.

Le journaliste, évoquant *La Pensée 68*, son opuscule oublié de tous depuis longtemps (sauf de lui-même, de sa femme, de quelques amis complaisants et du journaliste du *Monde*), lui dit : *"En 1985, vous avez publié avec Alain Renaut* La Pensée 68..." Il n'a pas le temps de prononcer sa question que Luc Ferry se décoche à lui-même un violent coup dans les chevilles en déclarant : *« Ce livre a énormément compté dans l'histoire intellectuelle française parce que c'était le premier ouvrage qui osait prendre de plein fouet les grands "déconstructeurs" des années 1960, Derrida, Foucault, etc. (...). A cause de* La Pensée 68, *j'ai eu des menaces de mort, c'était fou. »*

Luc Ferry menacé de mort... On en frémit. Il ajoute aussitôt après cet épisode resté virtuel, heureusement pour la philosophie française : *"Je me suis rendu compte que ces grands maîtres qui faisaient de l'esprit critique le sel de la terre ne supportaient pas que cet esprit critique puisse se retourner contre eux."* Faudrait-il comprendre que Derrida et Foucault auraient menacé Luc Ferry de le tuer ou poussé des séides à le menacer de mort pour un petit pamphlet assez dérisoire ? On n'ose l'imaginer, mais il faut avouer que la lecture des propos de notre ancien ministre pourrait laisser croire à de telles intentions homicides chez les deux "déconstructeurs" cités.

Le journaliste demandant alors à Luc Ferry si le qualificatif de *"philosophe à succès"* qui lui est attribué lui fait plaisir, Luc Ferry répond très modestement : *"Les plus grands philosophes avaient un immense public. On se bousculait aux cours de Kant."* Diable ? Notre ministre serait-il donc de la même pointure ? Et il ajoute : *"Le propre de ma génération avec Finkielkraut, Comte-Sponville, etc., c'est d'avoir renoué avec le public."*

Il est devenu ministre... *"Quand l'Elysée m'a appelé,* déclare-t-il, *je suis tombé de ma chaise."* Hélas ! il s'est relevé...

Luc Ferry informe le lecteur *in fine* d'une nouvelle qui ne l'attristera sans doute guère : *"Je ne vais pas, à 60 ans, perdre mon temps à faire le guignol dans un ministère. Mon métier, c'est l'écriture."* Il aurait pu y penser plus tôt et pourrait s'arrêter modestement là. Mais un coup de publicité auto-organisée ne fait pas de mal. Il ajoute donc : *"Mon livre le plus important de très loin, c'est* La Révolution de l'amour. *C'est le livre d'une vie. Il contient tous les autres."* Si *La Pensée 68 "a énormément compté dans l'histoire intellectuelle française"*, imaginons un peu quel sommet doit atteindre *La Révolution de l'amour* si c'est son livre *"le plus important de très loin..."* ! Après le mont Blanc, c'est l'Himalaya...

Où va se nicher le trotskysme !

DÉPÊCHE de l'AFP — 19 mars 2010, 14 h 54 : La justice russe a refusé vendredi d'ordonner la reprise de l'enquête criminelle sur l'exécution du dernier tsar de Russie, Nicolas II, close il y a un plus d'un an, a annoncé l'avocat des Romanov en critiquant le *"nihilisme légal"*.

"Le tribunal a refusé de reconnaître illégale la décision sur la clôture de l'enquête", a déclaré Guerman Loukianov à l'agence Interfax.

La famille Romanov a saisi à la mi-janvier le tribunal Basmanny, de Moscou, en demandant de juger *"illégale et infondée"* la décision du comité d'enquête du parquet russe de clore l'enquête.

"Le tribunal n'a pas examiné les arguments selon lesquels les Romanov avaient été tués au nom de l'Etat", a souligné Me Loukianov, cité par l'agence RIA Novosti, en dénonçant *"le trotskisme juridique"* et le *"nihilisme légal"*.

Le tribunal Basmanny a toutefois satisfait la demande de la maison Romanov obligeant le comité d'enquête à lui fournir une copie de la résolution sur la clôture de l'enquête.

Nicolas II, son épouse Alexandra et leurs cinq enfants avaient été faits prisonniers, puis exécutés par la Tcheka, la police politique de Lénine, le 17 juillet 1918 à Ekaterinbourg, dans l'Oural.

La famille Romanov et l'Eglise orthodoxe doutent par ailleurs que des restes humains découverts en 2007 dans la région d'Ekaterinbourg soient ceux du tsarévitch et de sa soeur Maria, assassinés avec toute leur famille, malgré les résultats de tests ADN en Russie, aux Etats-Unis et en Autriche.

Jaurès assassiné une nouvelle fois !

APRÈS avoir été assassiné par Villain, puis par le socialiste Alexandre Zévaès, qui fut l'un des deux avocats de l'assassin et obtint son acquittement, Jaurès le fut par une cohorte de récupérateurs lui faisant dire le contraire de ce qu'il écrivait.

Dans une interview à *Direct Matin* (2 novembre 2010), Michel Rocard s'assimile à Jaurès. D'abord, il se vante : *"Regardez-moi ! Décolonisation, décentralisation, réconciliation avec les catholiques. Pardonnez-moi cette arrogance, mais j'en ai fait autant qu'un président."* On avait cru jusqu'alors que les peuples colonisés s'étaient libérés et décolonisés eux-mêmes dans les années 1950-1960, alors que Michel Rocard n'a été nommé Premier ministre qu'en 1988.

Puis, c'est le coup de cymbale final : ***"La dynastie Jaurès, Blum, Mendès, Delors et moi-même, c'est la même chose."***

Pauvre Jaurès ! Rappelons quelques-unes de ses déclarations, qui datent toutes de 1895 et 1898, extraites du recueil *Jaurès. Rallumer tous les soleils* (Omnibus, 2006).

"L'histoire donne une réalité indéniable et sanglante à la lutte des classes, et cela depuis la Révolution" (p. 267). *"Toujours, sous le déguisement des questions politiques et religieuses ou à dé-*

couvert, il y a depuis un siècle lutte sociale entre des classes antagonistes" (p. 270). *"Parce qu'il y a des classes, l'Etat est perpétuellement obligé d'user de la contrainte (...), l'Etat est incessamment obligé d'écraser ou d'intimider la force physique des masses par la force physique bien supérieure des armes organisées"* (p. 271). *"L'Etat a le service énorme de la dette, il est caporal, policier, gendarme"* (p. 292). *"Par l'effet de l'existence des classes sociales, le règne de la démocratie n'est qu'apparent"* (p. 283).

Rocard ne pourrait ni ne voudrait signer aucune de ces lignes. La filiation qu'il affirme avec Jaurès est donc un abus grossier.

La prise de la Bastille : le 14 juillet 1785 ou 1793 ?

CE n'est pas une plaisanterie : plusieurs collègues d'histoire nous ont témoigné avoir reçu le conseil suivant de la part d'un IPR lors de la réunion de la commission d'harmonisation destinée, chacun le sait, à remonter systématiquement les notes jugées trop basses pour augmenter chaque année le nombre de reçus au baccalauréat : *"Ne sanctionnez pas une erreur de date de trois ou quatre ans. Cela n'a aucune importance !"* Il faut juger bonne la date quelque peu approximative. Donc, si la Première Guerre mondiale passe de 1914-1918 à 1918-1922 et la Seconde de 1939-1945 à 1943-1948, c'est bon, voire excellent. Or un fait est précis. Sa date est un élément constituant fondamental de sa réalité, pour l'individu comme pour la collectivité. C'est ce que nie brutalement le conseil donné ci-dessus aux correcteurs.

On avait déjà appris auparavant qu'il ne fallait pas opposer le système de connaissance(s) du professeur à celui de l'élève. Nous voici maintenant dans la dilution des repères temporels. Il ne manquerait plus, pour compléter le tableau de cette chasse à la connaissance, que la dilution des repères géographiques dans le genre : l'élève qui affirme l'existence d'une frontière commune entre le Sénégal et le Brésil ne saurait être considéré comme commettant une erreur significative, puisque les deux pays sont dans l'hémisphère sud et ne sont séparés que par de l'eau.

Une petite remarque : tous ces braves gens dirigés par Luc Chatel, de l'Oréal, sont de grands partisans de l'"ouverture de l'école sur la vie". Essayez donc d'appliquer ce laxisme chronologique à votre banque (qui, à un jour près, prélève des agios) ou à l'administration des Impôts (qui, pour un jour de retard, vous taxe de 10 %)... Le résultat est garanti et aucune commission d'harmonisation ne baissera vos agios ou votre amende.

La désinvolture officielle dans le traitement des dates même importantes de l'histoire n'est donc pas seulement criminelle du point de vue de la connaissance elle-même, qui exige, dans tous les domaines, la précision, c'est de plus une fort mauvaise introduction à la vie...

ISSN 1287-25-98
Commission paritaire 0913 G 78360